

# **VALTECH**

**Société anonyme au capital de 1 351 534,90 euros**  
**Siège Social : 80, avenue Marceau – 75008 Paris**  
**389 665 167 RCS PARIS**

## **RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 31 DECEMBRE 2008**

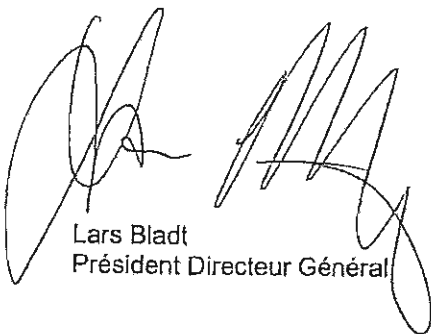
- 1- DECLARATION DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
- 2- COMPTES ANNUELS ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
- 3- COMPTES CONSOLIDES ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
- 4- RAPPORT DE GESTION

**VALTECH**  
**Société anonyme au capital de 1 351 534,90056 euros**  
**Siège Social : 80, avenue Marceau – 75008 Paris**  
**389 665 167 RCS PARIS**

**EXERCICE 2008**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes au 31 Décembre 2008, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion (*ci-joint*) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Paris le 30 Avril 2009



Lars Bladt  
Président Directeur Général

**VALTECH**

Société Anonyme

80, avenue Marceau  
75008 Paris

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2008

FIDREX  
14, rue de la Pepinière  
75008 Paris

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## VALTECH

Société Anonyme  
80, avenue Marceau  
75008 Paris

---

### Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société VALTECH, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La très grande volatilité sur les marchés financiers demeurés actifs, la raréfaction des transactions ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce.

La société évalue annuellement la valeur d'utilité de ses immobilisations incorporelles et financières, comme indiqué dans les notes 1.1 et 1.2 de l'annexe relatives aux règles et méthodes comptables. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons vérifié que la note 3.3 de l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2009  
Les Commissaires aux Comptes

FIDREX



Albert BENSADON

Deloitte & Associés



Jean-Luc BERREBI

# **VALTECH**

**SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1.351.535 EUROS**

SIEGE SOCIAL :

80, Avenue Marceau

75 008 PARIS

## **COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008**

---

## SOMMAIRE

BILAN - ACTIF .....	2
BILAN - PASSIF .....	3
COMPTE DE RESULTAT .....	4
1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES .....	5
2 - EVENEMENTS PARTICULIERS DE L'EXERCICE .....	8
3 - ACTIF IMMOBILISE .....	9
4 - ACTIF CIRCULANT ET DETTES .....	13
5 - DISPONIBILITES .....	15
6 - ACTIONS PROPRES .....	16
7 - COMPTES DE REGULARISATION ACTIF ET PASSIF .....	17
8 - PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER .....	18
9 - HISTORIQUE DES CAPITAUX PROPRES .....	19
10 - PROVISIONS POUR RISQUES .....	21
11 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS .....	22
12 - PERSONNEL .....	22
13 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES .....	23
14 - REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEURS D'ACTIVITES .....	24
15 - PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS .....	25
16 - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS .....	26
17 - IMPOTS SUR LES BENEFICES .....	27
18 - ENGAGEMENTS DIVERS .....	28
19 - INFORMATIONS SUR LES PLANS D'OPTION DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS VALTECH .....	30
20 - IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE .....	32
21 - TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS .....	33

## BILAN - ACTIF

(en euros)	Brut	31-déc-08 Amort. Prov.	Net	31-déc-07 Net
Concessions, brevets et droits similaires	450 331	431 634	18 697	53 162
Fonds commercial	16 132 490	9 019 463	7 113 027	7 113 027
Autres immobilisations corporelles	2 600 893	2 018 753	582 140	775 421
Autres participations	107 138 570	57 953 055	49 185 515	45 048 619
Créances rattachées à des participations	1 493 507		1 493 507	1 416 982
Autres titres immobilisés	4 383 579	4 087 398	296 181	296 181
Prêts	76 750		76 750	84 750
Autres immobilisations financières	175 519	8 889	166 630	167 446
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>132 451 639</b>	<b>73 519 192</b>	<b>58 932 447</b>	<b>54 955 588</b>
Clients et comptes rattachés	12 599 034	-	12 599 034	15 710 544
Autres créances	2 864 476	-	2 864 476	2 847 074
Capital sousc.et appelé, non versé	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	290 814	31 332	259 482	243 709
Disponibilités	3 060 705	-	3 060 705	881 541
Charges constatées d'avance	254 330	-	254 330	285 394
<b>Total actif circulant</b>	<b>19 069 359</b>	<b>31 332</b>	<b>19 038 027</b>	<b>19 968 262</b>
Ecarts de conversion actif	59 123	-	59 123	246 478
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>151 580 121</b>	<b>73 550 524</b>	<b>78 029 597</b>	<b>75 170 328</b>



## BILAN - PASSIF

(en euros)	31-déc-08	31-déc-07
Capital social ou individuel	1 351 535	1 351 535
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	62 558 631	62 558 631
Réserves légales	96 541	96 541
Report à nouveau	( 9 234 700)	( 10 075 800)
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>6 028 048</b>	<b>841 100</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>60 800 055</b>	<b>54 772 007</b>
Provisions pour risques et charges	857 906	448 700
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>857 906</b>	<b>448 700</b>
Empr. et dettes auprès des établ. de crédit	1 871 110	1 913 324
Emprunts et dettes financières divers	1 506 689	906 927
Emprunts et dettes financières divers groupe		
Av. et acomptes reç. sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 362 385	4 538 246
Dettes fiscales et sociales	5 213 287	6 599 134
Dettes sur immob. et comptes rattachés		1 502 285
Autres dettes	2 948 466	3 590 338
Produits constatés d'avance	463 991	556 818
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>16 365 928</b>	<b>19 607 072</b>
Ecart de conversion passif	5 707	342 547
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>78 029 596</b>	<b>75 170 326</b>

## COMPTES DE RESULTAT

(en euros)	31-déc-08	31-déc-07	Var %
Ventes de marchandises	-	-	
Prod. vendue services	32 974 797	32 174 535	
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>32 974 797</b>	<b>32 174 535</b>	<b>2,49%</b>
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	242 668	382 619	
Autres produits	1 162 803	1 316 598	
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>34 380 268</b>	<b>33 873 752</b>	
Autres achats et charges externes	(13 619 516)	(13 165 180)	
Impôts, taxes et versements assimilés	(760 729)	(857 494)	
Salaires et traitements	(12 518 287)	(13 107 005)	
Charges sociales	(5 696 031)	(6 013 107)	
dotations aux amortissements sur immobilisations	(260 225)	(299 708)	
dotations aux dépréciations des immobilisations	-	-	
dotations aux provisions sur actif circulant	-	(166 171)	
dotations aux provisions pour risques	(137 500)	-	
Autres charges	(105 468)	(2 377)	
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(33 097 756)</b>	<b>(33 611 042)</b>	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 282 512</b>	<b>262 710</b>	<b>388,19%</b>
Reprises financières aux amortissements et provisions	9 911 894	45 544	
Produits financiers de participations	1 161 753	1 869 110	
Autres intérêts et produits assimilés	2 275	1 749	
Différences positives de change	195 152	660	
<b>Total des produits financiers</b>	<b>11 271 074</b>	<b>1 917 063</b>	
Dotations financières aux amortissements et provisions	(5 510 579)	(246 283)	
Intérêts et charges assimilées	(252 034)	(304 940)	
Différences négatives de change	(69 239)	(153 056)	
Produits nets sur cessions de val. mob. de placement	-	-	
<b>Total des charges financières</b>	<b>(5 831 852)</b>	<b>(704 279)</b>	
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>5 439 222</b>	<b>1 212 784</b>	<b>348,49%</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>6 721 734</b>	<b>1 475 494</b>	<b>355,56%</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	31 832	-	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	872	26 225	
Reprises sur provisions et transferts de charges	44 031	347 072	
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>76 735</b>	<b>373 297</b>	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(241 699)	(1 021 769)	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(874)	(36 817)	
Dotations except. aux amortissements et prov.	(626 336)	(121 990)	
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>(868 909)</b>	<b>(1 180 576)</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(792 174)</b>	<b>(807 279)</b>	<b>-1,87%</b>
Impôt sur les bénéfices	98 488	172 885	
<b>BENÉFICE OU PERTE (produits-charges)</b>	<b>6 028 048</b>	<b>841 100</b>	<b>616,69%</b>

## **I - REGLES ET METHODES COMPTABLES**

---

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été établis conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation applicables en France. La présentation a été réalisée en privilégiant, comme les années précédentes, la mise en évidence des informations importantes. Les montants dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire.

Les principes comptables utilisés sont les suivants :

### **1.1. LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan à leur valeur d'apport ou à leur coût d'acquisition initial. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire ou dégressif permettant de prendre en compte l'amortissement économique des immobilisations.

En cas de différence jugée durable entre la valeur d'utilité des immobilisations incorporelles, et leur valeur comptable, il est constitué une provision pour dépréciation du montant de cette différence.

VALTECH S.A. procède à la revue annuelle de la valorisation de ses fonds de commerce à la clôture de l'exercice et peut déprécier les valeurs comptabilisées au bilan afin d'ajuster leur valeur nette à due concurrence.

### **1.2. LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Les titres de participation et les créances rattachées à ces participations sont valorisés à leur coût d'acquisition et sont dépréciés, le cas échéant par référence à leur valeur d'usage qui tient compte de critères tels que la situation nette, les perspectives de rentabilité et d'évolution de ces sociétés.

En cas de différence jugée durable entre la valeur d'utilité pour le groupe d'une de ces participations, et leur valeur comptable, il est constitué une provision pour dépréciation du montant de cette différence.

### **1.3. LES ACTIONS AUTODETENUES**

Les actions autodétenues sont comptabilisées à leur prix d'acquisition. Figurent à l'actif du bilan les actions autodétenues dans le cadre de plans d'options d'achat dans le poste « valeurs mobilières de placement ».

#### **1.4. LITIGES**

Dans le cours normal de ses activités, la société VALTECH S.A. est impliquée dans un certain nombre de litiges soit en règlement amiable soit en procédure judiciaire. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant retenu des provisions est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas et ne dépend pas du niveau d'avancement des procédures.

L'estimation du risque peut être révisée en cours de procédure selon tous faits de nature à modifier le niveau de risque.

#### **1.5. LES CREANCES ET DETTES**

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale et sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des pertes potentielles liées aux difficultés rencontrées dans leur recouvrement.

#### **1.6. LES OPERATIONS EN DEVICES**

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaieur à la date d'opération. Les dettes, créances, disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la valorisation à ce dernier cours des dettes et créances en devises et des engagements hors bilan qui leur sont associés est enregistrée en résultat. Les pertes latentes de change qui ne sont pas compensées font l'objet d'une provision pour risques, sauf lorsque les instruments financiers en cause, entrant dans le cadre d'une stratégie identifiée de couverture, sont tels qu'aucune perte significative ne pourra être globalement constatée lors de leurs échéances.

#### **1.7. PASSIFS**

Conformément au règlement du CNC n° 00-06 du 20 avril 2000 sur les passifs, un passif est comptabilisé lorsque VALTECH a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci. Cette obligation doit exister à la date de clôture de l'exercice pour pouvoir être comptabilisée.

#### **1.8. LES IMPOTS**

VALTECH forme avec ses filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95 % un groupe d'intégration fiscale tel que défini par l'article 223-A du Code général des impôts. Chaque société calcule sa provision pour impôts sur la base de ses résultats fiscaux propres et VALTECH en tant que tête du Groupe tient compte de ses résultats propres et de l'incidence des retraitements liés à l'intégration fiscale dans le cadre de la détermination du résultat fiscal de l'intégration.

La charge ou le produit d'impôt comptabilisé en résultat par VALTECH est composé des éléments suivants :

- impôts versés à VALTECH par les filiales bénéficiaires intégrées fiscalement (produit) ;
- impôts dus au Trésor public au titre du résultat fiscal du Groupe d'intégration fiscale
- évolution du compte d'attente représentatif de l'utilisation de déficits fiscaux des filiales intégrées dans la détermination de l'impôt dû par le Groupe et susceptibles de leur être rétrocédés quand elles redeviendront bénéficiaires ;
- régularisations éventuelles sur la charge d'impôt d'exercices antérieurs ;
- évolution des provisions pour risques fiscaux.

Le compte d'attente est analysé à chaque clôture afin de s'assurer de la probabilité de restitution aux filiales des économies d'impôt que le Groupe a réalisées grâce aux déficits et moins-values passés de ces dernières. Il n'est procédé à aucune restitution dans le cas où une filiale sort du groupe d'intégration fiscale. Les principes appliqués par VALTECH sont conformes à l'avis 2005-G du comité d'urgence du Conseil national de la comptabilité.

### **1.9. LE MODE DE RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

VALTECH S.A. réalise principalement des missions de conseil sur l'utilisation de nouvelles technologies.

Les missions ainsi réalisées sont, pour l'essentiel, vendues selon une formule dite de « régie », le chiffre d'affaires est alors comptabilisé en fonction du temps passé chez nos clients. Certaines missions, le plus souvent à la demande de certains clients, sont vendues forfaitairement. Le chiffre d'affaires est alors reconnu à mesure de l'avancement des travaux, qui est estimé de manière prudente par la direction.

### **1.10. DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION (DIF)**

Conformément à l'Avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la « comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF », les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement mais mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes des salariés.

Dans quelques cas limités (demande de Congés Individuels de Formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

### **1.11. RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et des activités extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence soit parce qu'ils surviennent rarement.

## **2 - EVENEMENTS PARTICULIERS DE L'EXERCICE**

---

### **2.1. DEPRECIATION DES TITRES DE PARTICIPATION**

Dans le cadre de la réalisation de test de dépréciation sur ses titres de participation, la société a constaté une reprise nette sur ses dépréciations de titres de participations. Cette reprise nette sur provisions pour dépréciation vient augmenter le résultat courant de l'exercice pour un montant de 4,1 millions d'euros.

### **2.2. PAIEMENT DU SOLDE DE LA DETTE SUR L'ACQUISITION DE LA SOCIETE ACDSI**

Dans le cadre du développement, VALTECH a acquis en 2007 la société de droit français ACDSI. Le solde de la dette sur acquisition, d'un montant de 1,5 million d'euros au 31 décembre 2007 a été réglé sur l'exercice 2008.

**3 - ACTIF IMMOBILISE****3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des fonds commerciaux et des logiciels.

POSTE D'IMMOBILISATIONS	VALEUR BRUTE	MODE D'AMORTISSEMENT	DUREE D'AMORTISSEMENT
Logiciels	450	linéaire	2 à 5 ans
Fonds commercial	16.132	NA	

Les immobilisations incorporelles se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Pays	31-déc.-07	Acquisition	Cession	31-déc.-08
Logiciels		447	3	-	450
Fonds Axelboss	France	7 091	-	-	7 091
Fonds Alternance	France	6 116	-	-	6 116
Fonds Objectspace	Etats-Unis	2 925	-	-	2 925
<b>Valeur brute</b>		<b>16 579</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>16 582</b>
Amortissement des logiciels		394	37	-	431
Provision pour dépréciation		9 019	-	-	9 019
<b>Valeur nette</b>		<b>7 166</b>	<b>(34)</b>	<b>-</b>	<b>7 132</b>

La société réalise régulièrement des tests de valeur de ses fonds de commerce. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur prix de vente net et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Le fonds commercial ALTERNANCE est ainsi déprécié pour la totalité de sa valeur soit un montant de 6.116 milliers d'euros.

Le fonds commercial AXELBOSS est ainsi déprécié pour une valeur de 2.903 milliers d'euros ramenant la valeur nette comptable correspondante à 4.189 milliers d'euros.

### 3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les dépréciations des immobilisations corporelles ont été constatées sous forme d'amortissement calculé selon les modes et durées suivants :

POSTE D'IMMOBILISATIONS	MODE D'AMORTISSEMENT	DUREE D'AMORTISSEMENT
Matériel & outillages	Linéaire	3 à 5 ans
Agencements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau & mobilier	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans

Les mouvements des immobilisations corporelles et des amortissements au cours de l'exercice sont fournis par le tableau suivant :

Libellé	31-déc-07	Acquisitions	Sorties	31-déc-08
Installations générales	835	-	-	835
Materiel informatique et de bureau	1 749	30	13	1 766
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 584</b>	<b>30</b>	<b>13</b>	<b>2 601</b>
Libellé	31-déc-07	Dotation	Reprises	31-déc-08
Installations générales	265	94	-	359
Materiel informatique et de bureau	1 544	129	13	1 660
<b>Amortissements des immo. corporelles</b>	<b>1 809</b>	<b>223</b>	<b>13</b>	<b>2 019</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>775</b>			<b>582</b>

### 3.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Au 31 décembre 2008, les immobilisations financières se présentent de la manière suivante :

Poste d'immobilisations	Valeur brute	Dépréciation 2008	Valeur nette	Valeur nette 2007
- titres de participations :	107 138	57 953	49 185	45 049
- créances rattachées aux participations :	1 493	-	1 493	1 417
- Titres immobilisés :	4 383	4 087	296	296
- Prêts	76	-	76	85
- dépôts et cautionnements versés :	175	8	167	167
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>113 265</b>	<b>62 048</b>	<b>51 217</b>	<b>47 014</b>



**3.3.1. Les titres de participation**

Au cours de l'exercice, notre société a procédé à la revue de la valeur d'utilité de ses participations. Les valeurs comptabilisées au bilan (provenant pour l'essentiel de valeurs d'apports) ont été dépréciées pour ramener leur valeur nette figurant dans les comptes sociaux à hauteur de la valeur d'utilité pour le groupe. Le montant des dépréciations est évalué à 57,9 millions d'euros au 31 décembre 2008.

**3.3.2. Les titres immobilisés**

Les titres immobilisés se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-07	Augmentation	Diminution	31-déc.-08
Titres MEDHOST	4 383	-	-	4 383
<b>Valeur brute</b>	<b>4 383</b>	-	-	<b>4 383</b>
Provision pour dépréciation	(4 087)	-	-	(4 087)
<b>Valeur nette</b>	<b>296</b>	-	-	<b>296</b>

VALTECH S.A. détient 16,05% des droits de vote de la société de droit américain MEDHOST.

**3.3.3. Les mouvements nets des provisions et amortissements financiers**

A l'issue des tests de dépréciation réalisés sur ses participations, VALTECH S.A. a enregistré une reprise nette de provision pour dépréciation des titres de participation pour un montant de 4,1 millions d'euro au titre de l'exercice 2008.

Les variations de provisions peuvent se présenter de la manière suivante :

	31-déc.-07			31-déc.-08
Provision pour dépréciation des fonds de commerce	9 019	-	-	9 019
Provision pour dépréciation des titres de participations :	62 091	5 420	(9 558)	57 953
Provision pour dépréciation des titres immobilisés :	4 087	-	-	4 087
Provision pour dépréciation des dépôts et cautionnements :	9	-	-	9
<b>Total provision pour dépréciation des actifs immobilisés</b>	<b>75 206</b>	<b>5 420</b>	<b>(9 558)</b>	<b>71 068</b>
Provision pour dépréciation des comptes clients	217	-	(217)	-
Provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement	-	31		31
<b>Total provision pour dépréciation des actifs circulants</b>	<b>217</b>	<b>31</b>	<b>(217)</b>	<b>31</b>
Provision pour litige	15	-	(15)	-
Provision pour risque sur SN négative	107	-	(107)	-
Provision pour perte de change	246	59	(246)	59
Autres provisions pour risques et charges	80	763	(44)	799
<b>Total provision pour risques et charges</b>	<b>448</b>	<b>822</b>	<b>(412)</b>	<b>858</b>
<b>Total</b>	<b>75 871</b>	<b>6 273</b>	<b>(10 187)</b>	<b>71 957</b>

**4 - ACTIF CIRCULANT ET DETTES****4.1. - CREANCES ET DETTES**

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale et sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des pertes potentielles liées aux difficultés rencontrées dans leur recouvrement.

Le groupe a recours à des cessions de créances clients auprès d'une société de factoring. L'encours non échu de ces créances TTC au 31 décembre 2008 s'élève à un montant de 2.755 milliers d'euros (contre 3.486 milliers d'euros en 2007) pour un montant réellement perçu en trésorerie de 1.614 milliers d'euros (contre 2.052 milliers d'euros en 2007), la différence constituant la réserve de garantie et les créances cédées non encore encaissées auprès de la société de factoring.

Les commissions ainsi que les intérêts liés aux opérations de factoring ont une incidence de 207 milliers d'euros sur le résultat 2008.

*Mouvement de l'exercice sur les créances douteuses*

	Créances douteuses	Provision pour dépréciation	Créances nettes
Au 31 décembre 2007	238	(217)	21
Augmentation			-
Diminution	(238)	217	(21)
Au 31 décembre 2008	-	-	-

**Etat des échéances des créances et des dettes**

La ventilation des créances et dettes à court et long terme, est fournie par le tableau suivant :

Etat des créances	Montant brut	A - 1 an	Entre 1 an et 5 ans	A + 5 ans
Créances rattachées aux particip.	1 493	-	1 493	-
Autres immos financières	252	-	252	-
Créances clients	12 599	12 599	-	-
Fournisseurs Avoirs à recevoir	-	-	-	-
Personnel et rattachés	252	252	-	-
Etat, IS	-	-	-	-
Etat, TVA	433	433	-	-
Débiteurs divers	2 178	2 178	-	-
Charges constatées d'avance	254	254	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>17 461</b>	<b>15 716</b>	<b>1 745</b>	<b>0</b>

Etat des dettes	Montant brut	A - 1 an	Entre 1 an et 5 ans	A + 5 ans
Emprunts/Dettes-2ans à l'origine	671	671	-	-
Emprunts/Dettes+2ans à l'origine	1 200	1 200	-	-
Dettes C/C Groupe	1 506	600	906	-
Fournisseurs et rattachés	4 362	4 362	-	-
Personnel et rattachés	1 351	1 351	-	-
Organismes sociaux	1 689	1 689	-	-
Etat	2 172	2 172	-	-
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-
Autres dettes	2 948	2 948	-	-
Produits constatés d'avance	463	463	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>16 362</b>	<b>15 456</b>	<b>906</b>	<b>-</b>

Les variations dans le poste emprunts peuvent être présentées de la manière suivante :

Etat des dettes	Découverts	Billet à ordre	Emprunt	Total
<b>Au 1er janvier 2008</b>	<b>161</b>	<b>1 400</b>	<b>352</b>	<b>1 913</b>
Nouveaux emprunts	-	-	-	-
Remboursement d'emprunt	-	-	(352)	(352)
Variation des découverts	510	(200)	-	310
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>671</b>	<b>1 200</b>	<b>-</b>	<b>1 871</b>

**5 - DISPONIBILITES**

Les disponibilités comprennent les comptes bancaires et les titres de placement dont l'échéance ne dépasse pas trois mois.

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Valeurs mobilières de placement	291	244
Comptes bancaires en notre faveur	3 061	882
Découverts bancaires	(671)	(161)
<b>Trésorerie court terme</b>	<b>2 681</b>	<b>965</b>
Provisions pour dépréciation des VMP	(31)	-
<b>Trésorerie nette</b>	<b>2.650</b>	<b>965</b>

Les valeurs mobilières, d'un montant de 291 milliers d'euros, peuvent être détaillées selon la répartition suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
OPCVM	222	176
Actions propres réservées aux plans d'options d'achats d'actions	68	68
<b>Total</b>	<b>290</b>	<b>244</b>

**6 - ACTIONS PROPRES**

Le portefeuille d'actions propres détenues par notre société au 31 décembre 2008 se répartit de la manière suivante :

OBJECTIF	AFFECTATION COMPTABLE	VALEUR BRUTE 31 DEC. 2008 (EN MILLIERS D'EUROS)	VALEUR BRUTE 31 DEC. 2007 (EN MILLIERS D'EUROS)
Actions propres réservées aux plans d'options d'achats d'actions	Valeurs mobilières de placements	68	68
<b>PORTEFEUILLE D' ACTIONS PROPRES</b>		<b>68</b>	<b>68</b>

La société détient au 31 décembre 2008 un portefeuille total de 214.900 actions propres, ce qui représente moins de 0,01 % de son capital.

Les actions restant dans le portefeuille au 31 décembre 2008 sont destinées à être cédées au personnel de VALTECH ou à celui des sociétés qui lui sont liées, soit dans le cadre du plan d'options d'achat d'actions approuvé par l'assemblée générale du 5 novembre 1999, soit dans le cadre de plans futurs.

Ce portefeuille se décompose en 214.900 actions achetées en 1998 pour un montant de 68 milliers d'euros.

---

**7 - COMPTES DE REGULARISATION ACTIF ET PASSIF**

---

**7.1. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE**

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitation payées ou comptabilisées dans l'exercice et imputables à l'exercice suivant pour un total de 254 milliers d'euros.

**7.2. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

Les produits constatés d'avance, exclusivement composés de produits d'exploitation, sont liés à des prestations de services facturées dans l'exercice et imputables à l'exercice suivant pour un total de 463 milliers d'euros.

**7.3. ÉCART DES CONVERSIONS**

Ces écarts ont été portés en augmentation des avances consenties par VALTECH S.A. à ses filiales étrangères en devises. Il s'agit essentiellement d'écarts de conversion liés aux créances en won coréens et en roupies indiennes.

---

	VALEUR
Écarts de conversion actif :	59
Écarts de conversion passif :	5

---

L'écart de conversion actif est couvert par une provision pour perte de change.

---

**8 - PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER**

---

Les produits à recevoir à la date de clôture sont répartis de la manière suivante :

---

	VALEUR
Clients factures à établir	1.089
Fournisseurs avoirs à recevoir	Néant
Intérêts courus à recevoir	Néant
	<b>1.089</b>

---

La composition des charges à payer est la suivante :

---

	VALEUR
Intérêts courus non échus	-
Fournisseurs factures non parvenues	283
Dettes sociales (personnel) à payer	1.313
Dettes sociales (organismes sociaux) à payer	691
Dettes fiscales à payer	385
	<b>2.672</b>

---



## 9 - CAPITAUX PROPRES

## 9.1. HISTORIQUE DU CAPITAL

Date	Nature de l'Opération	Nombre D'actions	Capital	Prime d'émission
<b>31.12.02</b>		<b>69 389 635</b>	<b>1 057 727</b>	<b>131 744 720</b>
	Exercice Stock options dans le cadre des plans consentis le 16/02/1997, 16/02/1999 et 25/10/2002	1 041 374	15 870	380 053
	Exercice bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise dans le cadre des plans consentis le 25/10/2002	1 229 875	18 744	460 907
	Exercice bons de souscription en actions dans le cadre des plans consentis le 22/07/2003	5 876 580	89 559	5 110 910
	Exercice bons de souscription gratuits dans le cadre des plans consentis le 09/07/2003	11 248	171	16 700
	Imputation des frais sur la prime			(579 012)
<b>31.12.03</b>		<b>77 548 712</b>	<b>1 182 071</b>	<b>137 134 278</b>
	Imputation des pertes lors de l'A.G. du 6 avril 2004			(79 951 336)
	Exercice bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise dans le cadre des plans consentis le 25/10/2002	688 071	10 486	257 861
	Exercice Stock options dans le cadre des plans consentis le 16/02/1997, 16/02/1999 et 25/10/2002	1 598 886	24 367	411 209
	Exercice bons de souscription en actions dans le cadre des plans consentis le 22/07/2003	3 486 600	53 137	2 939 204
	BSA gratuits	1 933	29	
	Imputation des frais sur la prime			(179 022)
<b>31.12.04</b>		<b>83 324 202</b>	<b>1 270 090</b>	<b>60 612 194</b>
	Exercice BSPCE consentis par le CA du 25/10/02	186 775	2 846	69 996
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16/02/99	38 910	593	
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 25/10/02	195 614	2 981	73 308
	Exercice BSPCE consentis par le CA du 25/10/02	329 820	5 026	123 603
	Exercice BSA gratuits consentis par le conseil du 09/07/2003 et la décision du Président du 22/07/03	86 147	1 313	127 908
<b>31.12.05</b>		<b>84 161 468</b>	<b>1 282 850</b>	<b>61 007 009</b>
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16/02/99 A	257 295	3 921	6 995
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16/02/99 A	253 570	3 864	-
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16/02/99 B	241 753	3 684	143 662
	Exercice Stock options dans le cadre des plans consentis le 25/10/2002	428 174	6 525	160 462
	Exercice BSPCE consentis par le CA du 25/10/02	15 850	242	5 940
<b>31.12.06</b>		<b>85 358 110</b>	<b>1 301 087</b>	<b>61 324 068</b>
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16/02/99 A	28 182	430	
	Exercice Stock options dans le cadre des plans consentis le 25/10/2002	727 886	11 093	272 783
	Exercice BSPCE consentis par le CA du 25/10/02	2 554 180	38 926	957 204
<b>31.12.07</b>		<b>88 668 358</b>	<b>1 351 536</b>	<b>62 554 055</b>
	Pas de mouvement sur 2008			
<b>31.12.08</b>		<b>88 668 358</b>	<b>1 351 536</b>	<b>62 554 055</b>

**9.2. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

(en milliers d'euros)	Exercice 2008
Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent	53 931
Affectation du résultat	841
<b>Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>54 772</b>
Variation du capital	-
Variation des primes, réserves, report à nouveau	-
Variation des provisions relevant des capitaux propres	-
Contreparties des réévaluations	-
Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	-
Résultat de l'exercice	6 028
Autres variations	-
<b>Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2008 avant AGO</b>	<b>60 800</b>
<b>Variation des capitaux propres au cours de l'exercice</b>	<b>6 028</b>

## 10 – PROVISIONS POUR RISQUES

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour VALTECH S.A. Elles comprennent notamment les provisions suivantes :

Nature de la provision	31-déc-07	Dotations	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	31-déc-08
Litiges	15	722	(5)	(10)	722
Perte sur projet	-	40	-	-	40
Contrôle Urssaf	-	-	-	-	-
Contrôle fiscal	-	-	-	-	-
Autres	188	-	(44)	(107)	37
Ecart de change	246	59	(246)	-	59
<b>Prov.pour risques et charges</b>	<b>449</b>	<b>821</b>	<b>(295)</b>	<b>(117)</b>	<b>858</b>
Résultat d'exploitation		137	(15)		
Résultat financier		59	(353)		
Résultat exceptionnel		625	(44)		
<b>Total</b>		<b>821</b>	<b>(412)</b>		

Dans le cours normal de son activité, VALTECH S.A. peut être impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

Les dotations aux provisions de l'exercice concernent les contrôles sociaux et fiscaux en cours, et des litiges avec d'anciens employés, dirigeant et administrateurs.

**11 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS**

Les rémunérations aux organes de direction, sous forme de salaires ou d'honoraires comptabilisées en charges par VALTECH S.A au cours de l'exercice 2008 se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Remunérations des dirigeants	58	45
jetons de présence	15	-
Honoraires	652	838
<b>Total</b>	<b>725</b>	<b>883</b>

VALTECH a versé des jetons de présence au cours de l'exercice 2008 pour un montant de 15 milliers d'euros

**12 - PERSONNEL****12.1. EFFECTIF**

La société compte un effectif moyen de 207 personnes au titre de l'exercice 2008 contre 232 sur l'exercice précédent suivant la répartition suivante :

	31-déc-08	31-déc-07
Cadres	197	221
Non Cadres	10	11
<b>Total</b>	<b>207</b>	<b>232</b>

**12.2. DROITS INDIVIDUELS A LA FORMATION**

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrats à durée indéterminée au sein de VALTECH, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 8694 heures au 31 décembre 2008.

**13 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES**

Les soldes du bilan concernant les entreprises liées sont les suivants :

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Titres de participation	107 140	107 140
Créances rattachées aux particip.	1 493	1 417
Créances clients	4 201	4 256
Dettes financières diverses	(1 507)	(907)
Dettes fournisseurs	(3 149)	(2 434)

Les soldes du compte de résultat concernant les entreprises liées sont les suivants (hors éléments du résultat d'exploitation) :

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Autres produits financiers	1 125	1 822
Intérêts engagement de caution	37	47
Intérêts sur comptes courant	(59)	(75)

**14 - REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEURS D'ACTIVITES**

La répartition du chiffre d'affaires 2008 par secteurs d'activité peut être présentée comme suit :

	31-déc.-08	31-déc.-07	31-déc.-06
Chiffre d'affaires conseil	31 997	31 662	32 332
Prestations auprès des autres sociétés du groupe	977	513	2 616
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>32 974</b>	<b>32 175</b>	<b>34 948</b>

**15 - PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS**

Le résultat financier bénéficiaire de 5 439 milliers d'euros s'analyse de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
- Reprise financières des provisions pour dépréciation	9 912	46
- Dividendes groupe	1 069	-
- Intérêts sur créances groupe	93	1 869
- Autres (dont différence de change)	195	2
<b>Produits financiers</b>	<b>11 269</b>	<b>1 917</b>
- Dotations aux provisions	(5 511)	(246)
- Intérêts des sources de financement (emprunts & découverts)	(251)	(305)
- Autres (dont différence négative de change)	(68)	(153)
<b>Charges financières</b>	<b>(5 830)</b>	<b>(704)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>5 439</b>	<b>1 213</b>

La société a recours à des cessions de créances clients auprès d'une société de factoring. Les commissions ainsi que les intérêts liés aux opérations de factoring ont une incidence de 207 milliers d'euros sur le résultat de la société dont 106 milliers d'euros sur le résultat financier



## 16 - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Le résultat exceptionnel déficitaire de 792 milliers d'euros s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
<i>Produits exceptionnels sur opération de gestion</i>	31	-
- Régularisations diverses	31	-
<i>Produits exceptionnels sur opération en capital</i>	1	26
- Produits de cession	1	26
<i>Reprise de provisions exceptionnelles</i>	44	347
- Reprise sur provision pour risques	44	347
- Reprise sur provision pour dépréciation des créances	-	-
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>76</b>	<b>373</b>
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	(242)	(1 021)
- Charges de restructuration	(239)	(757)
- Charges sur contrôle fiscal	-	(201)
- Charges exceptionnelles diverses	(3)	(63)
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>	(1)	(37)
- Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(1)	(37)
<i>Dotations aux provisions exceptionnelles</i>	(625)	(122)
- Dotation aux amortissements	-	-
- Dotations provisions pour risques	(625)	(122)
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>(868)</b>	<b>(1 180)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(792)</b>	<b>(807)</b>



## 17 – IMPOTS SUR LES BENEFICES

## 17.1. INTEGRATION FISCALE FRANÇAISE

Le nombre de sociétés intégrées fiscalement est au nombre de six en 2008. La liste des sociétés intégrées fiscalement au 31 décembre 2008 est la suivante :

- Valtech S.A. (société tête de Groupe)
- Valtech training
- Valtech Offshore
- Valtech Agency SAS
- Valtech Technology Consulting SAS
- Valtech Axelboss SAS

Au 31 décembre 2008 le pôle d'intégration fiscale dispose de perte reportables pour un montant de 23 653 milliers d'euros.

## 17.2. ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS NON COMPTABILISES DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

Les accroissements et les allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt sont présentés en base :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
<u>Charges à déduire lors d'exercices futurs</u>		
ORGANIC	63	63
Effort construction	56	57
Provision pour risques	572	-
<u>Produits imposables et non encore comptabilisés</u>		
Ecart de conversion passif	6	343
Plus value latente sur sicav	18	90
<b>Reports déficitaires</b>	<b>15 866</b>	<b>46 726</b>
.Moins values à long terme	-	29 910
.Déficits ordinaires	15 866	16 816
<b>Economie future d'IS (en base)</b>	<b>16 551</b>	<b>46 503</b>

## 18 - ENGAGEMENTS DIVERS

Les engagements hors bilan de la société peuvent être synthétisés de la manière suivante :

(en milliers de devises locales)	31-déc-08	31-déc-07
Créances cédées non échues	2 756	3 486
Avals cautions et garanties données	6 823	9 791
Complément de prix sur acquisition	-	-
Engagement de retraites	164	247
<b>Engagements donnés (détail en 18.1)</b>	<b>9 743</b>	<b>13 524</b>
Avals cautions et garanties reçues	89	104
<b>Engagements recus (Détail en 18.2)</b>		

## 18.1. - ENGAGEMENTS DONNES

☛ *Créances cédées non échues*

La société VALTECH a cédé des créances dont le terme n'est pas échu au 31 décembre 2008 pour un montant de 2.756 milliers d'euros.

☛ *Garanties données*

La société VALTECH s'est engagée à garantir toutes sommes qui pourraient être dues au titre des contrats de location de ses bureaux, selon le détail suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Bail de location bureau Londres	5 486	8 854
Bail de location bureau Dusseldorf	-	59
Garantie bancaire STPI	7	3
Garantie bancaire Valtech Training	455	-
Garantie bancaire MAJORIS	875	875
<b>Avals et cautions donnés</b>	<b>6 823</b>	<b>9 791</b>

Le montant résiduel des cautions accordées aux filiales trouve son origine dans les accords suivants :

## Concernant la société VALTECH Ltd (Grande Bretagne)

- Garantie à première demande pour une durée de quinze ans d'un montant maximal de 5.225 000 £ pour la prise à bail de locaux sis à LONDRES. Le montant de la garantie est égal à la somme des loyers sur la durée totale du bail.

Concernant la société MAJORIS (Inde)

Une garantie bancaire a été consentie à première demande en faveur de la banque « UTI BANK Ltd. » en garantie de différents crédits qui ont été ou seront consentis à Majoris (Inde) dans la limite d'un montant global de 875 000 euros.

☞ *Engagements de retraite*

La valorisation des engagements est effectuée à la fin de chaque période d'arrêté et tient compte, notamment de l'ancienneté et de la rotation du personnel par catégorie d'âge.

Les engagements de retraite arrêtés au 31 décembre 2008 sont estimés à 164 milliers d'euros suivant les hypothèses suivantes :

	31-déc-08	31-déc-07
<b>Engagement de retraite</b>	<b>164</b>	<b>247</b>
<b>Hypothèses</b>		
Taux de rotation	Par tranche d'âge	Par tranche d'âge
Table de mortalité	Table insee F 2000	Table insee F 2000
Taux d'actualisation	4,62%	4%
taux d'augmentation annuelle des salaires	2%	2%

☞ *Dettes garanties par des sûretés réelles*

Des emprunts - d'un montant d'un 1,2 million d'euros au 31 décembre 2008 - sont garantis par des cessions de créances professionnelles à hauteur de 120 % des encours.

☞ *Locations et crédit baux*

Les locations simples et les crédits baux peuvent être présentés de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	Moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	Au-delà de 5 ans
Locations simples (autres)	137	64	73	
Crédits baux	-			
<b>Total</b>	<b>137</b>	<b>64</b>	<b>73</b>	<b>-</b>

**18.2. ENGAGEMENTS REÇUS**☞ *Cautions bancaires pour la prise à bail des bureaux*

Les banques du groupe VALTECH ont consenti une caution pour la prise à bail des bureaux pour un montant total de 89 milliers d'euros.

## 19 - INFORMATIONS SUR LES PLANS D'OPTION DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS VALTECH

Ces tableaux tiennent compte des levées d'options ou de bon intervenues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 31 décembre 2008.

### 19.1. PLANS D'OPTION DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Autorisation de l'assemblée	09/02/99	09/02/99	05/11/99
<b>Date du conseil</b>	<b>16/02/99</b>	<b>16/02/99</b>	<b>19/04/01</b>
Options attribuées	985 410	459 660	2 440 169
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	<b>25 300</b>	-	-
Prix de souscription	0,01524 €	0,60949 €	5,5 €
Date d'expiration	16/02/09	16/02/09	19/04/06
Options annulées	247 498	173 092	2 317 045
Options exercées au 31/12/2008	-	-	-

Autorisation de l'assemblée	05/11/99	04/04/02	04/04/02
<b>Date du conseil</b>	<b>03/10/01</b>	<b>25/10/02</b>	<b>24/09/03</b>
Options attribuées	3 680 379	4 766 784	468 131
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	-	-	-
Prix de souscription	1,43 €	0,39 €	1,03 €
Date d'expiration	03/10/06	25/10/07	23/09/08
Options annulées	3 414 478	1 232 622	468 131
Options exercées au 31/12/2008	-	-	-

Autorisation de l'assemblée	04/04/02	04/04/02	04/04/02
<b>Date du conseil</b>	<b>31/12/03</b>	<b>26/01/04</b>	<b>09/04/04</b>
Options attribuées	1 102 500	317 600	757 071
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	-	<b>42 500</b>	<b>10 000</b>
Prix de souscription	0,90 €	0,90 €	0,98€
Date d'expiration	30/12/08	25/01/09	08/04/09
Options annulées	1 102 500	275 100	747 071
Options exercées au 31/12/2008	-	-	-

Autorisation de l'assemblée	04/04/02	04/04/02	04/04/02
<b>Date du conseil</b>	<b>29/06/04</b>	<b>07/09/04</b>	<b>13/12/04</b>
Options attribuées	36 000	175 000	18 500
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	-	<b>30 000</b>	<b>1 000</b>
Prix de souscription	0,89 €	0,68 €	0,96 €
Date d'expiration	28/06/09	06/09/09	12/12/09
Options annulées	-	145 000	17 500
Options exercées au 31/12/2008	-	-	-

Autorisation de l'assemblée	04/04/02
<b>Date du conseil</b>	<b>30/05/05</b>
Options attribuées	2 128 500
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	<b>1 367 000</b>
Prix de souscription	0,87 €
Date d'expiration	29/05/10
Options annulées	761 500
Options exercées au 31/12/2008	-

(1) Déduction faite des options allouées à des salariés ayant quitté le groupe et dont les options sont ainsi devenues caduques

**19.2. BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEURS D'ENTREPRISE**

Autorisation de l'assemblée	04/04/02	27/06/03	27/06/03
<b>Date du conseil</b>	<b>25/10/02</b>	<b>26/01/04</b>	<b>09/04/04</b>
Bons attribués	5 844 675	162 000	1 311 426
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	-	<b>10 000</b>	<b>404 642</b>
Prix de souscription	0,39 €	0,97 €	0,98 €
Date d'expiration	25/10/07	25/01/09	08/04/09
Bons annulés	604 329	152 000	906 784
Bons exercés au 31/12/2008	-	-	-

(1) Déduction faite des options allouées à des salariés ayant quitté le groupe et dont les options sont ainsi devenues caduques

**20 – IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE**

---

La société VALTECH S.A. dont le siège social est situé 80 avenue MARCEAU– 75008 PARIS est la société consolidante du Groupe.

## 21 - TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Pays	Capital	Capitaux propres	% de détention	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Résultat 31 déc. 2008	Chiffre d'affaires 31 déc. 2008	Prêts	Garanties données	Dividendes reçus	
<b>Filiales à +50%</b>												
Valtech Ltd	Grande Bretagne	157	1 410	100%	175	175	(168)	11 714	-	5 486	-	
Valtech Inc.	Etats-unis	1	1 485	100%	13 175	9 052	(1 005)	15 192	753	-	-	
Valtech AB	Suède	46	1 840	100%	17 490	10 252	993	11 507	-	289	264	
Valtech A/S	Danemark	1 022	4 596	100%	41 693	6 674	1 609	11 911	-	-	805	
Synaris AG	Allemagne	1 575	2 517	100%	20 762	11 178	(5)	8 871	(832)	454	-	
Valtech Training	France	1 572	1 195	100%	1 597	1 597	(66)	5 985	2	-	-	
Valtech Offshore	France	250	18	95%	237	55	129	-	-	-	-	
Majoris	Inde	1 014	(965)	100%	7 101	7 101	(636)	6 661	739	7	-	
Valtech India software	Inde	7	78	100%	13	13	25	289	-	-	-	
ACDSI	France	37	920	100%	2 146	2 146	254	3 449	(473)	-	-	
Valtech Axelboss	France	37	37	100%	37	37	-	-	(37)	-	-	
Valtech Technology Consulting	France	37	37	100%	37	37	-	-	(37)	-	-	
<b>Filiales entre 10% et 50%</b>												
Medhost	Etats-unis	87	1 037	16,05%	4 383	296	1 811	12 462	-	-	-	
JV Chusik Hoesa Valtech	Corée du Sud	2 182	377	50,79%	2 674	643	(560)	3 615	172	-	-	

**VALTECH**

Société Anonyme

80, avenue Marceau  
7 008 Paris

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2008



FIDREX  
14, rue de la Pépinière  
75008 Paris

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## VALTECH

Société Anonyme  
80, avenue Marceau  
75 008 Paris

---

### Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société VALTECH, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La très grande volatilité sur les marchés financiers demeurés actifs, la raréfaction des transactions ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce.

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 1.11 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 3.2 donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

FIDREX



Albert BENSADON

Deloitte & Associés



Jean-Luc BERREBI



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1.351 534,90 EUROS

SIEGE SOCIAL :

80, AVENUE MARCEAU

75 008 PARIS

**COMPTES CONSOLIDES  
DU GROUPE AU 31 DECEMBRE 2008**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	3
BILAN CONSOLIDE.....	4
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	5
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	6
NOTE 1 – REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	7
NOTE 2 – EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	14
NOTE 3 – ECART D’ACQUISITION.....	15
NOTE 4 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	16
NOTE 5 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	17
NOTE 6 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	18
NOTE 7 – CREANCES COURANTES.....	20
NOTE 8 – CAPITAL.....	21
NOTE 9 – INTERETS MINORITAIRES.....	22
NOTE 10 – PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES.....	23
NOTE 11 – DETTES COURANTES – NON COURANTES.....	26
NOTE 12 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET DETTES FINANCIERES.....	27
NOTE 13 – INFORMATIONS SECTORIELLES.....	28
NOTE 14 – PERSONNEL.....	31
NOTE 15 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE RESULTAT OPERATIONNEL.....	32
NOTE 16 – RESULTAT FINANCIER.....	33
NOTE 17 – IMPOTS DIFFERES.....	34
NOTE 18 – PAIEMENT EN ACTIONS.....	36
NOTE 19 – ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	38
NOTE 20 – PARTIES LIEES.....	39
NOTE 21- HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	40

**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

Les montants dans le présent document sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire.

	31-déc.-08	31-déc.-07	Note
Revenus	100 464	106 705	Note 13
Autres revenus	127	53	Note 13
<b>Total revenus</b>	<b>100 591</b>	<b>106 758</b>	
Coûts des ventes	(67 908)	(72 632)	Note 15
<b>Marge brute</b>	<b>32 683</b>	<b>34 126</b>	
Coûts commerciaux	(6 592)	(6 664)	Note 15
Coûts administratifs	(23 151)	(22 317)	
<b>Marge d'exploitation</b>	<b>2 940</b>	<b>5 145</b>	
Coûts de restructuration	-	-	
Autres produits et charges d'exploitation	(538)	(1 018)	Note 15.2.
Dépréciation des Goodwills	-	-	Note 3
<b>Résultat de l'activité opérationnelle</b>	<b>2 402</b>	<b>4 127</b>	
Quote-part dans le résultat des sociétés associées	(287)	256	
Coût net de l'endettement	(168)	(239)	Note 16
Autres produits et charges financières	(414)	(561)	
<b>Résultat net avant impôts des activités poursuivies</b>	<b>1 533</b>	<b>3 583</b>	
Impôts	(356)	(1 011)	Note 17
Intérêts minoritaires	(6)	-	Note 9
<b>Résultat net de la période</b>	<b>1 171</b>	<b>2 572</b>	
<i>Nombre moyen d'actions de base</i>	<i>88 668</i>	<i>85 143</i>	
<i>Nombre moyen d'actions après dilution</i>	<i>90 559</i>	<i>88 845</i>	Note 8.4.
Résultat par action de base	0,01	0,03	
Résultat par action dilué	0,01	0,03	Note 8.4.

**BILAN CONSOLIDE**

	31-déc.-08	31-déc.-07	Note
Ecart d'acquisition	13 847	14 621	Note 3
Immobilisations incorporelles nettes	181	579	Note 4
Immobilisations corporelles nettes	2 752	3 846	Note 5
Participations dans les entreprises co-associées	214	623	} Note 6
Actifs financiers non courants, nets	296	296	
Autres actifs non courants, nets	2 183	2 721	
Impôts différés actifs	608	1 183	Note 17
<b>Actifs non courants</b>	<b>20 081</b>	<b>23 869</b>	
Créances clients et comptes rattachés	25 583	30 771	Note 7.1.
Impôts courant - court terme	-	-	
Impôts différés actifs	1 414	1 177	Note 17
Autres actifs courants	3 050	3 258	Note 7.2.
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 591	4 537	
<b>Actifs courants</b>	<b>39 638</b>	<b>39 743</b>	
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>59 719</b>	<b>63 612</b>	
Capital	1 352	1 352	Note 8.1.
Primes d'émission	62 685	62 685	Note 8.3.
Autres réserves	(31 832)	(34 504)	Note 8.3.
Actions d'autocontrôle	(68)	(68)	Note 8.2.
Résultat net - part du Groupe	1 171	2 572	Note 8.3.
Différence de conversion	(2 273)	(372)	Note 8.3.
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>	<b>31 035</b>	<b>31 665</b>	
Intérêts minoritaires	1	(21)	Note 9
<b>Capitaux propres</b>	<b>31 036</b>	<b>31 644</b>	
Provisions pour risques et charges - part non courante	704	1 389	Note 10
Pensions et indemnités de départ à la retraite	231	278	Note 10
Emprunts auprès des établissements de crédit - part non courante	264	64	Note 12.1.
Autres passifs non courants	147	28	Note 11.1.
Impôts différés passif	-	-	
<b>Passifs non courants</b>	<b>1 346</b>	<b>1 759</b>	
Provisions pour risques et charges - part courante	2 187	680	Note 10
Emprunts auprès des établissements de crédit - part courante	633	515	Note 12
Découverts bancaires	5 721	4 939	Note 12
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 140	8 277	
Autres passifs courants	11 656	15 798	Note 11.2.
Impôts courants - court terme	-	-	
<b>Passifs courants</b>	<b>27 337</b>	<b>30 209</b>	
<b>Total passifs</b>	<b>28 683</b>	<b>31 968</b>	
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>59 719</b>	<b>63 612</b>	

**TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE**

	31-déc-08	31-déc-07	Notes
Résultat net - part du Groupe	1 171	2 572	
Intérêts minoritaires	6	-	
<b>Ajustements permettant de passer à la variation de trésorerie d'exploitation</b>			
- Dépreciation et amortissement, net	3 017	1 061	
- Dépreciation des écarts d'acquisition	-	-	Note 3
- Dotation aux provisions pour engagement de retraite	(47)	70	Note 10.2
- Moins (Plus) values sur cession d'actifs non courants	8	66	Note 15.2
- Charges liées aux paiements en actions	100	92	Note 18
- Résultat dans les sociétés co-associées	287	(175)	
Coûts financiers	664	394	Note 16
Résultat de dilution	11		
Charges d'impôts (Impôts différés inclus)	356	1 011	Note 17
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant intérêts et impôts</b>	<b>5 573</b>	<b>5 091</b>	-
Impôts payés	(90)	(7)	-
Variation nettes des actifs et passifs courants	1 215	375	
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>	<b>6 698</b>	<b>5 459</b>	-
Investissement actif non courant corporel	(900)	(2 309)	Note 5
Investissement actif non courant incorporel	(95)	(436)	Note 4
Prix de cessions des actifs non courants cédés	1	61	
Augmentation (Diminution) des investissements financiers	(1 503)	14	
<b>Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements</b>	<b>(2 497)</b>	<b>(2 528)</b>	-
Intérêts payés	(664)	(394)	
Augmentation de capital	-	1 280	Note 8
Augmentation (diminution) des dettes financières	778	(643)	Note 12
<b>Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>114</b>	<b>101</b>	-
Incidence des variations des cours des devises	(43)	(617)	
Actions d'autocontrôle (first adoption IAS 32 en 2005)	-	-	
Mobilisation de créances (première adoption IAS 39 en 2005)	-	-	
<b>Flux net de la trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>4 272</b>	<b>2 415</b>	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'exercice	(402)	(2 817)	Note 12
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin de l'exercice	3 870	(402)	Note 12

### VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves	Résultat net	Action d'auto contrôle	Différence de conversion	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Au 31 décembre 2006</b>	<b>85 358 110</b>	<b>1 301</b>	<b>61 324</b>	<b>(36 915)</b>	<b>2 319</b>	<b>(68)</b>	<b>265</b>	<b>28 226</b>	<b>(21)</b>	<b>28 205</b>
<u>Correction d'erreurs</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Situation nette retraitée</b>	<b>85 358 110</b>	<b>1 301</b>	<b>61 324</b>	<b>(36 915)</b>	<b>2 319</b>	<b>(68)</b>	<b>265</b>	<b>28 226</b>	<b>(21)</b>	<b>28 205</b>
Augmentation de capital	3 310 248	51	1 230	-	-	-	-	1 281	-	1 281
Affectation du résultat	-	-	-	2 319	(2 319)	-	-	-	-	-
Complément prime d'émission	-	-	131	-	-	-	-	131	-	131
Rémunération payées en actions différés	-	-	-	92	-	-	-	92	-	92
Variation nette des actions détenues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>par les sociétés consolidées</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net (perte)	-	-	-	-	2 572	-	-	2 572	-	2 572
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Différences de conversion</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	(637)	(637)	-	(637)
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>88 668 358</b>	<b>1 352</b>	<b>62 685</b>	<b>(34 504)</b>	<b>2 572</b>	<b>(68)</b>	<b>(372)</b>	<b>31 665</b>	<b>(21)</b>	<b>31 644</b>
<u>Correction d'erreurs</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Situation nette retraitée</b>	<b>88 668 358</b>	<b>1 352</b>	<b>62 685</b>	<b>(34 504)</b>	<b>2 572</b>	<b>(68)</b>	<b>(372)</b>	<b>31 665</b>	<b>(21)</b>	<b>31 644</b>
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat	-	-	-	2 572	(2 572)	-	-	-	-	-
Complément prime d'émission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération payées en actions différés	-	-	-	100	-	-	-	100	-	100
Variation nette des actions détenues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>par les sociétés consolidées</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net (perte)	-	-	-	-	1 171	-	-	1 171	6	1 177
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-	11	11
<u>Différences de conversion</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	5	5
Autres charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	(1 901)	(1 901)	16	(1 885)
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>88 668 358</b>	<b>1 352</b>	<b>62 685</b>	<b>(31 832)</b>	<b>1 171</b>	<b>(68)</b>	<b>(2 273)</b>	<b>31 035</b>	<b>1</b>	<b>31 036</b>



## NOTE 1 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2008 du groupe VALTECH ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2008. Les informations comparatives ont été retraitées en application de ces mêmes principes.

### 1.1. PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION (IAS 27, 28 ET 31)

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la société VALTECH S.A. et de toutes ses filiales significatives détenues majoritairement ou contrôlées directement ou indirectement et les sociétés sous influence notable.

Le résultat des filiales acquises ou cédées durant l'exercice est intégré dans le résultat consolidé de la date effective de prise de contrôle jusqu'à la date effective de cession.

Les états financiers des filiales peuvent être retraités si nécessaire afin de rendre leurs méthodes comptables compatibles avec celles du Groupe.

#### 1.1.1. METHODES DE CONSOLIDATION

##### Intégration globale

Toutes les sociétés dans lesquelles VALTECH exerce le contrôle, c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque VALTECH détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote d'une entité et qu'aucun autre actionnaire ou groupe d'actionnaires n'exerce un droit significatif lui permettant d'opposer un veto ou de bloquer les décisions ordinaires prises par le Groupe.

Le contrôle existe également lorsque VALTECH, détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité, dispose du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs, du pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat, du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, ou du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

VALTECH consolide les entités ad hoc qu'il contrôle en substance parce qu'il a le droit d'obtenir la majorité des avantages ou qu'il conserve la majorité des risques résiduels inhérents à l'entité ad hoc ou à ses actifs.

##### Intégration proportionnelle

VALTECH consolide par intégration proportionnelle les coentreprises dans lesquelles il partage par contrat le contrôle avec un nombre limité d'autres actionnaires.

##### Mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, directe ou indirecte, sont mises en équivalence.

L'influence notable est présumée exister lorsque VALTECH détient, directement ou indirectement, 20 % ou davantage de droits de vote d'une entité, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas. L'existence d'une influence notable peut être mise en évidence par d'autres critères tels qu'une représentation au Conseil d'administration ou à l'organe de direction de l'entité détenue, une participation au processus d'élaboration des politiques, l'existence d'opérations significatives avec l'entité détenue ou l'échange de personnels dirigeants.

##### Sociétés hors périmètre

Les participations dans lesquelles le groupe n'exerce pas d'influence notable sont comptabilisées à leur juste valeur en « titres disponibles à la vente » et suivent les dispositions des normes IAS 32 et IAS 39 relatives aux instruments financiers.

Une liste des principales filiales consolidées suivant l'intégration globale ou la mise en équivalence au 31 décembre 2008 est présentée en note 2 – *Périmètre de consolidation*.

#### 1.1.2. UTILISATION D'ESTIMATIONS

Pour établir les comptes du Groupe, la direction de VALTECH doit procéder à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La Direction est amenée à réviser ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2008 pourraient être sensiblement modifiées.

Les principales estimations sont explicitées dans les notes suivantes :

##### Note 3 – Ecart d'acquisition

Principales hypothèses retenues pour la construction des valeurs recouvrables : modèles, taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini (§ 3.2).

##### Note 10. - Provisions

Provisions pour indemnités de fin de contrat et restructurations : Taux d'actualisation, taux de succès des plans.

##### Note 10.2. – Avantages du personnel

Taux d'actualisation, d'inflation, de rendement des actifs du régime, taux de progression des salaires.

##### Note 17 – Impôt sur les sociétés

Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs.

**Note 18 - Paiement en actions et assimilées**

Modèle, hypothèses sous-jacentes à la détermination des justes valeurs : cours du sous-jacent en date d'attribution, prix d'exercice, volatilité.

**1.1.3. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES**

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'un regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de participation, généralement concomitante à la date de prise de contrôle.

Si la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est supérieure au coût d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

À la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises est affecté en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs non courants classés comme détenus en vue de leur vente, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de leur vente.

**1.2. TRANSACTIONS INTERNES**

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

**1.3. INTERETS MINORITAIRES**

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le groupe, sauf si les tiers ont une obligation expresse de combler leur quote-part de pertes.

Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

**1.4. ACTIFS NON COURANTS DESTINES A LA VENTE (IFRS 5)**

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés. Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession.

Les actifs non courants classés comme détenus pour la vente ne sont plus amortis. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la

valeur en consolidation des titres cédés et leurs valeurs fiscales. Les actifs et passifs destinés à être cédés sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et les comptes de produits et de charges restent consolidés ligne à ligne dans le compte de résultat du groupe. A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

Au 31 décembre 2008, aucun actif destiné à être cédé n'a été identifié.

**1.5. LES TRANSACTIONS EN DEVISES (IAS 21)**

Les charges et les produits des opérations en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les actifs et les dettes en devises sont convertis au taux de clôture, et les écarts de change résultant de cette conversion sont enregistrés dans le compte de résultat sauf si la transaction initiale a été comptabilisée dans les capitaux propres auquel cas les écarts de change le seraient également.

**1.6. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES FILIALES ETRANGERES (IAS 21)**

Les actifs et passifs des filiales étrangères sont convertis sur la base des cours de change constatés à la clôture. Les éléments de leur compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. La différence de conversion qui en résulte est portée directement en capitaux propres au poste Réserves de conversion, pour la part revenant au groupe et au poste Intérêts minoritaires, pour la part revenant aux tiers. Cette différence n'impacte le résultat qu'au moment de la cession de la société.

En euros	31-déc-08		31-déc-07	
	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne
Dollar UD	0,71855	0,68000	0,67930	0,72959
Livre anglaise	1,04987	1,25543	1,36361	1,46080
Couronne suédoise	0,09200	0,10398	0,10592	0,10808
Couronne danoise	0,13422	0,13412	0,13408	0,13421
Won Coréen	0,00054	0,00062	0,00073	0,00079
Roupie indienne	0,01466	0,01569	0,01721	0,01767

**1.7. ECART D'ACQUISITION (IAS 36, 38 ET IFRS 3)**

Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée en priorité aux écarts d'acquisition et reconnue en résultat opérationnel dans le compte "Autres charges opérationnelles".

Selon IFRIC 10, les dépréciations comptabilisées à la date d'arrêté des comptes d'une période intermédiaire au titre d'un écart d'acquisition, d'un investissement dans un instrument de capitaux propres ou d'un actif financier comptabilisé au coût, ne sont pas reprises dans les états financiers d'une période intermédiaire ou annuelle ultérieure

### 1.8. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (IAS 38)

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels développés pour un usage interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur une durée allant de 3 à 5 ans.

Les coûts capitalisés des logiciels développés à usage interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels et une quote-part directement affectable de frais généraux de production.

### 1.9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût historique amorti, diminué des pertes de valeur. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Il est calculé sur la base du prix d'acquisition, sous déduction d'une valeur résiduelle. Les immobilisations sont amorties selon leur durée de vie attendue, comme suit :

Agencements, aménagements, installations techniques	8-10 ans
Matériel informatique	3-5 ans
Mobilier	5-7 ans

### 1.10. LOCATION-FINANCEMENT (IAS 17)

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles (agencements et équipements).

A la signature du contrat de location financement, le bien est comptabilisé à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou bien, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le Groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte.

La dette correspondante est inscrite au passif. Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### 1.11. TESTS DE DEPRECIATION (IAS 36)

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation de ses actifs : immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles.

Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur prix de vente net et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée de vie définie, ce test de dépréciation est réalisé dès que des indicateurs de perte de valeur sont observables.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ainsi que les immobilisations incorporelles en cours, un test de dépréciation est systématiquement effectué chaque année calendaire sur la base de la plus haute des valeurs suivantes :

- projection actualisée des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale,
- Prix de vente net s'il existe un marché actif.

L'organigramme du Groupe favorisant l'existence d'une seule entité juridique par pays, les écarts d'acquisition sont regroupés par zone géographique et rattachés aux unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondantes.

La méthode retenue pour ces tests de dépréciation est homogène avec celle pratiquée par le Groupe pour les valorisations de sociétés lors d'acquisition ou de prise de participation.

La valeur comptable des immobilisations est comparée à la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs hors frais financiers mais après impôts.

La méthode prolonge à l'infini un montant normatif avec un taux de croissance faible. Le taux d'actualisation retenu pour ces flux de trésorerie correspond au coût moyen du capital du Groupe. (Cf. paramètres retenus en 3.2. Dépréciation des écarts d'acquisition).

Dans le cas où le test de dépréciation annuel révèle une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa juste valeur.



Lorsque la juste valeur d'une immobilisation incorporelle (hors écarts d'acquisition) ou corporelle s'apprécie au cours d'un exercice et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises en résultat.

#### 1.12. CREANCES CLIENTS ET RATTACHEES

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale, qui correspond à leur juste valeur.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de provisions pour dépréciation déterminées en fonction de leur risque de non-recouvrement.

Selon les normes IAS 32 et 39, les programmes de mobilisation de créances commerciales sont maintenus dans les créances et dans l'endettement à court terme lorsque, après analyse du contrat, les risques sur les créances commerciales ne sont pas transférés en substance aux organismes de financement.

#### 1.13. INSTRUMENTS FINANCIERS (IAS 32 AND 39)

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés de taux, de change dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêt, des devises qui peuvent survenir dans le cadre de ses opérations courantes.

Selon les normes IAS 32 et 39, tous ces instruments sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, qu'ils entrent dans une relation de couverture ainsi qualifiable et reconnue en IAS 39 ou non. L'impact de la variation de juste valeur des instruments dérivés inclus dans des relations de couverture dites de « trésorerie » et des instruments dérivés non qualifiés d'instruments de couverture au cours de l'exercice est enregistré en compte de résultat.

En application de La norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir », le groupe Valtech donne une analyse de l'âge des actifs financiers échus à la clôture et non dépréciés, ainsi qu'un tableau de passage de la dépréciation (Note 7.1)

L'interprétation IFRIC 9 « Réévaluation des dérivés incorporés », traite du réexamen des dérivés incorporés qui sont dans le champ d'application de la norme IAS 39 relative aux instruments financiers. Selon IFRIC 9, l'analyse pour déterminer s'il existe un dérivé incorporé et s'il doit être comptabilisé séparément doit être réalisée lorsque l'entité devient pour la première fois partie prenante au contrat. Cette analyse est revue uniquement en cas de changement significatif dans les clauses du contrat. Il n'y a pas d'application de cette interprétation au titre de l'exercice 2008.

#### 1.14. DISPONIBILITES, EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (IAS 7 AND 39)

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

Les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

#### 1.15. PROVISIONS POUR RETRAITES ET AVANTAGES ASSIMILES (IAS 19)

##### • Avantages postérieurs à l'emploi

Après leur départ en retraite, les anciens salariés du Groupe perçoivent des pensions selon des systèmes conformes aux réglementations locales.

A ces prestations s'ajoutent des retraites directement à la charge de certaines sociétés françaises et étrangères du Groupe.

En France, à leur départ en retraite, les salariés du Groupe reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective dont ils relèvent. Les engagements du Groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière et en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays.

Ces engagements sont couverts par des fonds de retraite et par des provisions inscrites au bilan.

##### • Programme de couverture médicale

L'entité américaine gère son programme d'assurance médicale externe sur un système de propre assurance. Il a été mis en place un plan dans lequel le Groupe rembourse directement les dépenses médicales de moins de 50.000 dollars US. Les autres frais sont couverts par un système de fonds de réassurance auquel participe le Groupe.

L'estimation de la provision en fin de période repose sur les dépenses réelles observées sur la période précédente (année civile 2007).

#### 1.16. PAIEMENT EN ACTIONS (IFRS 2)

Le Groupe a choisi d'appliquer par anticipation la norme IFRS 2 à l'ensemble de ses plans d'options sur actions à

compter de celui mis en place le 7 novembre 2002, conformément aux prescriptions de la norme.

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 "Paiement en actions", les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution et est comptabilisée en augmentation du poste « capital et primes » à la date d'octroi, neutralisée au sein des capitaux propres par le débit d'un compte de rémunération différée, qui est amorti par le résultat sur la période d'acquisition des droits.

La juste valeur des stock-options est déterminée selon le modèle binomial. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

L'approche des paramètres détaillés en Note 18.4. sur la juste valeur des options allouées sur la période prennent en compte les paramètres suivants :

- la volatilité tient compte de la volatilité historique observée sur le marché de l'action VALTECH depuis le 15 septembre 2003,
- la durée moyenne de détention est déterminée sur la durée du plan concerné,
- le taux d'intérêt sans risque retenu est le taux d'emprunt d'Etat à long terme,
- aucun dividende n'est anticipé sur la base de l'historique des distributions du Groupe.

L'interprétation IFRIC 8 « Champ d'application d'IFRS 2 Paiements fondés sur des actions » précise quelles sont les transactions placées dans le champ d'application de la norme IFRS 2, y compris celles pour lesquelles une entité ne peut pas identifier de manière précise et fiable certains ou la totalité des biens ou services reçus. IFRIC 8 explique que, lorsque la juste valeur de la contrepartie reçue identifiée apparaît inférieure à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés ou du passif encouru, cette situation indique typiquement qu'une autre contrepartie a été ou sera reçue. IFRS 2 s'applique donc dans ce cas. Il n'existe pas de telles transactions au 31 décembre 2008.

#### 1.17. PROVISIONS (IAS 37)

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

En application de la norme IAS 37, les provisions pour risques et charges significatives dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

#### 1.18. RECONNAISSANCE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES (IAS 18)

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de services est comptabilisé net des remises et des avantages commerciaux consentis et des taxes sur vente.

Lorsque le Groupe agit dans le cadre d'un contrat de prestation en régie, le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

Lorsque le contrat est au forfait, les sociétés du Groupe comptabilisent leurs prestations à plus d'un an selon la méthode de l'avancement avec les particularités suivantes :

- quand le résultat d'un contrat peut être estimé de façon fiable, le produit et les coûts sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture du bilan,
- lorsque le résultat d'un contrat ne peut pas être estimé de façon fiable, le revenu est comptabilisé à hauteur des coûts encourus s'il est probable que ces coûts seront recouverts ;
- lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

#### 1.19. LES PRODUITS ET CHARGES NON RECURRENTS

Le poste *Autres produits et charges* inclut les résultats sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles, les dépréciations d'actifs et les coûts de restructuration.

#### 1.20. COUT NET DE L'ENDETTEMENT

L'endettement financier net est constitué de l'ensemble des emprunts et dettes financières courants et non courants, diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Le coût de l'endettement financier net est constitué des charges et des produits générés par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux d'intérêt et de change y afférents.

#### 1.21. IMPOTS (IAS 12)

Les impôts différés sont constatés dans le compte de résultat et au bilan pour tenir compte du décalage temporel

entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs.

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable. Par ailleurs, les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés en compte de résultat ou en capitaux propres, est respectivement enregistré en compte de résultat ou en capitaux propres au cours de l'exercice où ces changements de taux deviennent effectifs.

Les impôts différés sont comptabilisés respectivement en compte de résultat ou en capitaux propres au cours de l'exercice, selon qu'ils se rapportent à des éléments eux-mêmes enregistrés en compte de résultat ou en capitaux propres.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés, permettant à l'actif d'impôt différé d'être utilisé. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture, de sorte que celle-ci sera réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôts différés. Inversement, une telle réduction sera reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés si, et seulement si les filiales ont un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et lorsque ceux-ci concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

## 1.22. RESULTAT PAR ACTION (IAS 33)

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué.

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le groupe.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat retraité de l'effet dilutif par le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants (plan d'options sur actions et obligations convertibles en actions) et la valeur des biens ou services à recevoir au titre de chaque Option d'achat ou de souscription d'actions.

## 1.23. Information financière dans les économies hyper inflationnistes (IAS 29).

L'interprétation IFRIC 7 fournit des commentaires concernant la façon d'appliquer les dispositions d'IAS 29 à un exercice au cours duquel une entité détermine l'existence d'une hyperinflation dans l'économie à laquelle appartient sa monnaie fonctionnelle, alors que cette économie n'était pas hyper inflationniste au cours de l'exercice antérieur, ce qui amène l'entité à retraiter ses états financiers conformément à IAS 29.

Il n'existe pas, à la date de clôture, de société appartenant au périmètre de consolidation du Groupe dont la devise fonctionnelle serait celle d'une économie hyper inflationniste.

## 1.24. EVOLUTION DES PRINCIPES COMPTABLES AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2008

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2008 sont identiques à celles utilisées par le Groupe au 31 décembre 2007 à l'exception des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2008 qui sont décrits ci-après :

- **Amendements à IAS 39 et IFRS 7 « Reclassement d'actifs financiers ».** Cet amendement permet le reclassement de certains instruments financiers. Ainsi il est autorisé de reclasser les titres détenus à des fins de transaction. Il n'existe pas de tels reclassements au 31 décembre 2008.

## 1.25. NORMES, INTERPRETATIONS D'APPLICATION OBLIGATOIRE POSTERIEUREMENT AU 31 DECEMBRE 2008 ET NON APPLIQUES PAR ANTICIPATION.

En outre, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations suivantes adoptées par la commission européenne mais d'application optionnelle en 2008 :

- **Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers ».** Cet amendement ajoute des dispositions relatives aux informations à fournir sur le capital par une entité permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer ses objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital.
- **Amendement à IAS 23 « Coûts d'emprunts ».** Cet amendement stipule que dorénavant, il n'est plus possible de comptabiliser immédiatement en charges les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu. Une entité doit, par conséquent, enregistrer à l'actif de tels coûts d'emprunt, en tant qu'élément du coût de cet actif.



- **IFRIC 11 « IFRS 2 – Actions propres et transactions intragroupe ».** Cette interprétation précise les modalités d'application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », notamment, lorsqu'une société accorde directement aux employés d'une autre société du groupe des droits sur ses propres instruments financiers. Dans ce cadre, il convient d'analyser les termes de la transaction pour pouvoir qualifier l'opération soit en paiement en instruments de capitaux propres, soit en paiement en instruments de trésorerie.
  - **IFRS 8 « Secteurs opérationnels » :** IFRS 8 impose désormais à une entité de retenir l'approche de la direction pour présenter sa performance financière et ses segments opérationnels.
  - **IFRIC 13 « Programme de fidélisation des clients ».** Cette interprétation s'applique aux avantages (miles, points, bons...) qu'une entité accorde à ses clients lors de la vente d'un bien, d'une prestation de services, ou l'utilisation par un client des actifs de l'entité et qui, sous réserve que les conditions requises soient remplies, pourront être utilisés par le client pour obtenir des biens ou services gratuitement ou à prix réduit.
  - **IFRIC 14 « IAS 19 Limitation de l'actif au titre des prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction »** Cette interprétation expose les règles d'évaluation du plafond - tel qu'il est défini par IAS 19 "Avantages du personnel" - de l'excédent qui peut être comptabilisé comme un actif. Cet excédent correspond au surplus de la juste valeur des actifs du régime par rapport à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies (cf. note du § 58 B). Cette interprétation explique également comment les actifs ou passifs au titre de retraites peuvent être affectés lorsqu'il existe une obligation de financement minimum d'origine légale ou contractuelle.
  - **IFRIC 15 « IAS 18 produits des activités ordinaires » et « IAS 11 Contrats de construction »** Cette interprétation tire une ligne nette de séparation entre IAS 11 et IAS 18 concernant les accords pour la construction de biens immobiliers. Elle s'applique à la comptabilisation des produits et des charges qui y sont associées, par les entités qui construisent des biens immobiliers directement ou en recourant à la sous-traitance. Les accords soumis au champ d'application d'IFRIC 15 sont ceux qui portent sur la construction d'un bien immobilier. En plus de la construction d'un tel bien, ces accords peuvent également inclure la fourniture d'autres biens ou services.
  - **IFRIC 16 « "Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger" ».** Cette interprétation s'applique à une entité qui couvre un risque de change lié à ses participations nettes dans des activités à l'étranger et qui souhaite bénéficier de la comptabilité de couverture conformément à IAS 39. Elle ne doit pas être appliquée par analogie à d'autres types de comptabilité de couverture. Une entité ne peut désigner comme risque couvert que les écarts de change provenant des différences entre sa propre monnaie de fonctionnement et celle de ses activités à l'étranger. Les instruments de couverture peuvent être détenus par une ou plusieurs entités, quelles qu'elles soient, au sein d'un groupe. Enfin, si IAS 39 doit être appliquée pour déterminer le montant qui doit être reclassé du compte de réserve d'écarts de conversion vers le compte de résultat concernant l'instrument de couverture, c'est IAS 21 qui doit être mise en œuvre concernant l'élément couvert.
- Le Groupe a également décidé de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations suivantes qui devraient faire l'objet d'une approbation par l'Union Européenne en 2009 :
- **IFRIC 12 « Accords de concession de services »** Cette interprétation fixe les principes généraux de comptabilisation et d'évaluation relatifs aux obligations et aux droits issus des accords de concession de services.
  - **IFRIC 17 "Distributions en nature aux actionnaires"** s'applique notamment aux catégories suivantes de distributions non réciproques d'actifs par une entité à ses actionnaires agissant en tant que tels :
    - distribution d'actifs en nature (par exemple, quote-part d'immobilisations corporelles ou d'activités telles qu'elles sont définies par IFRS 3, participations dans une autre entité ou groupes d'une entité destinés à être cédés tels qu'ils sont définis dans IFRS 5) ;
    - distributions qui donnent aux actionnaires le choix de recevoir, soit un bien en nature, soit de la trésorerie.
 Cette interprétation ne s'applique qu'aux distributions pour lesquelles tous les actionnaires d'une même catégorie d'instruments de capitaux propres sont traités de la même manière. Elle concerne seulement la comptabilité d'une entité qui réalise ce type de distribution. Elle ne traite pas de la comptabilité des actionnaires qui reçoivent ces distributions.

## 2.1. PRESENTATION DU PERIMETRE

Les comptes consolidés de VALTECH S.A. et ses filiales au 31 décembre 2008 regroupent les comptes des sociétés dont la liste est précisée dans le tableau ci-dessous :

Périmètre	Pays	% intérêt 2008	% intérêt 2007	Date d'acquisition ou de création	Méthode de consolidation
Valtech S.A.		Société mère		-	
Valtech Training S.A.		100%	100%	2002	
Valtech Offshore S.A.	France	95%	95%	2003	
Valtech Agency S.A.S.		100%	100%	2005	
Valtech Technology Consulting S.A.S. (Société sans activité)		100%	100%	2006	Intégration globale
Valtech Axelboss S.A.S. (Société sans activité)		100%	100%	2006	
Valtech Ltd		Grande Bretagne	100%	100%	1996
Valtech Inc.	USA	100%	100%	1997	Intégration globale
Valtech AB		100%	100%	1999	
Overland Mobil Kommunikation A.B. (société sans activité)	5	100%	100%	1999	Intégration globale
Kiara Scandinavia AB		100%	-	2008	Intégration globale
Kiara AB		100%	-	2008	Intégration globale
Synaris AG	Allemagne	100%	100%	2000	Intégration globale
Valtech GmbH		100%	100%	1999	
Valtech A/S PAR N°1	Danemark	100%	100%	2000	Intégration globale
		100%	100%	2000 liquidé en 2006	
Valtech CO.LTD	Corée du Sud	50.793%	50.793 %	2000	Mise en équivalence
Valtech India Technology Solutions Private Limited (détenue à 99.99% par Valtech Offshore et à 0.01% par Valtech SA)		95%	95%	2004 absorbé en 2008 par Majoris Systems Private Ltd	
Majoris Systems Private Limited	Inde	99.99%	100%	2004	Intégration globale
Valtech India Software Services Private Limited		100%	100%	2005	

## 2.2. MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

### Acquisition de KIARA

Au cours de l'exercice 2008 la société VALTECH AB (Suède) a acquis la société Kiara Skandinavien, elle-même détenant la société KIARA AB.

KIARA est intégrée dans les comptes consolidés à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2008. La contribution de KIARA dans le Chiffre d'affaires est de 269 milliers d'euros et de 62 milliers d'euros dans le résultat de l'activité opérationnelle, pour deux mois d'activité.



### Absorption Valtech India Technology Solutions Private Limited par Majoris Systems Private Limited

Au cours de l'exercice Valtech India Technology Solutions Private Limited détenu par le groupe à hauteur de 95% a été absorbée par Majoris India Systems Privates Limited. Cette fusion a généré une dilution de cette dernière entité à hauteur

de 0,0148% de cette dernière entité. Cette dilution a généré une charge de 11 milliers d'euros dans le résultat du groupe, et une augmentation des intérêts minoritaires pour le même montant. La charge a été comptabilisée en résultat financier.

### NOTE 3 – ECART D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition générés lors d'un regroupement d'entreprises sont rattachés, dès l'acquisition, aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondantes.

Ces entités correspondent à des filiales ou des zones géographiques, dans lesquelles le Groupe est implanté, dont

l'activité continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. L'évolution des écarts d'acquisition sur la période peut se présenter de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Expede	Synaris	Majoris	PAR N°1	Valtech Agency	Kiara	Total goodwill
	USA	Allemagne	Inde	Danemark	France	Suède	
Au 31 Décembre 2007	46	3 687	8 409	442	2 037	-	14 621
Augmentation sur acquisition d'une filiale	-	-	-	-	-	527	527
Diminution sur cession d'une filiale	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation reconnue sur l'exercice	-	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion	3	-	(1 244)	1	-	(61)	(1 301)
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 Décembre 2008	49	3 687	7 165	443	2 037	466	13 847

#### 3.1. RECONNAISSANCE DE L'ECART D'ACQUISITION DANS LA DEVISE DE LA SOCIETE ACQUISE

Les écarts d'acquisition sont désormais reconnus dans la devise de la société acquise conformément à IAS 21.

#### 3.2. TEST DE DEPRECIATION

Selon IFRS 3 (regroupement d'entreprises), les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et doivent subir un test de dépréciation au moins une fois par an ou de manière plus fréquente si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

En cas de différence entre la valeur recouvrable de l'UGT et sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Celle-ci est imputée en priorité sur l'écart d'acquisition.

VALTECH procède annuellement à la revue de la valorisation de ses écarts d'acquisition à la clôture de l'exercice et peut déprécier les valeurs comptabilisées au bilan afin d'ajuster leur valeur nette à due concurrence.

Les écarts d'acquisition font désormais l'objet une fois par an d'un test de dépréciation. Ce test annuel est effectué au cours du premier trimestre de chaque année dans le cadre de l'arrêté annuel des comptes du Groupe.

Les écarts d'acquisition sont rattachés aux UGT des entités juridiques à l'exception de Valtech India Systems Private Limited. Dans ce cas particulier, le Groupe considère que l'acquisition a apporté une compétence et une référence clientèle à l'ensemble du Groupe dans le cadre du segment « Global Sourcing » et rattache de ce fait l'écart d'acquisition MAJORIS à ce segment de métiers.

La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des divisions opérationnelles du Groupe, aux actifs nets correspondants (y compris écarts d'acquisition). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir des flux de trésorerie futurs d'exploitation basées sur l'activité des trois prochaines années et complétée par une projection actualisée sur les deux années suivantes ainsi que d'une valeur terminale.

Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût moyen pondéré du capital issu des paramètres suivants :

	31-déc.-08	31-déc.-07
Coût du capital	12,80%	10,78%
Coût de l'endettement avant impôts	5,51%	2,90%

Les taux de croissance d'activité sont les suivants :

	2009	2010	2011	2012	2013	Taux de croissance à l'infini
Synaris	-0,8%	0,7%	-0,9%	1,0%	1,0%	1,0%
Majoris	-7,3%	-0,1%	7,3%	0,0%	0,0%	1,0%
Par n°1	-8,6%	6,3%	0,0%	0,0%	0,0%	1,0%
Valtech Agency	-2,0%	24,3%	11,9%	1,0%	1,0%	1,0%

Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des divisions opérationnelles.

En 2008, la sensibilité de la valeur recouvrable à une modification d'un point du taux d'actualisation ou du taux de croissance à l'infini est la suivante :

(en milliers d'euros)	Taux d'actualisation n + 1 point	Taux d'actualisation n - 1 point	Taux de croissance à l'infini + 1 point	Taux de croissance à l'infini - 1 point
Denmark	(397)	486	123	(123)
US Objectspace	(509)	626	61	(61)
Valtech Gmbh	(402)	492	98	(98)
Valtech Majoris	(715)	760	86	(86)
ACDSI	(260)	320	50	(50)
KIARA	(125)	154	10	(10)
<b>Total</b>	<b>(2 407)</b>	<b>2 837</b>	<b>429</b>	<b>(429)</b>

En 2008, la sensibilité de la valeur recouvrable à une modification d'un point du taux d'actualisation ou du taux de croissance à l'infini aurait les incidences suivantes sur la dépréciation des écarts d'acquisition et sur le résultat de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Taux d'actualisation n + 1 point	Taux d'actualisation n - 1 point	Taux de croissance à l'infini + 1 point	Taux de croissance à l'infini - 1 point
Denmark	-	-	-	-
US Objectspace	-	-	-	-
Valtech Gmbh	(313)	0	0	(9)
Valtech Majoris	-	-	-	-
ACDSI	-	-	-	-
KIARA	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>(313)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>

Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle. Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés en titres mis en équivalence. Lorsque les critères de perte de valeur tels que définis par IAS 36 indiquent que des titres mis en équivalence ont pu perdre de la valeur, le montant de cette perte est déterminé selon les règles définies par IAS 36.

#### 4 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	Logiciels achetés	Logiciels créés for usage interne	Total autres immobilisations incorporelles	
<b>31 décembre 2007</b>		439	140	<b>579</b>
Variation de périmètre		-	-	-
Augmentation		96	-	96
Dépréciation de l'exercice		(338)	(139)	(477)
Cessions de l'exercice		-	-	-
Différence de conversion		(16)	(1)	(17)
Autres variations		-	-	-
<b>31 décembre 2008</b>		<b>181</b>	<b>-</b>	<b>181</b>

Le logiciel développé en interne par l'Inde se place dans le cadre du projet « DUOSHORE » sur la gestion commune de projets par plusieurs entités du Groupe.

Les conditions d'immobilisation de cette immobilisation créée en interne répondent aux critères d'IAS 38.57. Ces logiciels sont dépréciés sur la base d'un amortissement linéaire qui ne dépasse pas trois ans.

## NOTE 5 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations dans les immobilisations corporelles peuvent se présenter de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Immobilisations corporelles					Total
	Agencements	Mobiliers de bureau	Matériels informatiques	Autres	Location financement	
<b>Au 31 décembre 2007</b>						
Valeur brute	4 602	2 007	9 108	2 078	1 720	19 515
Amortissements	(3 042)	(1 717)	(7 992)	(1 399)	(1 519)	(15 669)
<b>Valeurs nettes au 31 décembre 2007</b>	<b>1 560</b>	<b>290</b>	<b>1 116</b>	<b>679</b>	<b>201</b>	<b>3 846</b>
Augmentation	49	31	605	39	177	901
Cessions	(36)	(2)	(17)	(57)	(32)	(144)
Variation de périmètre	-	-	72	-	(58)	14
Différence de conversion	(131)	(11)	(46)	(10)	-	(198)
Amortissements	(456)	(94)	(818)	(157)	(142)	(1 667)
<b>Valeurs nettes au 31 décembre 2008</b>	<b>986</b>	<b>214</b>	<b>912</b>	<b>494</b>	<b>146</b>	<b>2 752</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b>						
Valeur brute	4 484	2 025	9 722	2 050	1 807	20 088
Amortissements	(3 498)	(1 811)	(8 810)	(1 556)	(1 661)	(17 336)
<b>Valeurs nettes au 31 décembre 2008</b>	<b>986</b>	<b>214</b>	<b>912</b>	<b>494</b>	<b>146</b>	<b>2 752</b>

Les locations financières concernent les agencements des bureaux parisiens ainsi que le matériel informatique.

## NOTE 6 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les variations dans les immobilisations financières se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Participation dans les entreprises associées	Actifs financiers non courants	Autres actifs non courants		Total
			Dépôt	Autres investissements à long terme	
<b>Au 31 décembre 2007</b>					
Valeur brute	623	4 483	2 733	10	7 849
Depreciation	-	(4 187)	(22)	-	(4 209)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2007</b>	<b>623</b>	<b>296</b>	<b>2 711</b>	<b>10</b>	<b>3 640</b>
Augmentation	-	-	199	-	199
Cessions	-	-	(282)	-	(282)
Depreciation	-	-	9	-	9
Différence de conversion	(123)	-	(465)	1	(587)
Réaffectation	-	-	-	-	-
Résultat dans les co-entreprises	(287)	-	-	-	(287)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2008</b>	<b>213</b>	<b>296</b>	<b>2 172</b>	<b>11</b>	<b>2 692</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b>					
Valeur brute	213	4 483	2 185	11	6 892
Depreciation	-	(4 187)	(13)	-	(4 200)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2008</b>	<b>213</b>	<b>296</b>	<b>2 172</b>	<b>11</b>	<b>2 692</b>

- Titres mis en équivalence**

Les titres mis en équivalence concernent une prise de participation dans une joint-venture coréenne initialement à hauteur de 47% réalisée durant le mois de novembre 2000.

Au cours de l'exercice 2006, le Groupe a participé à deux opérations de recapitalisation au sein de la société JV VALTECH CO.Ltd (Corée) en accord avec son co-actionnaire la société de droit coréen SK Namsan Bldg. A l'issue de cette opération, VALTECH S.A. détenait 49% de la société Coréenne contre 48,36% au 1<sup>er</sup> janvier 2006. Ces opérations de restructuration ont eu pour incidence d'augmenter l'écart d'acquisition d'un montant de 409 milliers d'euros, qui a été intégralement déprécié en 2006.

En 2007, la Société Valtech SA a acquis 1.79% de la Joint Venture Valtech Co.Ltd, portant son pourcentage de participation de 49% à 50.79%.

La valeur des titres mis en équivalence tient compte d'un écart d'acquisition dont les principales caractéristiques sont détaillées dans la Note 3 - *Immobilisations incorporelles*.

A l'issue de l'exercice clos le 31 décembre 2008, les données financières de cette société peuvent se synthétiser de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Actifs courants	732	1 734
Actifs non courants	115	122
Dettes courantes	470	604
Dettes non courantes	-	-
Revenus	3 615	5 259
Charges	(4 175)	(5 038)
<b>Résultat net</b>	<b>(560)</b>	<b>221</b>

- **Autres titres immobilisés**

Les titres immobilisés sont liés à une participation dans la société MEDHOST à hauteur de 16,05 % des droits de vote.

A l'issue de l'exercice clos le 31 décembre 2008, les données financières de cette société peuvent se synthétiser de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Revenus	12 462	12 266
Résultat net	1 811	969
Capitaux propres	1 037	(810)

Ces titres ont été dépréciés à hauteur de 4 millions d'euros, en 2006, afin de prendre en compte la juste valeur des titres MEDHOST, valeur de recouvrement à laquelle VALTECH estime pouvoir céder sa participation.

- **Prêts et autres immobilisations financières**

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautions versés dans le cadre des locations immobilières des sociétés du Groupe pour un montant de 2,2 millions d'euros.

## NOTE 7 – CREANCES COURANTES

## 7.1. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances clients au 31 décembre 2008 se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	
<b>Au 31 décembre 2007</b>	
Valeur brute	31 398
Provision pour dépréciation	(627)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2007</b>	<b>30 771</b>
Variation	(1 466)
Mouvement des provisions	256
Différence de conversion	(1 159)
Variation de périmètre	
Autres mouvements (IAS 32-39)	(2 819)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2008</b>	<b>25 583</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b>	
Valeur brute	25 901
Provision pour dépréciation	(318)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2007</b>	<b>25 583</b>

Selon les normes IAS 32 et 39, les programmes de mobilisation de créances commerciales sont maintenus dans les créances et dans l'endettement à court terme lorsque, après analyse du contrat, les risques sur les créances commerciales ne sont pas transférés en substance aux organismes de financement.

L'incidence sur les découverts du Groupe au 31 décembre 2008 s'élève 2.8 millions d'euros.

**Balance agée des créances non provisionnées.**

	31/12/2008	31/12/2007
< 60 jours	22 290	29 168
60-90 jours	1 923	843
90-120 jours	1 370	760
<b>Total</b>	<b>25 583</b>	<b>30 771</b>

Total des créances cédées au factor incluses dans la balance agée

	2 756	3 486
--	-------	-------

**Mouvements les créances douteuses**

	31/12/2008	31/12/2007
au 1er janvier	(627)	(232)
Provison sur créances douteuses	(330)	(455)
Créances irrécouvrables	33	21
Créances recouvrées pendant l'année	-	-
Reprise de provisions	557	0
Incidence de l'impairment	-	-
Ecart de conversion	49	39
<b>au 31 Décembre</b>	<b>(318)</b>	<b>(627)</b>

**Ancienneté des créances avant fait l'objet d'un impairment**

	31/12/2008	31/12/2007
< 60 jours	(16)	(80)
60-90 jours	-	(188)
90-120 jours	(302)	(359)
<b>Total</b>	<b>(318)</b>	<b>(627)</b>

## 7.2. AUTRES CREANCES

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Créances sociales et fiscales	1 801	1 703
Autres créances	249	254
Charges constatées d'avance	1 000	1 298
Fournisseur avances et acomptes	-	3
<b>Autres créances</b>	<b>3 050</b>	<b>3 258</b>

- Charges constatées d'avance

Les comptes charges constatées d'avance enregistrent les charges comptabilisées dans l'exercice mais se rapportant aux exercices suivants. Les charges constatées d'avance correspondent essentiellement à des frais de locations et d'assurances.

## NOTE 8 – CAPITAL

**8.1. CAPITAL**

Au 31 décembre 2008, le capital de VALTECH S.A., d'un montant de 1.351 534.90 euros est composé de 88.668.358 actions ordinaires d'un nominal de 0,01 euros. Il est entièrement libéré.

Les variations sur la période se présentent de la manière suivante :

(en unités)	31-déc.-08	31-déc.-07
Nombre d'actions au 31 décembre 2007	88 668 358	85 358 110
Augmentation de capital Levées d'options	- -	- 3 310 248
Nombre d'actions au 31 décembre 2008	88 668 358	88 668 358

**8.2. ACTIONS D'AUTOCONTROLE**

La société détient au 31 décembre 2008 un portefeuille total de 214.900 actions propres, ce qui représente moins de 0,01 % de son capital. Les actions restant dans le portefeuille au 31 décembre 2008 sont destinées à être cédées au personnel de VALTECH ou à celui des sociétés qui lui sont liées, soit dans le cadre du plan d'options d'achat d'actions approuvé par l'assemblée générale du 5 novembre 1999, soit dans le cadre de plans futurs.

Ce portefeuille se décompose en 214.900 actions achetées en 1998 pour un montant de 68 milliers d'euros.

**8.3. RESERVES**

Les différentes composantes des capitaux propres consolidés, y compris le résultat de l'exercice varient de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Capital	prime d'émission	Réserves	Action d'autocontrôle	Réserves de conversion	Total
Capitaux propres à la fin de la période	1 352	62 685	(31 932)	(68)	(372)	31 665
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Juste valeur actifs financiers	-	-	-	-	-	-
Dépréciation Goodwill JV KOREA	-	-	-	-	-	-
Résultat 2008	-	-	1 171	-	-	1 171
Reconnaissance des paiements en actions	-	-	100	-	-	100
Actions d'autocontrôle	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion	-	-	-	-	(1 901)	(1 901)
Divers	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres à la fin de la période	1 352	62 685	(30 661)	(68)	(2 273)	31 035



#### 8.4. RESULTAT DE BASE PAR ACTION ET RESULTAT DILUE PAR ACTION

La réconciliation entre le résultat de base par action et le résultat dilué par action peut être présentée de la manière suivante :

	Profit (perte) net	Nombre moyen d'actions	Résultat par action
<b>2008</b>			
Résultat de base par action	1 171	88 668 358	0,01
Effets dilutif des stocks options	-	1 890 442	
<b>Résultat par action dilué</b>	<b>1 171</b>	<b>90 558 800</b>	<b>0,01</b>
<b>2007</b>			
Résultat de base par action	2 572	85 143 210	0,03
Effets dilutif des stocks options	-	3 701 430	
<b>Résultat par action dilué</b>	<b>2 572</b>	<b>88 844 640</b>	<b>0,03</b>

#### NOTE 9 – INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires concernent VALTECH OFFSHORE :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Intérêts minoritaires au début de la période	(21)	(21)
Augmentation de capital	-	-
Acquisition	-	-
Différence de conversion	5	-
Autres variations	11	-
Résultat - part des minoritaires	6	-
Intérêts minoritaires à la fin de la période	1	(21)

La fusion de Valtech India Technology Solutions Private Limited détenu par le groupe à hauteur de 95%, dans Majoris India Systems Privates Limited, a généré une dilution de cette dernière entité à hauteur de 0,0148% de cette dernière entité. Cette dilution a généré une charge de 11 milliers d'euros dans le résultat du groupe, et une augmentation des intérêts minoritaires pour le même montant. La charge a été comptabilisée en résultat financier.



## NOTE 10 – PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

## 10.1. EVOLUTION DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Litiges	Provisions pour perte à terminaison	Coûts de restructuration	Engagement de retraite	Couverture médicale USA	Autres	Total
Au 31 décembre 2007							
Courant	116	64	455	-	-	46	681
Non courant	-	-	1 219	278	153	16	1 666
<b>Provisions au 31 décembre 2007</b>	<b>116</b>	<b>64</b>	<b>1 674</b>	<b>278</b>	<b>153</b>	<b>62</b>	<b>2 347</b>
<i>Variation durant la période</i>							
Augmentation	733	1 334	41	37	467	48	2 660
Reprise	-	(177)	-	(84)	-	(10)	(271)
Reprise (utilisation)	(62)	(244)	(460)	-	(557)	(22)	(1 345)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion	-	51	(316)	-	3	(7)	(269)
<b>Variations au 31 décembre 2008</b>	<b>787</b>	<b>1 028</b>	<b>939</b>	<b>231</b>	<b>66</b>	<b>71</b>	<b>3 122</b>
Au 31 décembre 2008							
Courant	769	988	359	-	-	71	2 187
Non courant	18	40	580	231	66	-	935
<b>Provisions au 31 décembre 2008</b>	<b>787</b>	<b>1 028</b>	<b>939</b>	<b>231</b>	<b>66</b>	<b>71</b>	<b>3 122</b>

## 10.2. PENSIONS, ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI.

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe accorde à ses salariés des régimes de retraite, prévoyance et frais médicaux. En France, chaque employé du Groupe bénéficie d'une indemnité de fin de carrière. Pour les autres pays, les régimes dépendent de la législation locale du pays, de l'activité et des pratiques historiques de la filiale concernée. Au-delà des régimes de base, les régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et, dans ce dernier cas, totalement ou partiellement couverts par des placements dédiés (actions, obligations, contrats d'assurance ou autres formes de placements dédiés...).

**- Régimes de base**

Dans certains pays, et plus particulièrement en France, le Groupe participe à des régimes de sécurité sociale de base pour lesquels la charge enregistrée est égale aux cotisations appelées par les organismes d'État. Les régimes de base sont considérés comme étant des régimes à cotisations définies.

**- Régimes à cotisations définies**

Les prestations versées dépendent uniquement du cumul des cotisations versées et du rendement des placements de ces dernières. L'engagement du Groupe se limite aux cotisations versées qui sont enregistrées en charge.

**- Régimes à prestations définies**

La valorisation de l'engagement du Groupe au titre de ces régimes est calculée annuellement par des actuaires indépendants en utilisant la méthode "Projected Unit Credit". Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, de projection des salaires futurs et de revalorisation des rentes versées.

**- Avantage postérieur à l'emploi et indemnités de fin de carrière**

Les engagements postérieurs à l'emploi sont déterminés en accord avec les principes comptables présentés en note 1.15. Pour les régimes de retraite, les pertes et gains actuariels sont amortis en charges en respectant la règle dite du "corridor" (les pertes et gains actuariels excédant 10 % du maximum entre la dette actuarielle et la valeur de marché des actifs financiers sont amortis sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant de ce régime).

Pour les régimes de remboursement de frais médicaux, les pertes et gains actuariels sont amortis en charges sur la durée de vie active résiduelle moyenne des bénéficiaires.

Les avantages postérieurs à l'emploi sont reconnus dans les états financiers du Groupe suivant la répartition suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Engagement de retraite	231	278
Autres avantages sociaux (couverture médicale US)	66	153
<b>Total</b>	<b>297</b>	<b>431</b>
à plus de cinq ans	297	431

Afin de réaliser les évaluations actuarielles, les hypothèses de base des calculs ont été déterminées par les actuaires pour chaque pays, les hypothèses spécifiques (taux de rotation du personnel, augmentation de salaire) sont fixées société par société.

	Engagement de retraite	Autres avantages sociaux	31-déc-08	31-déc-07
<b>Provisions au début de la période</b>	<b>278</b>	<b>153</b>	<b>431</b>	<b>423</b>
Coût des services rendus	(47)	(90)	(137)	30
Changement de méthode	-	-	-	-
Différence de conversion	-	3	3	(22)
<b>Provisions à la fin de la période</b>	<b>231</b>	<b>66</b>	<b>297</b>	<b>431</b>
<b>Hypothèses</b>				
Taux d'actualisation			4,62%	4,00%
taux d'augmentation annuelle des salaires			2,00%	2,00%
Age moyen de départ à la retraite			63	63
Taux de progression des dépenses médicales				-11%

Les taux d'actualisation font référence au taux de rémunération des obligations d'Etat sur une période de 20 ans (indice reuters).

L'entité américaine gère son programme d'assurance médicale externe sur un système de propre assurance. Il a été mis en place un plan dans lequel le Groupe rembourse directement les dépenses médicales de moins de 50.000 dollars US. Les autres frais sont couverts par un système de fonds de réassurance auquel participe le Groupe.

L'estimation de la provision en fin de période repose sur les dépenses réelles observées sur la période précédente (année civile 2007).

### 10.3. LITIGES

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure

partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe. Ni le Groupe VALTECH ni aucune de ses filiales n'est partie à un procès ou à une procédure d'arbitrage quelconque dont la direction de VALTECH estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

Les dotations aux provisions de l'exercice concernent les contrôles sociaux et fiscaux en cours, et des litiges avec d'anciens employés, dirigeant et administrateurs.

#### 10.4. PROVISIONS POUR PERTE A TERMINAISON

Lorsque les contrats de prestation sont au forfait, les sociétés du Groupe comptabilisent une provision pour perte à terminaison lorsque le coût de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur au chiffre d'affaires contractuel.

La dotation de l'exercice est relative à des problèmes rencontrés sur un petit nombre de contrats significatifs au forfait qui font l'objet de renégociations et pour lesquels il a été nécessaire de comptabiliser une provision pour perte à terminaison d' 1 million d'euros sur le quatrième trimestre.

#### 10.5. COUTS DE RESTRUCTURATION

Dans le cadre des plans de restructuration initiés au cours des exercices précédents, l'évolution de la provision pour risques peut être présentée de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Coûts de réduction des effectifs	Bureaux inutilisés	Cumul
<b>Provision début de période</b>	-	1 674	1 674
Nouveaux plans	-	-	-
Charge de la période	-	41	41
Utilisation de la période	-	(460)	(460)
Différence de conversion	-	(317)	(317)
<b>Provision fin de période</b>	-	938	938

---

**NOTE 11 – DETTES COURANTES – NON COURANTES**


---

**11.1. DETTES NON COURANTES**

Les dettes non courantes concernent :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Dettes fiscales et sociales	-	-
Dette sur acquisition Valtech Agency	-	28
Autres	147	-
<b>Dettes non courantes</b>	<b>147</b>	<b>28</b>

**11.2. DETTES COURANTES**

Les autres dettes courantes se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Dettes fiscales et sociales	8 787	11 445
Avances clients	524	790
Produits constatés d'avance	1 732	1 641
Dette sur acquisition Valtech Agency	-	1 474
Dette sur acquisition Kiara	417	-
Autres	196	448
<b>Dettes courantes</b>	<b>11 656</b>	<b>15 798</b>

## NOTE 12 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET DETTES FINANCIERES

### 12.1. TRESORERIE NETTE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

Les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Trésorerie et équivalent	9 591	4 537
Découvert	(2 965)	(1 453)
Mobilisation de créances (IAS 39)	(2 756)	(3 486)
<b>Total</b>	<b>3 870</b>	<b>(402)</b>

### 12.2. ANALYSE DE LA DETTE PAR NATURE

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Emprunt (part > 1 an)	161	-
Location financement (part > 1 an)	103	64
Dettes non courantes	264	64
Emprunt (part < 1 an)	466	352
Location financement (part < 1 an)	167	163
Découvert	5 721	4 939
Dettes courantes	6 354	5 454
<b>Total dettes financières</b>	<b>6 618</b>	<b>5 518</b>

### 12.3. ANALYSE DE LA DETTE PAR ECHEANCES

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
< 1 an	6 354	5 454
1-5 ans	264	64
+ 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>6 618</b>	<b>5 518</b>

### 12.4. ANALYSE DE LA DETTE PAR DEVICES

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Euros	4 060	4 029
Livre sterling	-	-
USD	2 332	1 008
Roupie Indienne	7	374
Couronnes Danoises	14	107
Couronnes Suédoises	205	-
<b>Total</b>	<b>6 618</b>	<b>5 518</b>

### 12.5. CONTRATS DE FINANCEMENT

La plupart des contrats de financement conclus par le Groupe contiennent les clauses habituelles en cas de défaillance ou d'évolution défavorable significative de VALTECH S.A. et de ses filiales. En vertu de ces clauses, la dégradation significative de la situation financière du Groupe peut causer l'exigibilité d'une partie significative ou même de la totalité de ses lignes de crédit.

### 12.6. MOBILISATION DE CREANCES

Conformément à IFRS 1, le Groupe a choisi d'appliquer au 1er janvier 2005 les normes IAS 32 & 39 relatives aux instruments financiers.

Selon les normes IFRS (IAS 39), les créances clients cédées dans le cadre d'une convention d'affacturage sans transfert des risques inhérents au recouvrement, doivent rester dans les comptes clients en contrepartie d'un compte de découvert. Au 31 décembre 2008 l'incidence sur la trésorerie est de 2.8 Millions d'euros.

## NOTE 13 – INFORMATIONS SECTORIELLES

## 13.1. SEGMENTS GEOGRAPHIQUES

Pour ses besoins de gestion, le Groupe suit son activité selon quatre zones géographiques. Seules les entités géographiques constituent des centres de profit pour lesquels il existe une mesure complète de la performance. L'information sectorielle de premier niveau correspond aux zones géographiques dans lesquelles le Groupe est implanté :

- France
- Reste de Europe,
- Etats Unis,
- Asie.

Les relations intra groupes sont reprises au prix du marché. Les dettes concernant la gestion du Groupe sont classées dans la colonne « Autres ». Les informations sectorielles du Groupe au 31 décembre 2008 sont présentées de la manière suivante :

## 13.1.1. REPARTITION GEOGRAPHIQUE PAR LOCALISATION DES CLIENTS

	31-déc.-08				Total
	France	Reste de l'Europe	Etats-Unis	Autres	
<b>Revenus</b>					
Revenus avec des tiers	38 974	43 693	15 166	2 631	100 464
Autres produits opérationnels	79	23	22	3	127
<b>Total des revenus opérationnels</b>	<b>39 053</b>	<b>43 716</b>	<b>15 188</b>	<b>2 634</b>	<b>100 591</b>
<b>Resultat</b>					
Résultat opérationnel	1 172	3 222	(1 946)	(45)	2 403
Intérêts minoritaires	(6)				(6)
Quote-part dans les résultats des sociétés associés				(287)	(287)
Amortissement et dépréciation (hors goodwill)	(884)	(790)	(241)	(222)	(2 137)
Dépréciation des goodwills					-
Résultat avant impôts	513	3 183	(2 013)	(156)	1 527
Impôts sur les bénéfices	(29)	(315)	(12)		(356)
Résultat net de la période	485	2 867	(2 025)	(156)	1 171
<b>Bilan</b>					
Goodwill (valeur nette)	5 729	5 104	298	2 716	13 847
Actif courant	17 383	15 257	6 556	442	39 638
Actif non courant	7 725	8 250	818	3 288	20 081
Trésorerie et équivalent trésorerie	4 909	4 266	333	83	9 591
Dettes	14 046	8 376	4 442	1 823	28 687
<b>Autres informations</b>					
Investissements de l'année					
• Actif incorporel	4	29	1	62	96
• Actif corporel	237	286	309	67	899
• Actif financier	93	59	48	-	200



	31-déc.-07				Total
	France	Reste de l'Europe	Etats-Unis	Autres	
<b>Revenus</b>					
Revenus avec des tiers	36 829	49 960	17 089	2 826	106 704
Autres produits opérationnels	43	11	-	-	54
<b>Total des revenus opérationnels</b>	<b>36 872</b>	<b>49 971</b>	<b>17 089</b>	<b>2 826</b>	<b>106 758</b>
<b>Resultat</b>					
Résultat opérationnel	(683)	4 903	34	(127)	4 127
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-
Quote-part dans les résultats des sociétés associés	(4)	-	-	260	256
Amortissement et dépréciation (hors goodwill)	(991)	(821)	(278)	(186)	(2 276)
Dépréciation des goodwills	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	(839)	4 756	(158)	(176)	3 583
Impôts sur les bénéfices	(110)	(1 226)	325	-	(1 011)
Résultat net de la période	(950)	3 530	168	(176)	2 572
<b>Bilan</b>					
Goodwill (valeur nette)	6 698	4 886	1 060	1 977	14 621
Actif courant	17 787	16 701	4 804	451	39 743
Actif non courant	9 124	9 538	1 796	3 411	23 869
Trésorerie et équivalent trésorerie	1 829	1 941	420	347	4 537
Dettes	16 402	11 034	2 130	2 402	31 968
<b>Autres informations</b>					
Investissements de l'année					
• Actif incorporel	50	131	22	233	436
• Actif corporel	889	584	316	519	2 309
• Actif financier	351	116	2	7	475

### 13.1.2. REPARTITION GEOGRAPHIQUE PAR LOCALISATION DES RESSOURCES

	31-déc.-08				Total
	France	Reste de l'Europe	Etats-Unis	Autres	
<b>Revenus</b>					
Revenus avec des tiers	34 828	43 156	14 918	7 562	100 464
Autres produits opérationnels	79	23	22	3	127
<b>Total des revenus opérationnels</b>	<b>34 907</b>	<b>43 179</b>	<b>14 940</b>	<b>7 565</b>	<b>100 591</b>
<b>Resultat</b>					
Résultat opérationnel	1 070	3 065	(1 909)	177	2 403
Intérêts minoritaires	(6)	-	-	-	(6)
Quote-part dans les résultats des sociétés associés	-	-	-	(287)	(287)
Amortissement et dépréciation (hors goodwill)	(506)	(710)	(217)	(704)	(2 137)
Dépréciation des goodwills	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	630	3 048	(1 966)	(185)	1 527
Impôts sur les bénéfices	(25)	(299)	(12)	(20)	(356)
Résultat net de la période	605	2 749	(1 978)	(205)	1 171
<b>Bilan</b>					
Goodwill (valeur nette)	1 769	4 364	47	7 667	13 847
Actif courant	14 571	14 403	6 409	4 255	39 638
Actif non courant	3 840	7 539	572	8 130	20 081
Trésorerie et équivalent trésorerie	4 909	4 266	333	83	9 591
Dettes	14 046	8 376	4 442	1 823	28 687
<b>Autres informations</b>					
Investissements de l'année					
• Actif incorporel	3	27	-	66	96
• Actif corporel	206	272	303	118	899
• Actif financier	93	59	48	-	200

	31-déc.-07				Total
	France	Reste de l'Europe	Etats-Unis	Autres	
<b>Revenus</b>					
Revenus avec des tiers	31 830	49 146	16 061	9 667	106 704
Autres produits opérationnels	43	11			54
<b>Total des revenus opérationnels</b>	<b>31 873</b>	<b>49 157</b>	<b>16 061</b>	<b>9 667</b>	<b>106 758</b>
<b>Resultat</b>					
Résultat opérationnel	(316)	4 397	93	(47)	4 127
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	(3)	-	-	259	256
Amortissement et dépréciation (hors goodwill)	(453)	(665)	(172)	(986)	(2 276)
Dépréciation des goodwill	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	(351)	4 283	(64)	(285)	3 583
Impôts sur les bénéfices	(91)	(1 089)	307	(138)	(1 011)
Résultat net de la période	(441)	3 194	243	(424)	2 572
<b>Bilan</b>					
Goodwill (valeur nette)	1 676	3 667	43	9 235	14 621
Actif courant	13 764	14 678	4 315	6 986	39 743
Actif non courant	4 253	8 510	753	10 353	23 869
Trésorerie et équivalent trésorerie	1 829	1 941	420	347	4 537
Dettes	16 402	11 034	2 130	2 402	31 968
<b>Autres informations</b>					
Investissements de l'année					
• Actif incorporel	21	116	2	297	436
• Actif corporel	686	519	256	848	2 309
• Actif financier	351	116	2	7	475

### 13.2. SEGMENTS D'ACTIVITE

L'information sectorielle de second niveau correspond aux métiers du Groupe qui suit son activité selon les trois divisions opérationnelles suivantes :

- Consulting
- Business services
- Global sourcing

	12/31/2008	12/31/2007
<b>Revenus par secteurs d'activité</b>		
Consulting	49 645	55 950
Business services	41 229	37 624
Global sourcing	9 717	13 184
<b>Total revenus</b>	<b>100 591</b>	<b>106 758</b>
<b>Total actif courant et non courant</b>		
Consulting	26 178	26 243
Business services	21 732	21 464
Global sourcing	11 809	15 905
<b>Total actif courant et non courant</b>	<b>59 719</b>	<b>63 612</b>
<b>Investissements</b>		
Consulting	471	742
Business services	887	1 773
Global sourcing	170	1 021
Autres	-	-
<b>Investissements de l'année</b>	<b>1 528</b>	<b>3 536</b>



## NOTE 14 – PERSONNEL

## 14.1. EFFECTIF MOYEN ET CHARGES DE PERSONNEL

Nombre moyen de personnes	31-déc.-08		31-déc.-07	
	facturable	Non facturable	facturable	Non facturable
France	223	43	346	45
États-Unis	129	23	123	20
Europe (France exclue)	276	57	281	52
Inde	333	46	397	52
<b>Total</b>	<b>961</b>	<b>169</b>	<b>1 147</b>	<b>169</b>

Charges de personnel (charges sociales comprises)	31-déc.-08		31-déc.-07	
	facturable	Non facturable	facturable	Non facturable
Coût des ventes		47 968		52 529
Coûts commerciaux		4 865		5 095
Coûts administratifs		8 663		8 381
<b>Total</b>		<b>61 496</b>		<b>66 005</b>

*Droit Individuel à la Formation (DIF)*

Conformément à l'Avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la « comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF », les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement mais mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes des salariés.

Dans quelques cas limités (demande de Congés Individuels de Formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes non-fonctionnaires et en contrats à durée indéterminée au sein des entités françaises du Groupe VALTECH, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 13 013 heures au 31 décembre 2008.

## 14.2. SOUS TRAITANTS

Nombre moyen de sous traitants	31-déc.-08		31-déc.-07	
	Facturable	Non facturable	Facturable	Non facturable
France	48	-	39	-
Etats-Unis	21	-	29	-
Europe (France exclue)	20	2	41	3
Inde	-	2	2	5
<b>Total</b>	<b>89</b>	<b>4</b>	<b>111</b>	<b>8</b>

**NOTE 15 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE RESULTAT OPERATIONNEL**
**15.1. CHARGES OPERATIONNELLES**

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Salaires	50 355	54 746
Charges sociales	11 357	11 450
Rémunérations payées en actions	100	92
Dépréciations et amortissement	2 137	2 277
Test de dépréciation sur immobilisations financières	-	0
Test de dépréciation reconnu / (repris) sur créances commerciales	182	479
Autres	33 520	32 569
<b>Total charges opérationnelles par nature</b>	<b>97 651</b>	<b>101 613</b>
Coûts des ventes	67 908	72 632
Coûts commerciaux	6 592	6 664
Coûts administratifs	23 151	22 317
<b>Total charges opérationnelles par destination</b>	<b>97 651</b>	<b>101 613</b>

**NOTE 15.2. –AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS**

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Plus ou (moins) values sur cession	(8)	(66)
Autres	(529)	(952)
<b>Total</b>	<b>(537)</b>	<b>(1 018)</b>

Les autres coûts correspondent à des frais engagés dans la recherche de partenaires financiers et commerciaux.

## NOTE 16 – RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Charges d'intérêts sur dettes financières	(326)	(394)
Produits financiers	158	155
<b>Cout net de l'endettement</b>	<b>(168)</b>	<b>(239)</b>
Variation des provisions sur actifs non courants	(10)	42
Autres produits (charges) financières	(162)	(344)
Différences de change	(242)	(259)
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>(414)</b>	<b>(561)</b>
<b>Total</b>	<b>(582)</b>	<b>(800)</b>

## NOTE 17 – IMPOTS DIFFERES

## 17.1. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT

La charge d'impôt de la période peut être analysée de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Produits (Charges) d'impôt exigible	(90)	(634)
Variation des impôts différés	(266)	(377)
<b>TOTAL</b>	<b>(356)</b>	<b>(1 011)</b>

L'impôt différé comptabilisé dans le cadre des comptes consolidés établis au 31 décembre 2008 tient compte du taux d'imposition local des sociétés concernées.

## 17.2. IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés actifs reconnus au 31 décembre 2008 peuvent être détaillés comme suit :

(en milliers d'euros)	Impôt différé actif	impôts différés passif
Début de période	2 359	-
Charge d'impôts	(266)	-
Ecart de conversion	(38)	-
Changement de méthodes	-	-
Variation de périmètre	(34)	-
<b>Fin de période</b>	<b>2 021</b>	<b>-</b>
Dont part courante	1 414	-
Dont part non courante	607	-

Le Groupe reconnaît des créances d'impôts liées à des déficits reportables lorsque la profitabilité de l'entité

concernée permet d'envisager de manière fiable le recouvrement de celle-ci.

Conformément à IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

L'analyse par nature des impôts différés se présente de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Impôt différés actif 2008	Impôt différés actif 2007
Créances d'impôt sur déficit	1 878	2 198
Retraitements de consolidation	83	83
Différences temporaires	60	78
<b>31-déc-08</b>	<b>2 021</b>	<b>2 359</b>

L'importance des déficits reportables générés par certaines des sociétés du Groupe ont conduit à ne pas reconnaître la créance correspondante en raison de l'absence d'éléments prévisionnels tangibles.

(en milliers d'euros)	Impôts différés actifs non reconnus en 2008	Impôts différés actifs non reconnus en 2007
Valtech SA	15 851	14 389
Valtech Training (France)	-	-
Synaris (Allemagne)	-	560
Valtech Danemark	-	-
Valtech Inc	798	-
<b>Total</b>	<b>16 649</b>	<b>14 949</b>

Les impôts différés liées aux pertes reportables de Valtech AG ont été activées au cours de l'exercice. Une convention avec l'administration fiscale allemande devrait en effet permettre d'imputer ces pertes sur les résultats de Valtech GmbH.

## 17.3. PREUVE D'IMPOTS

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif en fin d'exercice au résultat avant impôts au 31 Décembre 2007. En France, les impôts différés sont calculés sur la base d'un taux d'imposition de 33,33%. Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	2008	2007
Résultat net	1 171	2 572
Charges d'impôt	356	1 011
Intérêts minoritaires	6	-
Résultat des sociétés mis en équivalence	287	(260)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>1 820</b>	<b>3 323</b>
<b>Produits (Charges) d'impôts théorique</b>	<b>(607)</b>	<b>(1 144)</b>
Dépréciation des écarts d'acquisition		
Autres différences permanentes	13	(280)
Utilisation de créances d'impôt sur déficits antérieurs		-
Créances d'impôt reconnues sur déficits antérieurs	1 019	993
Créances d'impôt non reconnues sur la période	(956)	(402)
Résultat non soumis à Impôts		9
Ecart de taux d'imposition entre les différents pays	209	479
Différence due à des changements de taux d'imposition		(244)
Reprise d'impôts différés passifs antérieurement reconnus		(394)
Reprise d'impôts différés passifs non consommés		-
Rémunération en actions	(33)	(28)
<b>Produits (Charges) réels d'impôt</b>	<b>(355)</b>	<b>(1 011)</b>

## NOTE 18 – PAIEMENT EN ACTIONS

Le Groupe VALTECH met en oeuvre des plans d'options sur actions réservés à certaines catégories de Personnel. Les plans d'options sur actions permettent au Conseil d'administration d'attribuer des options donnant au bénéficiaire la possibilité d'obtenir des actions VALTECH à un prix calculé sur la base du cours moyen de l'action lors des 90 jours précédant leur attribution.

**18.1. DESCRIPTION DU MODELE D'EVALUATION**

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution.

La juste valeur des stock-options est déterminée selon le modèle binomial. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires, tel que l'exercice des options avant la fin de période d'exercibilité.

**18.2 MOUVEMENTS DANS LES PLANS D'OPTIONS DURANT LA PERIODE**

Les données relatives aux plans d'options sur actions en cours sont récapitulées ci après :

	2008		2007	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen
Nombre d'option non levées au 31 décembre 2007	3 701 430	0,96	8 451 501	0,72
alloués	-	-	-	-
annulées	(1 321 355)	-	(439 401)	1,22
Exercées		0,98	(3 310 348)	0,39
Caduques	(489 633)	0,93	(1 000 322)	0,70
Nombre d'option non levées au 31 décembre 2008	1 890 442	0,95	3 701 430	0,96
Nombre d'options exercables au 31 décembre 2008	1 890 442	0,95	3 701 430	

## 18.3. PLANS D'OPTIONS AU 31 DECEMBRE 2008

Décision du Conseil d'administration	Date de clôture	Nombre d'options 2008	Prix d'exercice	Nombre d'options 2007	Prix d'exercice
16-févr.-99	16-févr.-09	25 300	0,02	25 300	0,02
24-sept.-03	23-sept.-08	-	1,03	124 633	1,03
31-déc.-03	30-déc.-08	-	0,90	365 000	0,90
26-janv.-04	25-janv.-09	42 500	0,90	30 500	0,90
26-janv.-04	24-janv.-09	10 000	0,97	42 500	0,97
09-avr.-04	08-avr.-09	10 000	0,98	481 071	0,98
09-avr.-04	8-avr.-09	404 642	0,98	1 178 926	0,98
07-sept.-04	06-sept.-09	30 000	0,68	30 000	0,68
13-déc.-04	12-déc.-09	1 000	0,96	1 500	0,96
30-mai-05	29-mai-10	1 367 000	0,87	1 422 000	0,87
<b>Nombre d'options et prix d'exercice moyen</b>		<b>1 890 442</b>	<b>0,88</b>	<b>3 701 430</b>	<b>0,92</b>

## 18.4. JUSTE VALEUR DES OPTIONS ALLOUES DURANT LA PERIODE

Il n'y a pas eu de nouveau plan d'attribution d'action sur 2008.

Principales hypothèses	2008	2007
Modèle de valorisation	Binomial	Binomial
Prix de l'action à la date de l'attribution	-	-
Prix d'exercice à la date d'attribution	-	-
Volatilité attendue	-	-
Taux d'intérêt sans risque à la date d'attribution	-	-
Taux de dividende attendu	-	-
Juste valeur de l'option	-	-

## 18.5. INCIDENCE DES PAIEMENTS EN ACTIONS

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Coût des ventes	37	17
Coûts commerciaux	-	-
Coûts administratifs	63	75
<b>Charges de la période</b>	<b>100</b>	<b>92</b>

## NOTE 19 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan peuvent se présenter de la manière suivante:

### 19.1. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles (agencements et équipements).

Les locations simples peuvent être présentées de la manière suivante:

(en milliers d'euros)	31-déc-08	Moins d'1an	Entre 1 an et 5 ans	au-delà de 5 ans
Locations simples	13 902	3 856	7 047	2 999
<b>Total</b>	<b>13 902</b>	<b>3 856</b>	<b>7 047</b>	<b>2 999</b>

L'évolution des engagements sur locations de bureaux à Londres non résiliables ne sont pas repris dans le présent tableau, une provision pour risques étant déjà prise en compte dans le cadre de mesures de rationalisation du parc immobilier.

### 19.2. GARANTIES DONNÉES

Le Groupe VALTECH a consenti les garanties suivantes:

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Garanties sur contrats de locations	5 486	8 913
Titres Medhost en garanties	-	-
Garanties données aux banques	751	878
<b>Total</b>	<b>6 237</b>	<b>9 791</b>

Ces cautions données à l'origine présentaient les caractéristiques suivantes:

- Garantie à première demande pour une durée de quinze ans d'un montant initial de 22,4 millions de livres pour la prise à bail de locaux sis à LONDRES. Le montant de la garantie est égal à la somme des loyers sur la durée totale du bail. Le montant résiduel de la garantie est de 5 225 million de livres sterling dont une partie a été enregistrée dans les comptes consolidés en provision pour risques au titre des locaux inutilisés.

- Une garantie bancaire a été consentie à première demande en faveur de la banque « UTI BANK Ltd. » en garantie de différents crédits qui ont été ou seront consentis à Valtech India Systems Private Ltd. dans la limite d'un montant global de 875 000 euros.
- Une caution solidaire de Valtech Training a été consentie au CIC. Elle concerne un prêt de 500 000 € en principal et des intérêts au taux d'EURIBOR à 3 mois, majoré de 0.593000 points, commissions et accessoires.
- La Société Valtech AB a donné en gage à Handelsbanken ses actifs, pour un montant non défini dans la limite d'un maximum de 3 140 000 sek et 1 000 actions de Kiara Scandinavia. en garantie du prêt de 2 350 000 SEK qui lui a été accordé dans le cadre de l'acquisition de Kiara Scandinavia.

### 19.3. CLAUSES DE VARIATION DE PRIX

La société VALTECH AB a au 31/12/2008 un engagement relatif à un complément de prix lié à l'acquisition de Kiara Scandinavia. Calculé en fonction d'éléments variables, pour un montant estimé à 4 130 000 SEK.

### 19.4. GARANTIES RECUES

#### Cautions bancaires

Les banques du groupe VALTECH ont consenti les cautions suivantes:

- pour la prise à bail des bureaux pour un montant total de 225 390 Euros.
- à première demande en faveur d'Axis Bank Ltd, couvrant la garantie donnée au Département des douanes pour l'achat de biens à Software Technology Park of India, pour une valeur totale d'INR 460 120.



### NOTE 20 – PARTIES LIEES

Les titres mis en équivalence concernent une prise de participation dans une joint-venture coréenne initialement à hauteur de 47% réalisée durant le mois de novembre 2000. Au cours de l'exercice 2006, le Groupe a participé à deux opérations de recapitalisation au sein de la société Valtech CO.Ltd en accord avec son co-actionnaire la société de droit coréen SK Namsan Bldg. A l'issue de cette opération, VALTECH S.A. détenait 49% de la société Coréenne contre 48,36% au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

En 2007, la Société Valtech SA a acquis 1.79% de la Joint Venture Valtech Co.Ltd, portant son pourcentage de participation à 50.79%.

Les transactions envers les entreprises consolidées par mise en équivalence sont détaillées comme suit :

(en milliers d'euros)	12/31/2008	12/31/2007
Créances JV Chusik Korea	172	80
Intérêts courus	-	-
Dettes courantes	-	-
Relations significatives avec JV Chusik Korea	-	-

Les rémunérations directes et indirectes aux organes de direction, sous forme de salaires, d'honoraires ou de jetons de présences comptabilisées par VALTECH S.A. ou ses filiales au cours de l'exercice 2008 se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	31-déc.-07
Avantages à court terme (Honoraires et Salaires)	1 432	1 866
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Jetons de présence	15	-
Paiement en actions	48	74
Indemnité de fin de contrat de travail	-	89
<b>Charges de la période</b>	<b>1 495</b>	<b>2 029</b>

---

**NOTE 21 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**


---

En K€	EXERCICE 2008	
	Deloitte & Associés	Fidrex
<b>Audit</b>		
- Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés		
Emetteur	160	71
Filiales	78	12
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes		
Emetteur		
Filiales		
<b>Sous-total</b>	<b>237</b>	<b>83</b>
<b>Autres prestations</b>		
- Juridique, fiscal, social	9	
- Autres	11	
<b>Sous-total</b>	<b>20</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>258</b>	<b>83</b>

Nb : ce tableau inclut les honoraires convenus avec les commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2008. Ils sont comptabilisés en charges sur 2008 et 2009 au prorata du temps passé sur chacun des exercices.

**VALTECH**  
**Société anonyme au capital de 1 351 534,90 euros**  
**Siège Social : 80, avenue Marceau – 75008 Paris**  
**389 665 167 RCS PARIS**

**EXERCICE 2008**

**RAPPORT DE GESTION**

Chers Actionnaires,

Nous vous avons conviés, conformément à la loi et aux statuts de notre société, pour vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur la marche des affaires de notre société pendant l'exercice social clos le 31 décembre 2008.

Nous avons l'honneur de soumettre ce rapport à votre appréciation en même temps que le bilan, le compte de résultat et l'annexe établis au 31 décembre 2008.

Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents sont restés à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours qui ont précédé l'assemblée, ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes.

**I. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES**

**I. 1. LES ACTIVITES DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE 2008**

Bien que le chiffre d'affaires de VALTECH ait été en ligne avec ses objectifs, sa performance opérationnelle de l'année a été impactée par les conditions économiques difficiles. Ses filiales au Royaume-Uni et aux Etats-Unis ont été affectées par la volatilité des devises et par le contexte difficile dans leur marché domestique déjà ressenti au cours du second trimestre 2008. Les résultats ont été impactés non seulement par les conditions du marché mais aussi par des problèmes rencontrés sur un petit nombre de contrats au forfait.

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2008, VALTECH a finalisé son acquisition de la société KIARA en Suède afin de poursuivre le développement de notre agence Web à l'échelle européenne, qui regroupera nos solides savoir-faire dans l'intégration de logiciels et l'e-business et devra tirer profit des évolutions favorables du marché de l'e-business. KIARA qui est une agence Web s'inscrit parfaitement dans la stratégie de développement du Groupe. KIARA qui entre autres a été acquise sur la base d'un paiement au résultat a atteint ses objectifs depuis son acquisition.

Une croissance de la demande sur les compétences de la Société en « conseil et déploiement » de méthodologies Agile peut être constatée répondant à l'attente de maîtrise des projets informatiques par les sociétés dans ces temps difficiles.

Par conséquent, le groupe renforce sa stratégie Agile et Agency en 2008 et malgré les conditions économiques difficiles, nous restons compétitifs grâce à notre héritage et notre capacité à renforcer notre position de leader européen et nous avons l'intention de conserver cette position en nous adaptant au contact difficile du marché économique.

## I. 2. LES RESULTATS DU GROUPE POUR L'EXERCICE 2008

Notre chiffre d'affaires annuel atteint 100,6 millions d'euros, il est en diminution de 5,78% par rapport à celui de 2007. La baisse du chiffre d'affaires est limitée à 1,37 %, le complément de 4,41% est imputable aux effets de change. A l'exception de l'acquisition de KIARA réalisée en octobre, le chiffre d'affaires est organique. KIARA y a contribué à hauteur de 0,25%.

Le chiffre d'affaires par secteur d'activité fait ressortir une augmentation de 6% des Services commerciaux par rapport à l'année précédente, essentiellement du fait de la croissance de notre activité d'agence Web qui est intégrée dans les Services commerciaux et de la baisse du chiffre d'affaires de notre activité au Royaume-Uni qui est essentiellement du Technology Consulting. Le chiffre d'affaires est réparti de la manière suivante :

Technology Consulting :	49%
Global Sourcing :	10%
Services commerciaux :	41%.

Les activités françaises ont poursuivi leur croissance représentant 39% du chiffre d'affaires du Groupe. Le chiffre d'affaires s'est amélioré de 6% par rapport à l'année 2007 avec un résultat d'exploitation qui devient positif en 2008 après avoir été négatif en 2007. Le chiffre d'affaires des activités françaises passe de 35% à 39% du chiffre d'affaires total du Groupe.

Le reste de l'Europe (Royaume-Uni, Allemagne et Scandinavie) reste le meilleur contributeur aux résultats d'exploitation du Groupe et représente 43% du chiffre d'affaires du Groupe. En raison de la faible performance du Royaume-Uni, le chiffre d'affaires de cette région diminue de 13% par rapport à celui de 2007. Celui du Royaume-Uni diminue de 43%.

KIARA a été intégrée dans les comptes consolidés à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2008. KIARA a contribué au chiffre d'affaires à hauteur de 269 K€.

Nos filiales aux Etats-Unis et en Asie qui ont contribué pour 18% au chiffre d'affaires du Groupe ont subi une année difficile, en particulier aux Etats-Unis où le chiffre d'affaires est en diminution d'environ 11% par rapport à celui de 2007. Cette région est actuellement en perte d'exploitation. Des efforts significatifs ont été engagés pour rétablir la rentabilité de cette région en se concentrant sur une réduction de coût de production, sur des campagnes de ventes ciblées et par une amélioration de la qualité de nos livrables. Toutefois, compte tenu des difficultés économiques et opérationnelles, il n'y a aucune assurance que ces activités connaîtront à court terme un retour à la rentabilité.

La marge brute du Groupe reste stable à 32,5% contre 32% en 2007, mais elle s'est dégradée au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre de 32,9% en 2007 à 29,7% en 2008. La performance décevante du 4<sup>ème</sup> trimestre est essentiellement due à des problèmes rencontrés sur un petit nombre de contrat significatif au forfait qui font l'objet de renégociations et pour lesquels il a été nécessaire de comptabiliser une provision pour perte. VALTECH a provisionné 1 million d'euros sur le 4<sup>ème</sup> trimestre. Sans cette provision, la marge brute aurait atteint 33,4% au titre du 4<sup>ème</sup> trimestre ce qui peut être considéré comme acceptable.

Notre résultat opérationnel pour 2008 ressort à 2 940 K€ (2,9%) contre 5 145 K€ (4,8%) en 2007. La principale raison de cette diminution de notre résultat opérationnel provient de nos filiales situées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni dont le résultat opérationnel a baissé de 3,6 millions d'euros par rapport à 2007. Pour le reste du Groupe, le résultat opérationnel pour 2008 est en progression de 1,4 millions d'euros par rapport à 2007.

Les coûts de commercialisation et de marketing sont plus ou moins constants et représentent un pourcentage du chiffre d'affaires égal à 6,5% en 2008 par rapport à 6,24% en 2007.

Les conditions difficiles du marché sont gérées par un contrôle rigoureux des coûts ainsi que des frais généraux afin d'essayer d'anticiper toute réduction soudaine des projets dans les différentes zones géographiques.

Les rentabilités avant et après impôts ont respectivement diminué de 1,5 millions d'euros (3,6 millions d'euros en 2007) et de 1,2 millions d'euros (2,6 millions d'euros en 2007), le Groupe continuant à utiliser des crédits d'impôts disponibles là où cela pouvait être le cas.

Les raisons principales de cette évolution négative sont :

- La dernière partie des coûts finaux se rapportant à l'alliance stratégique qui n'a pas aboutie en 2007 et qui ont été comptabilisés dans les premiers mois de 2008 pour un montant de 0,3 million d'euros.
- Une perte de notre Joint Venture Coréenne de 0,3 million d'euros due à des conditions de marché difficiles en 2008.
- L'année dernière, des crédits d'impôts différés ont été comptabilisés au Danemark et en Suède et ont eu un impact positif en 2007 à hauteur d'un million d'euros.
- Au cours de l'année 2008, les crédits d'impôts différés liés à des pertes reportables de Synaris AG ont été activés pour un montant de 0,6 million d'euros.

La masse salariale totale (incluant l'ensemble des primes, commissions et cotisations sociales) représentait 61 496 K€ par rapport à 66 005 k€ en 2007.

Le Groupe a enregistré des entrées nettes de trésorerie pour l'exercice 2008 de 4 272 k€ et a clôturé l'exercice avec une disponibilité en trésorerie de 9 591 K€ compensée par des découverts de 5 721 k€.

Un résumé des mouvements intervenus au cours de l'exercice figure ci-après :

	<b>Millions d'Euros</b>
Entrées brutes provenant de l'activité opérationnelle	5,6
Variation du fonds de roulement	1,1
<b>Trésorerie nette d'exploitation</b>	<b>6,7</b>
Dépenses d'investissement	(0,5)
Flux négatifs dus aux acquisitions	(2,0)
Augmentation de Capital	
Remboursements de prêts	0,1
Autres mouvements	
<b>Evolution de la trésorerie &amp; équivalents</b>	<b>4,3</b>

En novembre 2008, la Société VALTECH AB (Suède) a acquis la Société KIARA SKANDINAVIA, elle-même société mère de la Société KIARA AB. VALTECH AB a souscrit un engagement de complément de prix au titre de l'acquisition de KIARA SKANDINAVIA.

Les sorties de trésoreries dues aux acquisitions antérieures concernent des paiements différés de complément de prix correspondant à l'acquisition de VALTECH AGENCY (ACDSI).

Début octobre 2008, VALTECH TECHNOLOGY SOLUTIONS INDIA PRIVATE LIMITED détenue par le Groupe à hauteur de 95% a été absorbée par la Société INDIA SYSTEMS PRIVATE LIMITED (ex MAJORIS), elle même détenue par le Groupe à hauteur de 100%. Cette fusion a généré une dilution de cette entité jusqu'à 0,0148%. Cette dilution a généré une charge de 11k€ dans le résultat du Groupe et une augmentation d'un même montant dans les intérêts minoritaires. Cette charge a été comptabilisée dans le résultat financier.

### Actifs financiers (en K€)

	Brut	Amortissement	Net
Investissements dans des sociétés :			
VALTECH CO. LTD (Korea)	2 674	2 460	214
Total	2 674	2 460	214
Autres investissements :			
Medhost Inc.	4 484	4 187	296
Prêts :			
Prêt à VALTECH CO. LTD (Korea)	-	-	-
Autres actifs financiers :			
Dépôts :			
Etats-Unis	73	-	73
France	196	-	196
Suède	-	-	-
Danemark	293	-	293
Allemagne	11	-	11
Royaume Uni	1 358	-	1 358
Inde	242	-	242
Autre			
Etats Unis	10	-	10
Total	2 183	-	2 183
Total des actifs financiers	9 340	6 647	2 693

### Provisions sur créances clients

VALTECH a comptabilisé des provisions pour créances clients à hauteur de 0,3 million d'euros en 2008.

### I.3. SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

Les fonds propres du groupe ressortent à 31 millions d'euros au 31 décembre 2008 comparés à 31,6 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Les entrées nettes de trésorerie au titre de l'exercice ont été positives, tel que souligné au point I.2, la direction estime que la performance commerciale du Groupe associée à une stratégie se concentrant davantage sur la gestion des besoins en fonds de roulement (en particulier le recouvrement de créances) permettront d'améliorer encore sa trésorerie.

Au 31 décembre 2008, VALTECH disposait d'engagements hors bilan d'environ 13,9 millions d'euros relatifs à des loyers futurs de bureaux. Ce chiffre ne comprend aucun revenu dégagé d'une quelconque sous-location. Certains baux devraient faire l'objet d'une renégociation, d'un renouvellement ou d'une autre modification au cours de l'exercice 2009 de sorte que les locaux des sociétés du Groupe demeurent en phase avec la croissance de l'activité.

**Détail des lignes de crédit dont bénéficie VALTECH au 31 décembre 2008**

Caractéristiques des titres émis ou des emprunts contractés	Taux variable	Montant global des lignes ('000)	Tirage au 31 décembre 2008 ('000)	Échéances	Existence ou non des couvertures
<b>Ligne de crédit spot FORTIS</b>	6.69% (Euribor 3 mois + 2 points)	1 600 euros	1 200 euros	Renouvellement par fourniture de nouvelles factures clients	Factures clients
<b>Facilité de caisse FORTIS</b>	Euribor 3 mois + 2%	400 euros	0 euro	Renouvellement par fourniture de nouvelles factures clients	Factures clients
<b>Ligne de crédit factoring BNP FACTOR</b>	Euribor 3 mois + 0,5%	5 000 euros	2 756 euros	Renouvellement par fourniture de nouvelles factures clients	Factures clients
<b>Prêt moyen terme FORTIS</b>	6.69% Euribor 3 mois + 2 points	2 000 euros	0	Dernière échéance remboursée le 30/06/2008	
<b>Ligne de crédit SILICON VALLEY BANK</b>	10,25 % variable	3 500 USD	3 100 USD	Par renouvellement	Factures clients
<b>Ligne de crédit HSBC</b>	Taux de base + 2%	600 GBP	0 GBP	Avril 2009	Garantie par les actifs de la société
<b>Nordea Overdraft Bank</b>	5,875% variable	3 000 DKK	0 DKK	décembre 2008	Néant
<b>Ligne de crédit UTI Bank</b>	10% variable	INR 39,500,	500 INR	décembre 2008	Valtech SA / Garantie bancaire à hauteur d'un montant maximum de 875 000 €
<b>Prêt Handelsbanken</b>	Taux intérêts variable (5 % au 31 décembre 2008)	2 350 SEK	1 750 SEK	Décembre 2013	Valtech AB a nanti ses actifs à Handelsbanken pour un montant indéterminé dans la limite de 3 140 000 SEK et 1 000 actions de Kiara Scandinavia
<b>Prêt CIC</b>	Euribor à 3 mois +0,593 points	500 euros	422 euros	Mai 2011	Caution de VALTECH SA



## **I. 4. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DU GROUPE**

La stratégie de VALTECH est de rester à l'avant-garde du développement logiciel. Elle assiste dans ce cadre de nombreux clients quotidiennement dans leur activité de recherche et développement. Toutefois, aucune activité interne n'a été mise à l'actif du bilan au titre de la R & D au cours de l'exercice 2008.

## **II. PRESENTATION DES COMPTES DE LA SOCIETE MERE VALTECH SA**

### **II. 1. ACTIVITES ET RESULTATS DE VALTECH SA POUR L'EXERCICE 2008**

#### **Activités de VALTECH SA**

VALTECH SA exerce une activité de conseil en management, de conseil en informatique et de réalisation de projets en France ou en collaboration avec son centre offshore en Inde.

#### **Résultats de VALTECH SA**

Le chiffre d'affaires de Valtech SA a atteint 32 975 K € en 2008, ce qui représente une augmentation de 2,48 % par rapport à 2007.

Les charges d'exploitation s'élèvent à un montant de 33 098 K€ en 2008, en baisse de 1 ,52 % par rapport à 2007.

Le résultat d'exploitation, en nette progression, s'élève à 1 282 K€ en 2008 contre 263 K € en 2007.

Le résultat financier s'élevait à 5 439 K € en 2008, contre 1 213 K€ en 2007. Cette augmentation est due au produit financier net résultant de la reprise de provision sur titres de participation de 3 963 K€ en 2008, calculée dans le cadre de la revue annuelle effectuée par la Direction de la juste valeur des actifs et des participations.

Les dividendes perçus des filiales s'élèvent à 1 162 K € en 2008 contre 1 869 K€ en 2007.

Après un résultat exceptionnel de 841 K € en 2008, contre 980 K € en 2007, le résultat net de Valtech SA ressort à 6 028 K € contre 841 K € en 2007.

#### **Bilan**

#### **Evolution du capital au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008**

Le capital de VALTECH S.A n'a pas fait l'objet d'une évolution au cours de l'exercice 2008. Il est de 1 351 534,90 Euros.

#### **Détails du bilan**

Les comptes sociaux de VALTECH SA incluent des capitaux propres d'un montant de 60 800 K€ (contre 54 772 K€ en 2007).

L'endettement externe de VALTECH SA, atteint 1 871 K€ contre 1 913 K€ en 2007. Les disponibilités s'élèvent à 3 320 K€ contre 1 125 K€ en 2007.

L'essentiel des actifs de VALTECH est constitué des valeurs des participations dans ses filiales, ainsi que des créances détenues vis-à-vis de ces filiales. VALTECH continue de détenir une participation dans le capital de MEDHOST, éditeur de logiciels américain.

## II.2 PRISES DE PARTICIPATIONS & RESUME DES ACTIVITES DES FILIALES

Les participations directes et indirectes détenues par VALTECH SA sont les suivantes :

- 100% dans le capital de la société VALTECH Training S.A., filiale française,
- 100% dans le capital de la société VALTECH Agency S.A.S., filiale française,
- 100% dans le capital de la société VALTECH Technology Consulting S.A.S., filiale française,
- 100% dans le capital de la société VALTECH Axelboss S.A.S., filiale française,
- 95,01% dans le capital de la société VALTECH Offshore, filiale française, 4,99% étant détenus par la société de droit américain, Chesapeake Group qui détient elle-même 0,3% dans le capital de la société VALTECH India System Private Limited après la fusion de VALTECH India Technologie Solutions Private Limited avec VALTECH India System Private Limited,
- 100% dans le capital de la société VALTECH Ltd, filiale anglaise,
- 100% dans le capital de la société VALTECH Technologies Inc., filiale américaine,
- 100% dans le capital de la société VALTECH AB, filiale suédoise qui détient elle-même 100% dans le capital de la société Overland Mobile Kommunikation AB, filiale suédoise,
- 100% dans le capital de la société Kiara Scandinavia qui détient elle-même 100% de la société Kiara AB,
- 100% dans le capital de la société VALTECH A/S, filiale danoise,
- 100% dans le capital de la société Synaris AG, filiale allemande qui détient elle-même 100% dans le capital of VALTECH GMBH, filiale allemande,
- 99,7% dans le capital de la société VALTECH India Systems Private Limited, filiale indienne,
- 100% dans le capital de la société VALTECH india Software Services Private Limited, filiale indienne,
- 50,793% dans le capital de la société VALTECH CO.LTD., société coréenne.

Les chiffres d'affaires 2008 de ces filiales sont les suivants :

En milliers d'euros	
VALTECH Training S.A.	5 985
VALTECH Agency S.A.S.	3 449
VALTECH Ltd.	11 714
VALTECH Technologies Inc.	15 192
VALTECH AB	11 507
Overland Mobile Kommunikation AB	0
Kiara Scandinavia	0
Kiara AB	283
VALTECH A/S	11 911
Synaris AG	0
VALTECH GMBH	8 871
VALTECH India Systems Private Limited	6 661
VALTECH India Software Services Private	289
VALTECH Offshore SA (95%)	0
Valtec Co Ltd (50,793%)	3 615

Les deux sociétés françaises supplémentaires (VALTECH Axelboss SAS et VALTECH Technologies Consulting SAS) dont le capital est détenu à 100% par VALTECH SA avaient été constituées en vue de permettre le cas échéant la filialisation des activités françaises opérationnelles. Ces sociétés n'ont pas eu d'activité en 2008.

## **II.3 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT ENGAGES PAR VALTECH S.A.**

VALTECH n'a pas entrepris de travaux de recherche et développement significatifs en 2008.

## **III. EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE ET PERSPECTIVES**

### **Activité depuis la clôture du dernier exercice**

**Le chiffre d'affaires est en baisse de 20,2% par rapport à T1 2008, chaque région est confrontée à des baisses.**

Le chiffre d'affaires a baissé de 20,2%, les variations de change contribuant négativement à hauteur de 1,9%, et l'acquisition de Kiara contribuant positivement à hauteur de 1.4%.

Toutes les régions sont affectées par les conditions de marché difficiles. Chaque unité enregistre un chiffre d'affaires sur T1 2009 inférieur à celui de T1 2008.

Les Etats-Unis et l'Asie sont les plus touchés avec une baisse de 60% par rapport à 2008. Les activités de Valtech ont été matériellement impactées à la fois par la récession qui touche les Etats- Unis et l'Asie et par des problèmes rencontrés sur des projets spécifiques.

Nos entités françaises ont observé une baisse de 6,6% sur T1 2009 par rapport à T1 2008. Le reste de l'Europe est en baisse de 19,3%, le Royaume-Uni contribuant pour une part significative à cette baisse. La Suède confirme ses bonnes performances de 2008 : c'est le seul pays qui a amélioré son chiffre d'affaires par rapport à T1 2008.

### **La Marge Brute est en baisse à 30,6%, contre 33,3% pour T1 2008**

La baisse de 2,7% de la Marge Brute provient principalement de problèmes rencontrés sur un petit nombre de projets au forfait.

### **Le résultat opérationnel courant est à l'équilibre**

Le résultat opérationnel du Groupe pour le premier trimestre qui s'élevait à 1,5 million d'euros en 2008 devrait revenir au point mort sur cette même période en 2009.

Les Etats-Unis et l'Asie sont toujours en perte d'exploitation. Nous déployons les efforts nécessaires pour rétablir la rentabilité de cette région, sur la base de campagnes de vente ciblées et de baisse de nos coûts.

### **Commentaires sur la performance du premier trimestre**

Comme prévu, 2009 sera une année difficile pour les sociétés de service informatique, et Valtech ne fait pas exception. Nous ressentons la récession dans pratiquement tous les pays. De plus, nous devons renégocier certains de nos projets au forfait, ce qui impacte négativement notre rentabilité.

Nous allons poursuivre notre stratégie de simplification et d'unification de Valtech qui s'articule autour de nos offres Agile et Agency. Cette stratégie capitalise sur plus d'une décennie de projets Agile et e- business réussis. Cette stratégie vise à nous positionner en tant que leader mondial dans les technologies Agile auprès de sociétés leaders sur leur marché grâce à notre offre Agile Transformation. Nous renforçons notre position de leader Européen en e-business avec une offre complète englobant le e-marketing, le design, la création et le développement de solutions e-business front et back.

#### **IV. DIVIDENDES VERSES AU COURS DES EXERCICES PRECEDENTS**

La Société n'a pas versé de dividendes au cours des trois derniers exercices.

#### **V. AFFECTATION DES RESULTATS**

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de VALTECH SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, soit 6 028 048 euros, au poste "Report à nouveau" qui sera ainsi porté de -9 234 700 euros à - 3 206 652 euros.

#### **VI. CONVENTIONS VISEES PAR L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE**

Le conseil d'administration a donné toutes informations utiles aux Commissaires aux Comptes afin de leur permettre d'établir leur rapport spécial sur les conventions visées par l'article L.225-38 du Code de Commerce, c'est-à-dire celles qui ont pu intervenir entre la Société et des administrateurs, des dirigeants ou des sociétés dans lesquelles les administrateurs ou dirigeants de la Société peuvent avoir des intérêts ou entre la Société et l'un de ses actionnaires détenant plus de 10% du capital social ou entre la Société et une société contrôlant une société actionnaire détenant plus de 10% du capital social.

#### **VII. DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT**

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune des dépenses visées aux articles 39-4 et 39-5 du même Code, non déductibles du résultat fiscal.

#### **VIII. APPROBATION DES COMPTES**

Nous vous remercions de bien vouloir approuver, après lecture des rapports des Commissaires aux Comptes, les comptes sociaux et consolidés qui vous ont été présentés.

#### **IX. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE - OBJECTIFS ET POLITIQUE DE LA SOCIETE EN MATIERE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS, POLITIQUE CONCERNANT LA COUVERTURE DE CHAQUE CATEGORIE PRINCIPALE DE TRANSACTIONS PREVUES POUR LESQUELLES IL EST FAIT USAGE DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE. EXPOSITION DE LA SOCIETE AUX RISQUES DE PRIX, DE CREDIT, DE LIQUIDITE ET DE TRESORERIE**

##### **IX.1 RISQUES DE MARCHE**

###### **Risque de liquidité**

Au 31 décembre 2008, le groupe VALTECH avait des dettes pour un montant de 6,62 millions d'euros, comprenant :

- |                            |                       |
|----------------------------|-----------------------|
| • Des crédits-baux         | 0,27 million d'euros  |
| • Des découverts bancaires | 5,72 millions d'euros |
| • Autres crédits           | 0,63 million d'euros  |

Caractéristiques des titres émis ou des emprunts contractés	Taux variable	Montant global des lignes (*000)	Tirage au 31/12/2008 (*000)	Échéances	Existence ou non des couvertures
<b>Ligne de crédit spot FORTIS</b>	6.69% (Euribor 3 mois + 2 points)	1 600 euros	1 200 euros	Renouvellement par fourniture de nouvelles factures clients	Factures clients
<b>Facilité de caisse FORTIS</b>	Euribor 3 mois + 2%	400 euros	0 euro	Renouvellement par fourniture de nouvelles factures clients	Factures clients
<b>Ligne de crédit factoring BNP FACTOR</b>	Euribor 3 mois + 0,5%	5 000 euros	2 756 euros	Renouvellement par fourniture de nouvelles factures clients	Factures clients
<b>Prêt moyen terme FORTIS</b>	6.69% Euribor 3 mois + 2 points	2 000 euros	0	Dernière échéance remboursée le 30/06/2008	
<b>Ligne de crédit SILICON VALLEY BANK</b>	10,25% variable	3 500 USD	3 100 USD	Par renouvellement	Factures clients
<b>Ligne de crédit HSBC</b>	Taux de base + 2%	600 GBP	0 GBP	Renouvelable en Avril 2009	Garantie par les actifs de la société
<b>Nordea Overdraft Bank</b>	5,875% variable	3 000 DKK	0 DKK	Décembre 2008	Néant
<b>Ligne de credit UTI Bank</b>	10% variable	INR 39,500,	500 INR	Décembre 2008	Valtech SA / Garantie bancaire à hauteur d'un montant maximum de 875 000 €
<b>Prêt Handelsbanken</b>	Taux intérêts variable (5 % au 31 décembre 2008)	2 350 SEK	1 750 SEK	Décembre 2013	Valtech AB a donné en garantie ses actifs à Handelsbanken pour un montant indéterminé dans la limite de 3 140 000 SEK et 1 000 actions de Kiara Scandinavia
<b>Prêt CIC</b>	Euribor à 3 mois +0,593 points	500 euros	422 euros	Mai 2011	Caution de VALTECH SA
<b>Ligne de credit UTI Bank</b>	10% variable	INR 39,500	500 INR	Décembre 2008	Dette garantie par les actifs corporels
<b>Prêt Handelsbanken</b>		2 350 SEK	1 750 SEK	déc-13	
<b>Prêt CIC</b>	Euribor à 3 mois +0,593 points	500 euros	422 euros	mai-11	Caution de VALTECH SA

VALTECH Training bénéficie d'un prêt consenti par la Banque CIC, d'un montant maximum de 500 000 euros avec un taux d'intérêts Euribor trois mois majoré de 0,593 points.

VALTECH AB bénéficie d'un prêt consenti par la Banque Handelsbanken, d'un montant de 2 350 000 SEK relatif à l'acquisition de la société KIARA Scandinavia. La société VALTECH AB a donné en garantie ses actifs au profit de la Banque Handelsbanken pour un montant indéterminé dans la limite de 3 140 000 SEK ainsi que 1 000 actions de la société KIARA Scandinavia.

Les termes spécifiques de ces différents contrats de prêt sont les suivants :

- La première ligne de facilité de caisse FORTIS Overdraft est détenue par VALTECH SA pour un montant maximal de 1,6 million d'euros. Cette ligne ne comporte pas de «covenants» spécifiques, mais peut être interrompue par Fortis en cas de "dégradation forte de l'activité de VALTECH", sans que les conditions caractérisant cette «forte dégradation» soient détaillées. En cas d'arrêt de cette ligne, VALTECH SA peut transférer son besoin de tirage éventuel sur la ligne de crédit BNP Factor.
- La seconde ligne Fortis concerne VALTECH Training pour un montant de 0,4 million d'euros. Cette ligne comporte des «covenants» similaires à ceux de la ligne de crédit principal de VALTECH SA tel que décrit ci-dessus.
- La ligne BNP Factor d'affacturage concerne VALTECH SA pour un montant maximal de 5 millions d'euros. Cette ligne ne comporte pas de «covenants» spécifiques et dépend du niveau de créances éligibles détenues par la société.
- La ligne de crédit Silicon Valley Bank est détenue par VALTECH US pour un montant total de 3,5 millions de dollars. Les principaux «covenants» sur cette ligne de crédit concernent le ratio de liquidité et les résultats de l'EBITDA (excédent brut d'exploitation) sur une période glissante de 3 mois. Le ratio de liquidité, qui ne doit pas être inférieur à 1,5 minimum, est défini comme le rapport entre la trésorerie disponible sur le compte Silicon Valley Bank cumulée au montant des créances clients éligibles données en garantie à Silicon Valley Bank et aux dettes fournisseurs dues depuis plus de 60 jours. L'excédent brut d'exploitation doit être à 0 sur une période glissante de 3 mois. Le taux d'intérêt applicable est égal au taux de base majoré de 1,25%.
- La ligne de crédit HSBC détenue par VALTECH UK est d'un montant limité à 600 000 GBP. Elle ne comporte pas de «covenants» spécifiques et est soumise à une renégociation et à un renouvellement annuel (le renouvellement doit intervenir en avril chaque année). HSBC a indiqué qu'il ne devrait y avoir aucune difficulté quant au renouvellement intervenant en avril 2008.

### Risque de taux

EUR'000	Total	A 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
<b>Passifs financiers</b>				
Découverts bancaires (comprenant les montants de l'affacturage BNP)	5 721	5 721	-	-
Crédit-Bail	270	167	103	-
Autres prêts	627	466	161	-
<b>Actifs financiers</b>				
Cautions données	2 173	241	501	1 431
Position nette avant gestion des risques	(4 445)	(6 113)	237	1 431
Hors bilan	N/A	N/A	N/A	N/A
Position nette après gestion des risques	(4 445)	(6 113)	237	1 431

- . Les découverts bancaires font l'objet de différents taux d'intérêts selon les pays.
- . Les crédits-baux concernent principalement du matériel informatique et ont une durée moyenne de 3 ans.
- . Les cautions correspondent à des engagements de loyers immobiliers. Selon les cas, certaines cautions génèrent des intérêts financiers auxquels le groupe pourra prétendre à la fin du bail. Sur le dépôt de 1 431 K€, dont la durée est supérieure à 5 ans, 1 358 K correspond aux locaux de Londres dont le bail expirera en 2015.

Le risque de taux de VALTECH provient des taux d'intérêt variables sur les lignes de crédit et d'affacturage en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Le montant d'emprunt maximum au titre de ces accords s'élève à 11 842 K€. A ce niveau d'emprunt, une variation de 1% des taux d'intérêt augmenterait les frais financiers de VALTECH d'environ 118 000 euros.

## Risque de change

La sensibilité des résultats du Groupe aux risques de change résulte de la traduction en euros (monnaie de référence des comptes de VALTECH) des résultats libellés dans des monnaies autres que l'euro (celles des filiales et participations situées aux Etats Unis, au Royaume Uni, au Danemark, en Suède, en Inde et en Corée) (devises de reporting de VALTECH SA).

A l'exception de l'Inde, les sociétés du groupe VALTECH concentrent traditionnellement leurs opérations sur leurs propres zones géographiques et leurs activités sont libellées en monnaie locale. Ainsi, les risques de change au titre de ces opérations sont limités.

VALTECH dispose d'une activité significative en Inde de sous-traitance de projets vendus en monnaies locales par ses filiales en Europe et aux Etats-Unis. Les coûts de VALTECH India sont constatés en «roupie». La valeur de la «roupie» a tendance à fluctuer en liaison avec le dollar américain. En 2008, le coût de sous-traitance des filiales de VALTECH est facturé en euro.

L'objet du tableau suivant est de calculer le risque de perte en devises sur les actifs, passifs et engagements hors bilan sur la base d'une hypothèse d'évolution défavorable et uniforme de un pour cent de la devise dans laquelle les comptes sont établis face à la totalité des devises concernées.

EUR'000	Dollar US	Livre Sterling	Couronne suédoise	Couronne danoise	Roupie indienne	Won coréen
Total actifs (net de facture intragroupe)	9,851	4,236	53,678	37,947	607,723	1,568,380
Prêt en devises hors zone *	0					
Actifs en devises après éliminations	9,851	4,236	53,678	37,947	607,723	1,568,380
Total Passifs (A)	9,705	3,619	30,016	15,819	200,362	870,480
Dette en devises hors zone *(B)						
éliminations intercos (C)	(3,523)	(750)	(486)	(3,877)	(76,020)	
Passifs en devises après éliminations (A)+(B)-©	6,182	2,869	29,530	11,942	124,342	870,480
Avals et cautions données en devises	875	5,225	3,140		500	
Position nette avant gestion du risque en devises [actifs (moins interco) - passifs (moins interco)]	3,669	1,367	24,148	26,005	483,381	697,900
Couverture						
Position nette après gestion du risque en devises – actif - (passif)	3,669	1,367	24,148	26,005	483,381	697,900
Taux de conversion	0.71855	1.04987	0.092	0.13422	0.01466	0.00054
Position nette avant gestion du risque en euros	2,636	1,435	2,222	3,490	7,086	377
Position nette après gestion du risque en euros	2,636	1,435	2,222	3,490	7,086	377
Hypothèse d'évolution défavorable de la devise de 1 cent d'euros par rapport à la devise	26	14	22	35	71	2



## Risque sur actions

VALTECH possède 214 900 actions propres (voir Note 8.2 des annexes des comptes consolidés). Le cours desdites actions fluctue, par définition, selon les conditions du marché boursier.

## IX.2. ASSURANCES ET COUVERTURES DES RISQUES

VALTECH a souscrit dans chacune de ses filiales des assurances pour couvrir les risques suivants :

1. assurances des personnes employées pendant leur activité professionnelle,
2. assurance des locaux et matériels utilisés,
3. assurances des véhicules de la société utilisés par les employés,
4. assurances en responsabilité civile pour les conséquences de malfaçon sur les systèmes informatiques auxquels VALTECH contribue,
5. assurances des dirigeants de chaque filiale.

Les couvertures d'assurance suivantes étaient en vigueur au 31 décembre 2008 :

	Responsabilité Civile (4.)	Assurances Multi-risques (incluant les risques 1.2.et 3. ci-dessus)	Responsabilité civile des mandataires sociaux (5.)
<b>FRANCE</b> Montant de la couverture Montant de la prime	EUR 13.000.000 EUR 31 858	EUR 1 500 984 EUR 10 588	EUR 7 700 000 EUR 16 109
<b>ROYAUME UNI</b> Montant de la couverture Montant de la prime	GBP 5.000.000 GBP 32.218	GBP 20.500.000 GBP 31.422	GBP 1.000.000 GBP 1.597
<b>ETATS-UNIS</b> Montant de la couverture Montant de la prime	USD 5.000.000 USD 31.026	USD 11.000.000 USD 73.090	USD 5.000.000 USD 36.319
<b>SUEDE VALTECH AB</b> Montant de la couverture Montant de la prime globale	SEK 2 000 000 SEK 65.928 ( <i>Prime globale pour toutes les assurances</i> )	SEK 130 000 000 SEK 65.928 ( <i>Prime globale pour toutes les assurances</i> )	SEK 1 000 000 (*) SEK 65.928 ( <i>Prime globale pour toutes les assurances</i> )
<b>DANEMARK</b> Montant de la couverture Montant de la prime	DKK 17 000 000 DKK 60 243	DKK 8 719 000 DKK 29 178	DKK 10 000 000 DKK 15 937
<b>INDIA</b> <b>VALTECH INDIA SYSTEMS PRIVATE</b> <b>VALTECH INDIA SOFTWARE SERVICE PRIVATE</b> Montant de la couverture Montant de la prime			
<b>ALLEMAGNE</b> Montant de la couverture Montant de la prime	EUR 2 000 000 EUR 3 998	EUR 336 464 EUR 3 830	

(\*) Seulement pour Kiara

La société Valtech est soumise à un certain nombre d'obligations de confidentialité dans de nombreux territoires où elle exerce ses activités. Le conseil d'administration considère que donner davantage de détail sur le coût financier et les niveaux de couvertures en place dans chaque pays reviendrait à communiquer des informations sur lesquelles elle a un engagement de confidentialité. Valtech estime toutefois que les assurances souscrites dans chacune de ses filiales lui donnent une bonne couverture des risques de sinistres éventuels. Les consultants de Valtech effectuent l'essentiel de leurs tâches dans les locaux des clients et il a été estimé qu'aucun sinistre (feu, explosion, etc) dans un des bureaux de Valtech ne pourrait entraîner une perte de chiffre d'affaires supérieure à 1% du chiffre d'affaires mensuel du groupe. Un tel sinistre ne saurait par ailleurs se prolonger au-delà d'une durée d'un mois. Ainsi, à l'exception du Royaume-Uni où Valtech exerce son activité au sein de la City à Londres, les activités de Valtech n'ont souscrit à aucune assurance relative à une interruption d'activité prolongée.

### IX.3 RISQUES LIES AUX PRIX ADDITIONNELS

L'acquisition, en 2008, de la société KIARA Scandinavia, laquelle détient 100% de la société KIARA AB (filiale suédoise de VALTECH), comprend des dispositions prévoyant des compléments de prix aux termes d'une clause d'earn-out, d'un montant de 380 000 euros.

### X. INFORMATIONS SUR LES CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

Les activités de VALTECH ne mettant en jeu aucun processus de production et/ou de fabrication ne constituent pas une agression de l'environnement naturel. Des règles et procédures locales encouragent autant que possible les salariés à réduire leur utilisation des ressources non renouvelables, y compris en limitant leurs déplacements. Dans cette mesure, il n'y a pas d'informations environnementales particulières à signaler.

### XI. PERSONNEL SALARIE

#### XI.1 INFORMATIONS SUR LES CONSEQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

<b>Informations concernant l'effectif</b>	
Effectif total ( <i>moyenne annuelle</i> ) :	216
Embauches ( <i>moyenne annuelle</i> ):	
- embauches de CDI :	63 en 2008 soit 5,25 en moyenne
- embauches de CDD :	3 en 2008 soit 0,25 en moyenne
Difficultés éventuelles de recrutement ( <i>analyses</i> )	aucune
Motif des licenciements pour :	
- cause réelle et sérieuse :	2
- faute grave :	1
- faute lourde :	0
- suivi de transaction :	3
- économique :	2
Heures supplémentaires	0
Main d'œuvre extérieure à la Société	9
Informations relatives au plan de réduction des effectifs et de sauvegarde de l'emploi :	
- effort de reclassement	Néant
- réembauches et mesures d'accompagnement :	Néant
( <i>le cas échéant</i> )	
<b>Informations relatives au temps de travail</b>	
Organisation du temps de travail :	
- nombre de salariés à temps plein :	202
- nombre de salariés à temps partiel :	5
Durée du travail pour les salariés :	
- à temps plein :	151,67 h pour les non cadres ou cadres sédentaires et forfait de 218 jours pour les cadres itinérants
- à temps partiel :	Etam à 108,25 h ou 32,50 h et cadres au forfait de 109, 196, 193 jours ou à 174 jours
Motifs et durée de l'absentéisme :	
- maladie : (*)	460
- accident du travail et trajet : (*)	19
- maternité et paternité : (*)	Maternité : 302 jours Paternité : 96 jours
-	
- congés autorisés (événements familiaux, congés formation) :	77
- autres causes (injustifiées et congé sans solde) :	322,5

Evolution annuelle de la rémunération : - charges sociales : - égalité professionnelle hommes/femmes :	Hausse des salaires d'environ 5,24 % Il n'y a pas de discrimination salariale entre les employés féminins et masculins
Relations professionnelles et bilans des accords collectifs :	Pas de Syndicat 1 seul accord collectif : 35 heures 2 comités d'entreprise d'établissement composés de 1 titulaire et 1 suppléant pour Paris et de 2 titulaires et 1 suppléant pour Toulouse – Réunions mensuelles 1 comité d'entreprise central qui se réunit 2 fois par an au siège Délégué du personnel : 1 élu titulaire + 1 suppléant pour Paris 1 élu titulaire à Toulouse – Réunions mensuelles
Conditions d'hygiène et de sécurité : - existence ou non de risques majeurs : - fréquence des réunions du CHSCT : - taux d'accident du travail :	Néant trimestriel 1,1
Formation : - budget formation, en ce compris les salaires : - nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation en 2007	1,60% 86
Emploi et insertion des travailleurs handicapés :	1
Œuvres sociales :	comité d'entreprise
Importance de la sous-traitance :	46 sous-traitants en régie soit 2920 jours 3 sous-traitants au forfait
Informations relatives à la prise en compte, par la Société, de l'impact territorial de ses activités quant à l'emploi et au développement territorial	Néant
Eventuellement, relations avec les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les populations riveraines	Relation avec établissement d'enseignement pour les stagiaires, le recrutement
Importance de la sous-traitance et la façon dont la Société promeut auprès de ses filiales et s'assure du respect par ses dernières des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.	Néant
Façon dont les filiales étrangères prennent en compte l'impact de leurs activités sur le développement régional et les populations locales.	Néant

## XI.2 INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL DU GROUPE

VALTECH avait 1 109 salariés et équivalents au 31 décembre 2008 en incluant les travailleurs indépendants et les sous-traitants (77 personnes).

Le tableau ci-dessous indique la répartition des salariés à la fin de chaque période indiquée :

	Au 31/12/04	Au 31/12/05	Au 31/12/06	Au 31/12/07	Au 31/12/08
Salariés de VALTECH	1 072	1 130	1 197	1 316	1 109
Dont Consultants	906	954	1 079	1 148	940

Le taux d'utilisation des consultants était de 72% en 2008.

Le taux d'utilisation est défini par le ratio entre le nombre total de jours facturés aux clients de la société sur le nombre total de jours disponibles du personnel facturable hors week-end, jours fériés, congés et RTT.

Le personnel facturable représentait 85% des effectifs en 2008, en baisse en comparaison du taux 2007, qui s'élevait à 87%.

En vertu de la loi n°98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail et de la loi n°2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail, toutes les entreprises relevant de la législation française, employant plus de 20 salariés sont tenues d'appliquer les règles afférentes aux 35 heures de travail par semaine. Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 janvier 2000, cette durée légale est applicable rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

En outre et conformément à la législation applicable ci-dessus, un accord collectif a été signé le 22 juin 1999 entre les organisations patronales et les syndicats, parties à l'accord SYNTEC applicable aux professions d'études techniques, d'ingénierie et de conseil. Cet accord collectif a été étendu par un arrêté ministériel du 21 décembre 1999 aux professions d'études techniques, d'ingénierie et de conseil.

Le 21 décembre 1999, VALTECH a conclu un accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail avec les organisations syndicales CFDT et CFE-CGC. Cet accord vise l'ensemble du personnel de la société à l'exclusion de ses cadres dirigeants. Cet accord est entré en vigueur le 31 décembre 1999.

## **XII. AUTRES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIETE**

### **XII.1 CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2008**

**Nombre d'actions ordinaires émises** : 88 668 358 actions ordinaires émises toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Il n'y a pas de valeur nominale.

**Montant du capital émis et intégralement libéré** : 1 351 534,90 euros.

### **XII.2 CAPITAL AUTORISE MAIS NON EMIS – POINT SUR L'UTILISATION DES AUTORISATIONS GLOBALES ET INDIVIDUELLES CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration n'a disposé au cours de l'exercice 2008 d'aucune délégation à effet d'augmenter le capital social.

### **XII.3 TITRES NON REPRESENTATIFS DU CAPITAL**

*Néant.*

### **XII.4 AUTRES TITRES DONNANT ACCES AU CAPITAL**

#### **XII.4.1 Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises (BSPCE)**

Un tableau exhaustif des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise émis par la société et en cours de validité dans le cadre des autorisations conférées par l'assemblée générale figure au § XII.4.4 ci-après.

#### **XII.4.2 Options de souscription d'actions**

(Cf. le rapport spécial établi par le conseil d'administration en application de l'article L.225.184 al. 1 du code de commerce.)

Un tableau exhaustif des options de souscription émis par la société dans le cadre des autorisations conférées par l'assemblée générale et en cours de validité figure au § XII.4.4 ci-après.

### XII.4.3 Ajustements apportés aux conditions d'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières composées émises par la Société

Il est rappelé que, suite à l'attribution gratuite des bons de souscription d'actions du 30 juillet 2003, il a été procédé aux ajustements suivants, conformément aux dispositions légales :

Conformément aux différentes autorisations conférées à cet effet au conseil d'administration par les assemblées ayant autorisé ou décidé l'émission ou l'attribution de valeurs mobilières composées (ABSA, BSA et BSPCE), le conseil d'administration du 9 juillet 2003 a décidé, en application des dispositions de l'article 171 du décret du 23 mars 1967, en vue de préserver les droits des titulaires de bons de souscription d'actions, d'actions à bons de souscription d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise préexistants, d'attribuer gratuitement à chaque titulaire de bons préexistants qui viendrait à les exercer un nouveau bon de souscription d'action par action nouvelle émise, en vue de lui permettre de souscrire dans les mêmes conditions et proportions que les actionnaires actuels de la société, des actions nouvelles de la société.

Ainsi, il a été prévu que chaque titulaire se verrait attribuer un nouveau bon de souscription d'action par action nouvelle émise en exercice des bons préexistants ; ces nouveaux bons de souscription ne seraient pas admis aux négociations sur un marché réglementé et revêtiraient obligatoirement la forme nominative. Toutefois, ils seraient cessibles.

Dix nouveaux bons de souscription permettraient de souscrire à une action nouvelle émise au prix de 1,50 €.

Ces nouveaux bons de souscription devaient être exerçables :

- pour les titulaires ayant exercé leurs bons de souscription d'action et de BSPCE préexistants, avant la fin de la période d'exercice des BSA gratuits, jusqu'à la fin de cette même période, (ces bons sont donc caducs depuis le 29 juillet 2005 – voir § XII.4.1 ci-dessus)
- pour les titulaires ayant exercé leurs BSPCE préexistants, après la fin de la période d'exercice des BSA gratuits, au plus tard dans les huit jours suivant leur exercice. Compte tenu de l'expiration des BSPCE concernés le 25 octobre 2008, le délai de souscription de ces BSA gratuits a expiré le 2 novembre 2008.

### XII.4.4 Résumé sous forme de tableaux des titres ou droits encore exerçables

#### Option de souscription d'actions

Autorisation de l'assemblée	09/02/99	09/02/99	05/11/99
<b>Date du conseil</b>	<b>16/02/99</b>	<b>16/02/99</b>	<b>19/04/01</b>
Options attribuées	985 410	459 660	2 440 169
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	<b>25 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prix de souscription	0,02	0,61 €	5,5 €
Date d'expiration	16/02/09	16/02/09	<b>19/04/06</b>
Options annulées	247 498	173 092	2 317 045
Options exercées au 31/12/2008	0	0	0

Autorisation de l'assemblée	05/11/99	04/04/02	04/04/02
<b>Date du conseil</b>	<b>03/10/01</b>	<b>25/10/02</b>	<b>24/09/03</b>
Options attribuées	3 680 379	4 766 784	468 131
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prix de souscription	1,43 €	0,39 €	1,03 €
Date d'expiration	<b>03/10/06</b>	<b>25/10/07</b>	23/09/08
Options annulées	3 414 478	1 232 622	468 131
Options exercées au 31/12/2008	0	0	0

Autorisation de l'assemblée	04/04/02	04/04/02	04/04/02
<b>Date du conseil</b>	<b>31/12/03</b>	<b>26/01/04</b>	<b>09/04/04</b>
Options attribuées	1 102 500	317 600	757 071
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	<b>0</b>	<b>42 500</b>	<b>10 000</b>
Prix de souscription	0,90 €	0,90 €	0,98€
Date d'expiration	30/12/08	25/01/09	08/04/09
Options annulées	1 102 500	275 100	747 071
Options exercées au 31/12/2008	0	0	0

Autorisation de l'assemblée	04/04/02	04/04/02	04/04/02
<b>Date du conseil</b>	<b>29/06/04</b>	<b>07/09/04</b>	<b>13/12/04</b>
Options attribuées	36 000	175 000	18 500
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	<b>0</b>	<b>30 000</b>	<b>1 500</b>
Prix de souscription	0,89 €	0,68 €	0,96 €
Date d'expiration	28/06/09	06/09/09	12/12/09
Options annulées	0	145 000	17 500
Options exercées au 31/12/2008	0	0	0

Autorisation de l'assemblée	04/04/02
<b>Date du conseil</b>	<b>30/05/05</b>
Options attribuées	2 128 500
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	<b>1 422 000</b>
Prix de souscription	0,87€
Date d'expiration	29/05/10
Options annulées	761 500
Options exercées au 31/12/2008	0

(1) Après déduction des options attribuées à des employés ayant quitté le Groupe dont les options sont devenues caduques.

### Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise

Autorisation de l'assemblée	04/04/02	27/06/03	27/06/03
<b>Date du conseil</b>	<b>25/10/02</b>	<b>26/01/04</b>	<b>09/04/04</b>
Bons attribués	5 844 675	162 000	1 311 426
<b>Actions de capital potentiel (1)</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>404 642</b>
Prix de souscription	0,39 €	0,97 €	0,98 €
Date d'expiration	25/10/07	25/01/09	08/04/09
Bons annulés	604 329	152 000	906 764
Bons exercés au 31/12/2008	0	0	0

(1) Après déduction des options attribuées à des employés ayant quitté le Groupe dont les options sont devenues caduques.

#### XII.4.5 Information relative à la dilution des actions de capital de la société (au 31 décembre 2008)

Nature des instruments potentiellement dilutifs	Date d'émission	Prix d'exercice	Détenteurs de ces instruments	Période d'exercice	Nombre d'actions auxquelles donnent droit ces instruments	Dilution potentielle pouvant résulter de l'exercice de ces instruments
<b>Capital initial: nombre d'actions composant le capital social au 31.12.08: 88,668,358</b>						
Options de souscription d'actions	16.02.99	0,01524	Salariés / Dirigeants étrangers	12.04.99 à 16.02.09	25 300	0,03%
Options de souscription d'actions	26.01.04	0,9	Salariés / Dirigeants étrangers	26.01.05 à 25.01.09	42 500	0,05%
Options de souscription d'actions	09.04.04	0,98	Salariés / Dirigeants étrangers	09.04.05 à 08.04.09	10 000	0,01%
Options de souscription d'actions	07.09.04	0,68	Salariés / Dirigeants étrangers	07.09.05 à 06.09.09	30 000	0,03%
Options de souscription d'actions	13.12.04	0,96	Salariés / Dirigeants étrangers	13.12.05 à 12.12.09	1 000	0,00%
Options de souscription d'actions	30.05.05	0,87	Salariés / Dirigeants français et étrangers	30.05.09 à 29.05.10	1 367 000	1,52%
<b>Dilution potentielle (options) sur la base d'un nombre d'actions de capital porté à 90,144,158</b>					<b>1 475 800</b>	<b>1,64%</b>
BSPCE	26.01.04	0,97	Salariés / Dirigeants français	26.01.05 à 25.01.09	10 000	0,01%
BSPCE	09.04.04	0,98	Salariés / Dirigeants français	09.04.05 à 08/04/09	404 642	0,45%
<b>Dilution potentielle (BSPCE) sur la base d'un nombre d'actions de capital porté à 89,083,000</b>					<b>414 642</b>	<b>0,47%</b>
<b>Dilution potentielle totale sur la base d'un nombre d'actions de capital porté à 90,558,800</b>					<b>1 890 442</b>	<b>2,09%</b>



## XII.5 REPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

### XII.5.1 Actionnariat de la société au 31 décembre 2008

Actionnaires	Nombre	% capital	% droit de vote
Lars Bladt	64 769	0,10%	0,10%
Lars Bladt Holding	30 000		
Douglas Land	1 254 574		
Chesapeake Group db Plan	250 000	1,69%	1,69%
Jonathan Poole	1 000	0,001 %	0,001%
Jean-Claude Turri (bloc familial)	2 375 423		
<i>Jean Claude TURRI</i>	1 350 400		
<i>Charles TURRI</i>	202 750	2,68 %	2,68%
<i>Eléonore TURRI</i>	202 750		
<i>Julien TURRI</i>	80 000		
<i>Sylvie TURRI</i>	101 150		
<i>Groupe Ouroumoff</i>	438 373		
<b>Total Dirigeants (1)</b>	<b>3 975 766</b>	<b>4,47%</b>	<b>4,47%</b>
Autodétention	214 900	0,24%	/
Public	84 477 692	95,29%	95,29%
Total	88 668 358	100%	100%

(1) Il s'agit des membres du conseil d'administration (au 31.12.08) et de leur groupe familial et des sociétés qu'ils contrôlent.

La Société n'ayant pas émis d'actions à droit de vote double, la répartition des droits de vote est équivalente à la répartition du capital (sous réserve des actions d'auto-détention).

### XII.5.2 Franchissement de seuil

Par courrier du 23 mai 2008, Messieurs Lars BLADT, Jean Claude TURRI et Douglas LAND les sociétés KROGTAMMEN A/S contrôlée par JIENS HAMBURGER Finn, POULSEN Holding A/S contrôlée par Finn POULSEN et Groupe OUROUMOFF contrôlée par Jean Claude TURRI, ont déclaré avoir franchi de concert en hausse, le 19 mai 2008, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société VALTECH et détenir de concert 5.719.379 actions, VALTECH représentant autant de droits de vote, soit 6,45% du capital et des droits de vote de cette société.

Ce franchissement de seuils résulte de la constitution d'un concert entre les personnes ci-dessus non formalisé dans un pacte d'actionnaires.

### XII.5.3 Pacte d'actionnaires

A la connaissance de la Société, il n'existe pas à ce jour de pacte d'actionnaires entre les actionnaires de la Société.

### XII.5.4 Actionnariat salarié

En application des règles de l'article L.225. 102 alinéa 1 du Code de Commerce, il est précisé que les salariés de la société et du groupe ne détiennent aucune action de la société au titre des articles L 443-1 et s. et L 442-7 du Code du Travail, L 214-39 et L 214-40 du Code Monétaire et Financier. Ainsi, aucune action de capital n'est détenue collectivement par des salariés du groupe, ni n'est frappée d'incessibilité en application des articles sus-décrits.

La dernière proposition faite aux actionnaires de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital en faveur des salariés dans le cadre de l'assemblée générale mixte du 27 juin 2003 a été refusée par ladite assemblée.

En 2008, aucune assemblée générale extraordinaire n'a pu être réunie faute de pouvoir réunir le quorum requis pour statuer, notamment sur l'obligation triennale de proposer une augmentation de capital réservée aux salariés adhérent à un plan d'épargne entreprise.

## XII.6 EVOLUTION DU COURS DU TITRE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

La Société est cotée sur le "Nouveau Marché" depuis le 12 avril 1999.

Elle est désormais inscrite sur le marché Eurolist Compartiment «C».

La Société considère que la liquidité constatée sur l'action VALTECH ne nécessite pas l'existence d'un contrat de tenue de marché. Le contrat en place avec la société Aurel Leven a été résilié en 2003.

Le tableau suivant retrace les évolutions des cours de clôture et le volume des transactions de l'action de la Société pour la période allant d'octobre 2004 à mars 2009 :

Mois	Nombre de séances	Cours du mois		Titres échangés	Capitalisation boursière (€) (1)
		Plus haut	Plus bas		
Octobre 2004	21	0,84	0,76	15 362 736	62 825 314
Novembre 2004	22	1,09	0,8	61 351 703	74 669 098
Décembre 2004	23	1	0,83	29 395 250	71 830 162
Janvier 2005	21	0,96	0,87	23 603 784	75 825 024
Février 2005	20	1,01	0,89	15 116 280	78 533 060
Mars 2005	21	0,97	0,85	10 421 976	75 229 850
Avril 2005	21	0,92	0,84	5 017 406	73 642 723
Mai 2005	22	0,91	0,85	2 275 315	72 502 712
Juin 2005	22	0,94	0,85	4 802 018	74 780 284
Juillet 2005	21	0,89	0,81	5 160 804	71 143 399
Août 2005	23	0,87	0,77	3 500 712	63 370 074
Septembre 2005	22	0,88	0,76	9 358 240	66 391 227
Octobre 2005	21	0,82	0,71	3 228 845	64 621 589
Novembre 2005	22	0,74	0,65	4 178 877	57 584 615
Décembre 2005	21	0,69	0,62	5 533 113	54 997 943
Janvier 2006	22	0,77	0,63	6 918 283	59 372 090
Février 2006	20	0,76	0,66	9 166 237	58 534 300
Mars 2006	23	0,76	0,68	7 739 201	59 352 130
Avril 2006	18	0,85	0,67	27 204 574	62 747 050
Mai 2006	22	0,75	0,65	7 037 256	59 054 762
Juin 2006	22	0,68	0,55	4 584 893	51 802 423
Juillet 2006	21	0,60	0,54	2 367 792	48 641 287
Août 2006	23	0,64	0,54	4 424 488	49 513 440
Septembre 2006	21	0,65	0,57	3 028 364	51 415 047
Octobre 2006	22	0,63	0,57	3 988 631	49 807 070
Novembre 2006	22	0,68	0,59	8 526 380	52 991 960
Décembre 2006	19	0,67	0,58	11 538 501	51 317 722
Janvier 2007	22	0,73	0,63	11 118 151	57 228 733
Février 2007	20	0,72	0,63	7 872 620	58 683 701
Mars 2007	22	0,69	0,60	7 107 585	55 909 562
Avril 2007	13	0,69	0,64	2 757 424	57 518 234
Mai 2007	22	0,67	0,60	3 616 024	55 649 441
Juin 2007	21	0,65	0,60	3 894 352	53 096 661
Juillet 2007	22	0,64	0,58	4 049 469	51 512 865
Août 2007	23	0,59	0,54	5 062 870	48 188 844
Septembre 2007	20	0,61	0,53	4 456 221	48 332 462
Octobre 2007	23	0,65	0,56	9 259 633	52 187 540
Novembre 2007	22	0,62	0,51	6 352 313	48 649 402
Décembre 2007	19	0,56	0,52	4 573 543	46 880 333
Janvier 2008	22	0,53	0,32	8 144 329	38 034 987
Février 2008	21	0,45	0,39	6 979 949	37 150 452
Mars 2008	18	0,46	0,39	5 559 100	36 265 918
Avril 2008	22	0,41	0,36	5 608 400	34 496 849
Mai 2008	21	0,49	0,37	9 079 205	35 844 711
Juin 2008	21	0,53	0,36	9 377 961	39 130 125
Juillet 2008	23	0,43	0,34	7 593 696	32 727 779

<i>Août 2008</i>	21	0,45	0,37	5 256 311	35 128 659
<i>Septembre 2008</i>	22	0,43	0,26	6 978 834	32 647 367
<i>Octobre 2008</i>	23	0,33	0,2	7 665 178	24 036 266
<i>Novembre 2008</i>	20	0,27	0,18	7 019 889	19 415 534
<i>Décembre 2008</i>	21	0,19	0,15	5 537 743	14 700 122
<i>Janvier 2009</i>	21	0,24	0,16	15 019 617	17 817 054
<i>Février 2009</i>	20	0,21	0,17	3 651 062	16 761 930
<i>Mars 2009</i>	22	0,20	0,16	4 531 067	15 881 416

## **XII.7 INFORMATIONS CONCERNANT LA DETENTION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS AU 31 DECEMBRE 2008**

Au 31 décembre 2008, la Société détenait 214 900 actions propres dans les conditions suivantes au titre de plans d'options d'achat d'actions réservés aux salariés, qui ont été achetées en 1998, avant l'introduction en bourse de la Société, pour 67 865 €.

Valeur des actions détenues à la clôture évaluée au cours d'achat : 67 865 €.

Valeur nette de ces mêmes titres dans le bilan au 31 décembre 2008 : 67 865 €. Valeur nominale de ces actions (pair) : 0,01524 €.

Valeur de ces actions à la valeur nominale : 3 275,08 €

Fraction du capital que ces actions représentent au 31 décembre 2008 : 0,24%. Au cours du dernier exercice fiscal, la société n'a acheté ni vendu d'action.

Au cours du dernier exercice clos, la Société n'a acheté aucune action et n'en a vendu aucune. Aucune opération n'est intervenue depuis le 31 décembre 2004.

## **XII.8 DERNIER PROGRAMME DE RACHAT ET DEMANDE D'AUTORISATION DE MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU PROGRAMME DE RACHAT**

Le programme de rachat (visa n°02-0684) en date du 5 juin 2002 a pris fin le 4 décembre 2003. Son renouvellement n'a pas été demandé aux actionnaires en 2003 ni en 2004.

Une autorisation de renouvellement a été conférée par les actionnaires dans le cadre de l'assemblée générale du 30 juin 2005, mais elle n'a pas été utilisée et aucun programme de rachat n'a été mis en place en 2005.

Une autorisation de renouvellement a été conférée par les actionnaires dans le cadre de l'assemblée générale du 26 juin 2006, mais elle n'a pas été utilisée et aucun programme de rachat n'a été mis en place en 2006.

Une autorisation de renouvellement a été conférée par les actionnaires dans le cadre de l'assemblée générale du 26 juin 2007, mais elle n'a pas été utilisée et aucun programme de rachat n'a été mis en place en 2007.

Une autorisation de mise en place d'un nouveau programme de rachat d'actions a été conférée dans le cadre de l'assemblée générale du 30 juin 2008 pour 18 mois, soit jusqu'au 31 Décembre 2009, mais elle n'a pas été utilisée et aucune proposition de rachat n'est intervenue en 2008.

## **XIII. MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

### **XIII.1 REPARTITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AUTRES FONCTIONS ET MANDATS EXERCES EN 2008**

Le tableau ci-dessous présente la situation des différents administrateurs de VALTECH SA au regard des prescriptions légales et des recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers.

Nom - Prénom	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats et fonctions exercées	
Lars Bladt	11.12.2007	Assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2011	Président et Directeur Général 19/05/2008		<p>Groupe VALTECH</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>VALTECH AB (Suède)</li> <li>VALTECH A/S (Danemark)</li> <li>VALTECH Ltd VALTECH Technologies Inc</li> <li>VALTECH Korea</li> <li>VALTECH GMBH</li> </ul>	<p>Président du Conseil d'Administration et Administrateur”</p> <p>Président du Conseil de Surveillance</p> <p>Administrateur</p> <p>Administrateur</p> <p>Administrateur</p>
					<p>Hors groupe</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Lars Bladt Holding</li> <li>Trade Wind A/S</li> <li>Schou Company A/S</li> <li>Nordlux Invest A/S</li> <li>Nordlux A/S</li> <li>Genpack Invest A/S</li> <li>Genpack A/S</li> <li>Schou Asia Limited (Hong Kong)</li> <li>Schou AB (Suède)</li> <li>Osjord A/S (Norvège)</li> <li>All season trading A/S (Norvège)</li> <li>Impleo</li> </ul>	<p>Directeur Général</p> <p>Directeur Général</p> <p>Directeur Général</p> <p>Administrateur</p> <p>Administrateur</p> <p>Administrateur</p> <p>Administrateur</p> <p>Gérant</p> <p>Directeur Général</p> <p>Administrateur</p> <p>Président du Conseil d'Administration</p> <p>Directeur Général</p>

Jonathan Poole	28.06.2007	Assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2012	Directeur Général Délégué 07/03/2007		Groupe VALTECH	VALTECH AB (Suède) VALTECH A/S (Danemark) VALTECH Limited (Royaume-Uni) VALTECH Technologies Inc (Etats-Unis) VALTECH(Inde) VALTECHGMBH VALTECH (Corée) Synaris AG	Administrateur Membre du Conseil de Surveillance Président du Conseil d'Administration et Administrateur" Président du Conseil d'Administration et Administrateur" Président Administrateur Administrateur Administrateur
Jean-Claude Turri	29.11.2002	Assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2013	Directeur de l'activité Consulting		Groupe VALTECH	VALTECH Axelboss SAS	Président
					Hors groupe	IFIS Groupe Ouroumoff	Directeur Général Directeur Général
Douglas Land	31.12.2003	Assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2012	Directeur Général	Directeur Général de Chesapeake Group	Groupe VALTECH	VALTECH Offshore SA	Administrateur
					Hors groupe	Whittman Hart Incorporated Chesapeake Group Covansys Mauritius	Administrateur Directeur Général Administrateur

Jean-Yves Hardy	21.12.1992	Démission le 24/06/08	Président et Directeur Général 19/05/2008		Groupe VALTECH	VALTECH Training (France)	Président
						VALTECH Offshore (France)	Directeur Général
						SYNARIS AG (Allemagne)	Président
						VALTECH Technology Consulting	Membre du Conseil
						VALTECH Co Ltd (Corée)	Administrateur
						VALTECH India Technology Systems Private Limited (Inde)	Administrateur
						VALTECH India Systems Private Limited (Inde)	Administrateur
					Hors groupe	BANG (France)	Directeur Général
						NEOSAPIENS	Directeur Général

Olivier Cavrel	3.10.1997	Démission le 24/06/08			Groupe VALTECH	VALTECH Agency SYNARIS AG (Allemagne) VALTECH Offshore (France) VALTECH India Technology Systems Private	Président Administrateur Président du Conseil d'Administration Président du Conseil d'Administration
						Limited (Inde) VALTECH India Systems Private Limited (Inde) VALTECH Software Services Private Limited	Président du Conseil d'Administration Président du Conseil d'Administration
					Hors groupe	FINAERO (France) IMRAN	Représentant permanent de HCC Gérant



## **Changements d'organisation en 2008**

Au cours de l'exercice 2008, les modifications suivantes sont intervenues dans la composition du conseil :

- lors du conseil d'administration du 19 mai 2008, il a été mis fin aux fonctions de Monsieur Jean-Yves Hardy en qualité de Président et Directeur Général et Monsieur Lars Bladt a été désigné Président et Directeur Général à compter de cette date ;
- lors du conseil d'administration du 19 mai 2008, Monsieur Jonathan Poole a été coopté en tant qu'administrateur et sa cooptation a été ratifiée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2008. Lors du conseil d'administration du 9 juin 2008, Monsieur Jonathan Poole a été désigné Directeur Général Délégué.

Monsieur Jean-Yves Hardy et Monsieur Olivier Cavrel ont démissionné d'administrateurs de leurs mandats le 24 juin 2008.

D'un point de vue opérationnel, la modification suivante est intervenues : Claude Puppatti a été nommé à la Direction Générale de VALTECH France, regroupant les 3 entités du Groupe :

- VALTECH Technology (conseil en technologies spécialisé dans les méthodes Agiles et la réalisation de projets nearshore/offshore) – VALTECH SA
- VALTECH Axelboss (Conseil en management) – VALTECH SA
- VALTECH Agency (Conseil en stratégies interactives spécialisé dans la mise en œuvre de projets E-business),
- VALTECH Training (Formation aux méthodes et techniques Agiles de développement logiciel)

La mission de Claude Puppatti est de renforcer la position de VALTECH France, en tant que groupe, afin que l'étroite collaboration entre les différentes entités permette à la société de gérer des projets de plus grande envergure. L'objectif pour VALTECH est de conforter son image d'expert dans les méthodes agiles et de devenir un acteur clé E-business.

### **XIII.2 ADMINISTRATEURS INDEPENDANTS**

VALTECH n'a pas d'administrateur indépendant, membre de son conseil d'administration.

*Voir le rapport du Président sur les procédures internes.*

### **XIII.3 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION**

*Voir le rapport du Président sur les procédures internes.*

### **XIII.4 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

Lors de sa réunion du 11 décembre 2008, le conseil d'administration a pris connaissance des recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées.

Il a considéré que ces recommandations s'inscrivaient dans la démarche de gouvernement d'entreprise de la société et, en conséquence, a décidé qu'en application de la loi du 3 juillet 2008 transposant la directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, le Code AFEP-MEDEF ainsi modifié serait celui auquel se réfèrera la société pour l'élaboration du rapport prévu à l'article L225-37 du Code de Commerce à compter de l'exercice 2009.

*Voir également le rapport du Président sur les procédures internes.*

Les administrateurs de VALTECH ne peuvent acheter ou vendre des actions de VALTECH pendant les 10 jours de Bourse précédant toute annonce de résultats de la société. Ils ne peuvent non plus acheter ou vendre des actions de VALTECH à partir du jour où le conseil d'administration a connaissance d'une information majeure pouvant avoir une influence sur le cours de bourse, jusqu'au jour où cette information est rendue publique.

### **XIII.5 JETONS DE PRESENCE**

Il a été attribué en 2007, 15000 € de jetons de présence à Monsieur Douglas Land sur le montant global autorisé de 30.000€ .

Les 15 000 € de jetons de présence n'ont pas été payés en 2008.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée la distribution pour 2009 d'un montant global maximum de jetons de présence de 60 000 euros (jetons de présence qui pourraient être alloués aux administrateurs en fonction d'un taux de présence individuelle aux réunions du Conseil d'administration et de ses comités).

### XIII.6 REMUNERATIONS 2008 ET INTERETS DES DIRIGEANTS

XIII.6.1 Rémunérations brutes et avantages de toute nature, directs et indirects, perçus et/ou dues par chaque mandataire social dans le groupe et hors du groupe et honoraires perçus par des sociétés dans lesquelles les mandataires sociaux ont des intérêts.

XIII.6.1.1 – Rémunérations directes versées et/ou dues au cours de l'exercice 2008 par VALTECH ou ses filiales –

Nom	Fonctions	Type de rémunération	Montant annuel 2008		Montant annuel 2007	
Lars Bladt	Président et directeur général le 19/05/08 Administrateur nommé le 11/12/07	Directeur	Rémunération fixe brute	Néant	Rémunération fixe brute	181 008 €
			Rémunération variable	Néant	Bonus :	69 846 €
			Rémunération exceptionnelle	Néant	Avantages en nature :	27 117 €
			Jetons de présence :	Néant	Jetons de présence :	Néant
			Avantages en nature	Néant		
			Solde bonus 2007 :	11 244 €		
Jonathan Poole	Administrateur coopté le 19/05/08 Nommé Directeur général délégué le 9/06/08	CEO Groupe	Rémunération fixe brute	350 000 €	Rémunération fixe brute	216 077 €
			Rémunération variable	Néant	Bonus :	122 400 €
			Rémunération exceptionnelle	Néant	Avantages en nature :	44 280 €
			Jetons de présence :	Néant	Jetons de présence :	Néant
			Avantages en nature	37 388 €		
			Solde bonus 2007 :	856,09 €		
Jean-Claude Turri	Administrateur	Directeur	Salaire fixe brut : ...	6 120 €	Salaire fixe brut	6 120 €
			Rémunération fixe brute	Néant	Jetons de présence :	Néant
			Rémunération variable	Néant		
			Rémunération exceptionnelle	Néant		
			Jetons de présence :	Néant		
			Avantages en nature	Néant		
Douglas Land	Administrateur		Jetons de présence :	15 000 €	Jetons de présence :	Néant
			Rémunération brute :	16 993 €	Rémunération brute :	35 020 €
Jean-Yves Hardy	Président et Directeur Général jusqu'au 19/05/08 Administrateur ayant démissionné le 24/06/08	Directeur Général (DG)	Rémunération fixe brute (DG)	15 000 €	Rémunération DG fixe brute:	36 000 €
			Rémunération variable	Néant	Avantage en nature DG :	Néant
			Rémunération exceptionnelle	Néant	Rémunération DG variable :	Néant
			Jetons de présence :	Néant	Jetons de présence :	Néant
			Avantages en nature	Néant		
Olivier Cavrel	Directeur général délégué ayant démissionné le 07/03/07 Administrateur ayant démissionné le 24/06/08	Directeur général Délégué (DGD)			Rémunération DGD fixe brute :	3 107 €
					Avantage en nature DG :	Néant
					Rémunération DGD variable brute :	Néant
					Jetons de présence :	Néant
		Directeur Général de VALTECH India	Rémunération fixe brute (DG)	25 732 €	Rémunération DG fixe brute	51 832 €
			Avantage en nature DG India :	68 741 €	Avantage en nature versé DG India :	108 462 €

Ni la société ni aucune de ses filiales n'ont pris d'engagement particulier (hors cotisations obligatoires) vis à vis des dirigeants en matière de retraite ou en cas de cessation de leur mandat en tant que tel.

### XIII.6.1.2 Tableau sur les jetons de présence

Membres du Conseil	Jetons de Présence versés en 2008	Jetons de Présences versé en 2007
Lars Bladt	Néant	Néant
Jonathan Poole	Néant	Néant
Jean-Claude Turri	Néant	Néant
Douglas Land	Néant (mais dû 15 000 €)	Néant
Jean-Yves Hardy	Néant	Néant
Olivier Cavrel	Néant	Néant

**XIII.6.1.3 – Rémunérations indirectes et/ou honoraires perçus et/ou dues par des sociétés dans lesquelles les mandataires sociaux ont des intérêts et versés par VALTECH ou ses filiales**

Sociétés concernées	Type de rémunération	Administrateur concerné	% de détention par l'administrateur concerné dans la société concernée	Montant annuel 2008	Montant annuel 2007
Conventions entre VALTECH SA et la Société IMPLEO	Honoraires	Lars BLADT	100%	Honoraire fixe : 174 664 € Indemnité de voyage : 62 191 €	
Convention entre VALTECH SA et la société GROUPE OUROUMOFF	Honoraires	Jean-Claude Turri (1)	99,99%	Honoraire fixe : 331 728 € Indemnité de voyage : 14 028 €	Honoraire fixe : 306 636 € Indemnité de voyage : Néant Honoraire variable 2007 : Néant
Convention entre VALTECH SA et la société CHESAPEAKE GROUP	Honoraires	Douglas Land	50%	Honoraire fixe : Néant Indemnité de voyage : 29 953 € Honoraire variable 2008 : Néant	
Convention entre VALTECH SA et la société BANG	Honoraires	Jean-Yves Hardy	94,39%	Honoraire fixe : 181 632 € Honoraire variable 2008 : Néant	Honoraire fixe : 270 960 € Honoraire variable 2007 : Néant
Convention avec la société IMRAN	Honoraires	Olivier Cavrel	100%	Honoraire fixe : 138 367 € Honoraire variable 2008 : Néant	Honoraire fixe : 244 664 € Honoraire variable 2007 : Néant

*(1) Dans un souci d'exhaustivité, voir également les informations données ci-après concernant la convention d'apporteur d'affaires réciproque conclue entre VAL TECH et la société IFIS.*

### **XIII.6.1.3 PRESENTATION DES CONVENTIONS CONCLUES ENTRE VALTECH ET LES SOCIETES «BANG», «IMRAN» et «GROUPE OUROUMOFF» POUR L'EXERCICE 2008**

Les conventions conclues pour une durée de trois ans par VALTECH avec Groupe Ouroumoff, Imran et Bang déterminent les prestations qui seront fournies par chacune des sociétés prestataires ; les honoraires correspondants ont été fixés selon les mêmes principes pour les trois conventions et ont donné lieu au versement des montants mentionnés au XIII.6.1.3. Les conventions avec Imran et Bang ont fait l'objet, à l'initiative de VALTECH et suite à des manquements, d'une suspension d'exécution à compter de juillet et août 2008.

#### **XIII.6.1.3.1/ Prestations rendues par chacun des trois prestataires**

**GROUPE OUROUMOFF** fournit à VALTECH et ses filiales les prestations suivantes :

- 1- des prestations de services pour son département «VALTECH Axelboss», dans les domaines suivants :
  - direction et gestion, notamment financière,
  - marketing et vente,
  - suivi des applications du savoir-faire français à l'étranger,
- 2- la réalisation d'activité de sous-traitance de prestations de conseils auprès des clients finaux vendus par «VALTECH Axelboss»,
- 3- l'encadrement de l'activité de «non global sourcing» de VALTECH Allemagne et l'assistance de VALTECH Allemagne en vue d'introduire les services de «VALTECH consulting management» sur le marché local.

**IMRAN** fournit des prestations de services à VALTECH et ses filiales dans les domaines suivants :

- (a) définition, développement et mise en œuvre des stratégies de développement des activités de la division «Global Sourcing» pour l'ensemble du groupe VALTECH, réalisées en France, aux Etats Unis, en Angleterre, en Allemagne et en Inde.

**BANG** fournit des prestations de services à VALTECH et ses filiales dans les domaines suivants :

- (a) définition, développement et mise en œuvre en France des stratégies de développement des activités de la société VALTECH Training, de la société ACDSI (ou «VALTECH Agency») et des activités de services technologiques de VALTECH SA,
- (b) recherche de partenaires stratégiques pour le groupe et suivi des négociations
- (c) suivi de la communication financière du groupe.

#### **XIII.6.1.3.2/ Présentation des rémunérations des services rendus**

Pour chaque contrat, les rémunérations des prestations rendues sont déterminées, d'une part, sur la base d'honoraires fixes, complétée d'une indemnisation complémentaire pour chaque jour passé à l'étranger et, d'autre part, par le versement d'honoraires de résultat calculé dans les conditions suivantes :

1. Honoraires déterminés en fonction de la réalisation ou non d'objectifs définis sur l'EBIT consolidé du groupe sur les trois prochains exercices, l'EBIT200x étant défini comme le résultat avant intérêts et impôts du groupe VALTECH tel qu'il ressortira des comptes consolidés de l'exercice 200X arrêtés par le conseil d'administration et certifiés par les Commissaires aux Comptes.

2. Honoraires déterminés en fonction du cours de l'action VALTECH, les cours atteints pendant une certaine durée donnant lieu à indemnisation sont 1,25 €, 1,75 € et 2,25 €.

En tout état de cause, le montant annuel hors taxe des honoraires variables ci-dessus ne pourra en aucun cas excéder globalement, pour chaque contrat, 200.000 euros au titre de l'exercice 2006, 270.000 euros pour l'exercice 2007 et 400.000 euros pour l'exercice 2008.

#### **XIII.6.1.3.3/ Durée, résiliation et indemnité de résiliation**

Chaque contrat a été conclu pour une durée de trois ans avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2006 ; il pourra être résilié soit par accord entre les parties selon les modalités convenues ensemble, soit selon les modalités suivantes :

1/ Chaque prestataire pourra résilier la convention de façon unilatérale, que cette résiliation soit motivée ou non, avec un préavis de six mois au moins, une telle résiliation ne donnant pas lieu à indemnisation.

2/ De son côté, sous réserve de respecter certains délais, VALTECH pourra demander la résiliation de la convention dans l'hypothèse où l'objectif annuel d'EBIT conditionnant les honoraires variables ne serait pas atteint. VALTECH sera alors tenue de verser au prestataire concerné une indemnité de rupture forfaitaire égale à 24 fois l'honoraire fixe mensuel hors taxe de l'année en cours.

3/ Sous réserve de respecter certains délais, et dans l'hypothèse où l'objectif annuel d'EBIT aurait été atteint, VALTECH pourra également demander la résiliation de la convention, mais sera alors tenue de verser au prestataire concerné une indemnité de rupture forfaitaire égale à deux fois les honoraires annuels fixes et variables prévus au titre de l'année en cours.

#### **XIII.6.1.3.4/ Autres clauses**

Une clause de non concurrence de 18 mois et une clause de non débauchage de 24 mois sanctionnée par une clause pénale figurent également dans les contrats.

### **XIII.6.1.4 PRESENTATION DES CONVENTIONS VALTECH / CHESAPEAKE GROUP**

#### **XIII.6.1.4.1/Convention de prestations de services**

Douglas Land est actionnaire et Directeur Général de la société américaine Chesapeake Group dont l'objet est de conseiller les entreprises du domaine informatique en matière d'opérations de fusion et d'acquisition. Une des spécialités de Chesapeake Group est son expérience du marché indien des services informatiques.



Depuis décembre 2002, Chesapeake Group assiste VALTECH dans ce cadre, via une convention de prestations conclue en décembre 2002, avant que Douglas Land ne devienne administrateur de VALTECH. Chesapeake Group peut être appelée à intervenir ponctuellement à la demande de VALTECH dans les domaines décrits ci-dessus.

Chesapeake Group détient en outre 4,99% de VALTECH Offshore SA, filiale de VALTECH SA. VALTECH Offshore SA détient 100% de VALTECH India.

Au cours de l'exercice 2008, la société Chesapeake Group n'a exécuté aucune prestation au titre de cette convention.

### **XIII.6.1.5 PRESENTATION DE LA CONVENTION VALTECH / IMPLEO**

#### **1/ Prestations rendues**

**La société IMPLEO** fournit à VALTECH et ses filiales les prestations suivantes :

(a) Définition, développement et mise en œuvre des recherches du Groupe et de la stratégie de développement dans chaque pays où le Groupe a développé ses activités ;

(b) Définition, développement et mise en œuvre de stratégies pour le développement des activités de conseil « web agency » pour l'ensemble du Groupe VALTECH mises en place dans chaque pays où le Groupe a développé ses activités ;

(c) Définition, développement et mise en œuvre de stratégies pour le développement des activités de conseil avec la méthode agile pour l'ensemble du Groupe VALTECH, mises en place dans chaque pays où le Groupe a développé ses activités.

#### **2/ Présentation des rémunérations des services rendus**

Honoraires forfaitaires fixes :

Les services décrits à l'Article III et précisés dans l'Annexe I seront facturés sur la base des forfaits mensuels suivants :

- Pour Novembre 2008 : 30 000 €,
- Pour Décembre 2008 : 30 000 €,
- Pour 2009 et 2010 : 12 000 € mensuel, soit un montant global annuel de 144 000 €.

#### **3/ Durée, résiliation et indemnité de résiliation**

Le contrat a été conclu pour une durée indéterminée résiliable à tout moment.

#### **4/ Autres clauses**

Une clause de non-concurrence de 12 mois et une clause de non-débauchage de 12 mois sanctionnée par une clause pénale figurent également dans les contrats.

### **XIII.6.1.6 CONVENTION VALTECH / IFIS**

Il est précisé, à toutes fins utiles, que Jean-Claude Turri est administrateur de VALTECH et dirigeant actionnaire de la société IFIS, qui développe et commercialise une base de données en intelligence économique. La société IFIS n'a pas de lien capitalistique avec VALTECH, mais bénéficie :

- depuis plusieurs années d'une sous-location de trois bureaux à Paris dans les locaux de VALTECH pour un loyer annuel de 43 056 € ;
- depuis 2006, d'un contrat d'apport d'affaires réciproque rémunéré par le versement d'une commission de 5% des montants facturés au client final et, dans l'hypothèse d'une facturation globale effectuée uniquement par VALTECH au client final, le prélèvement par VALTECH sur les sommes dues à IFIS d'une rémunération de 5%. Cette convention a donné lieu au versement par VALTECH à IFIS d'une somme de 262 011 € HT . Cette convention a été considérée, compte tenu de sa nature, comme une convention normale conclue à des conditions courantes.

\* \* \*

En dehors de leur participation directe et/ou indirecte dans le capital social de VALTECH SA, telle que mentionnée au § XII.5.1 du présent document, et sous réserve des conventions mentionnées ci-dessus, les dirigeants ne détiennent aucun autre intérêt dans une filiale ou chez un fournisseur, ni chez un client de VALTECH SA ou de son groupe.

### **XIII.6.2 Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale ou chez un client ou un fournisseur de l'émetteur**

*Cf. Paragraphe XIII.6.1.*

### **XIII.6.3 Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction et de surveillance**

*Voir le rapport spécial des commissaires aux comptes.*

### **XIII.6.4 Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des organes d'administration, de direction et de surveillance**

*Néant*

### **XIII.6.5 Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille**

*Néant*

### **XIII.6.6 Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE)**

#### **XIII.6.6. 1 - Options de souscription (OS) ou d'achat d'actions (OA) et bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE) attribués aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2008 et encore en vigueur**

*Néant*

**XIII.6.6.2 - Options de souscription (OS) ou d'achat d'actions (OA) et bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE) exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2008**

*Voir le Rapport Spécial établi en application de l'article L 225-184 du code de commerce*

**XIII.6.7 - Opérations réalisées par les dirigeants, les hauts responsables, ou par les personnes auxquelles ils sont étroitement liés, sur leurs titres**

*Néant*

**XIV. INTEGRATION DANS LE PRESENT RAPPORT DES ELEMENTS REQUIS PAR L'ARTICLE L 225-100-3 DU CODE DE COMMERCE ET SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

1° La structure du capital de la société.

**Cf. Paragraphe XII.1 et XII.5 du présent rapport**

2° Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11.

**Cf. Paragraphe XII.5 du présent rapport**

3° Les participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12.

**Cf. Paragraphe XII.5 du présent rapport**

4° La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci.

**Néant**

5° Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier.

**Néant**

6° Les accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

**Cf. Paragraphe XII.5 du présent rapport**

7° Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration, ainsi qu'à la modification des statuts de la société.

**Les statuts de la Société dans ces domaines ne dérogent pas aux principes généralement admis en matière de société anonyme.**

8° Les pouvoirs du conseil d'administration ou du directoire, en particulier l'émission ou le rachat d'actions.

**Cf. Paragraphes XII.2, XII.7 et XII.8 du présent rapport**

9° Les accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts.

Il existe des contrats clients conclus par la société qui comportent des clauses de modification et/ou de résiliation en cas de changement de contrôle. Toutefois, ces contrats contiennent des clauses de non-divulgation (non-publicité ou confidentialité) ou sont réputés suffisamment sensibles d'un point de vue commercial pour le groupe, de telle sorte que leur divulgation pourrait porter préjudice à l'activité opérationnelle du groupe. Ainsi, lesdits contrats ne font pas l'objet d'une information au sein des présentes.

10° Les accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou du directoire ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

**Cf. Paragraphe XIII.6 du présent rapport**

## **XV. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

<b>En K€</b>	<b>EXERCICE 2008</b>	<b>EXERCICE 2008</b>
	<b>Deloitte &amp; Associés</b>	<b>Fidrex</b>
<b>Audit</b>		
<i>- Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés</i>		
Emetteur	160	71
Filiales	78	12
<i>- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes</i>		
Emetteur		
Filiales		
<b>Sous-total</b>	<b>237</b>	<b>83</b>
<b>Autres services</b>		
<i>- Juridique, fiscal, social</i>	9	
<i>- Autres</i>	11	
<b>Sous-total</b>	<b>20</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>258</b>	<b>83</b>

*Nb : ce tableau inclut les honoraires convenus avec les commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2008. Ils sont comptabilisés en charges sur 2008 et 2009 au prorata du temps passé sur chacun des exercices.*

\* \* \*

Nous nous tenons à votre disposition pour vous donner toutes les explications complémentaires que vous pourriez désirer.

Les résolutions qui vous sont présentées reprennent les principaux points de ce rapport ; nous vous remercions de bien vouloir les approuver dans l'intérêt de la société.

**Le Conseil d'Administration**